

## Genève vu de Pékin

Les temps ont bien changé. Au tout début de la présente décennie, la thèse maoïste de l'inevitable de la guerre faisait encore partie du discours officiel en Chine - seul pays communiste, avec l'Albanie, à ne voir dans la « détente » qu'une tromperie. Déjà, toutefois, cette thèse s'accompagnait d'appels à de plus grands efforts pour la préservation de la paix. Mais Pékin démentait encore avec virulence l'hégémonie soviétique comme la source principale d'un danger de guerre. Au point d'inviter toutes les nations - États-Unis compris - à former un « front uni » contre l'expansionnisme de Moscou.

Le ton commença véritablement à changer vers la fin de 1982. Chinois et Soviétiques avaient entamé de timides négociations, et le flirt sino-américain avait perdu de sa chaleur. Si la Chine ne croyait toujours pas à la possibilité d'une détente réelle, elle admettait que celle-ci fût souhaitable par de nombreux pays, du tiers-monde et d'Europe notamment.

Un pas de plus dans cette évolution vient d'être franchi, cette semaine avec le vœu exprimé par Pékin que le sommet de Genève aboutisse à « des résultats substantiels ». En d'autres termes, la Chine estime aujourd'hui non seulement qu'une détente entre les Deux Grands serait bénéfique pour le reste du monde mais également qu'elle n'est pas impossible.

Il y a plusieurs raisons pour que l'on voie les choses sous ce jour nouveau à Pékin. La première est sans doute qu'on y mesure un peu mieux qu'autrefois ce que représente le « jeu nucléaire ». Autrefois « figures de papier », ceux qui le brandissent se sont transformés en « lions rugissants » fort capables de vous dévorer.

Tôt après la mort de Mao, d'autre part, les dirigeants chinois ont souligné que leur pays, pour se consacrer à des tâches de développement économique requérant une priorité absolue, avait besoin d'un « environnement pacifique prolongé ». Ils ont été conduits ensuite, comme le premier ministre, M. Zhao Ziyang, lors de son séjour à Paris en 1984, à reconnaître que « la paix mondiale est indivisible ».

La Chine, enfin, a tous les motifs de se sentir de plus en plus concernée par le débat nucléaire. D'abord parce que ses propres forces - si minimes soient-elles par rapport aux arsenaux des Deux Grands - la conduisent un jour ou l'autre à y participer. Ensuite parce que l'implantation en Asie d'un nombre croissant de missiles soviétiques l'amène à réclamer - comme le Japon - un droit de regard sur tout accord éventuel à ce propos entre l'URSS et les États-Unis.

Il n'y a pas d'ailleurs que le nucléaire qui intéresse Pékin dans les conversations de Genève. Plusieurs des conflits régionaux qui doivent y être évoqués se poursuivent sur ses marches, voire avec sa participation indirecte, comme au Cambodge. Voici au moins un sujet sur lequel toute entente entre le président Reagan et M. Gorbatchev ne pourrait avoir d'effet que si elle reçoit l'aval de la Chine.

**PRUDENT OPTIMISME  
APRÈS LES TÊTE-À-TÊTE  
PROLONGÉS  
ENTRE M. REAGAN  
ET M. GORBATCHEV**

(Lire page 2 l'article  
de notre envoyé spécial  
JACQUES AMALRIC.)

## DEUX INITIATIVES A LA VEILLE DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. MITTERRAND

### Un projet de loi sur le temps de travail

M. Michel Delebarre, ministre du travail, devait présenter, ce mercredi 20 novembre, au conseil des ministres son avant-projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. Cependant l'opposition de certains syndicats et les résistances du CNPF rendront très difficile l'application de la flexibilité des horaires.

Après la consultation des partenaires sociaux, qui a confirmé un faible taux d'adhésion, et l'avis du Conseil d'État, qui n'a apporté que des corrections de forme sur l'aménagement du temps de travail, le texte est ficelé. Mais il a subi quelques nouvelles modifications par rapport au projet initial (le Monde du 9 novembre), ceux-ci devant conforter la CFDT et la CGC dans leur assentiment, sans désarmer pour autant l'opposition du CNPF, manifestée avec éclat par M. Chotard le 19 novembre.

Selon la dernière version du texte, une branche pourra négocier une modulation - qui devra être économiquement justifiée - de la durée hebdomadaire dans un cadre large. Celle-ci pourra osciller de plusieurs heures au-dessous et au-dessus de la durée légale de 39 heures jusqu'à un plafond de 41 heures par semaine, mais il sera possible, par dérogation, d'aller jusqu'à une limite supérieure de 44 heures.

Pour ce dernier cas, pendant les périodes « creuses », la durée hebdomadaire pourrait descendre jusqu'à 34 heures, voire en dessous, mais à la condition que cela se traduise pour les salariés par une réduction de la durée hebdomadaire, qui, en moyenne sur l'année, devrait être inférieure à 37 h 30 (et de 38 heures pour un plafond de 41 heures), ce qui représente une concession à la CFDT. Plus la modulation sera importante et

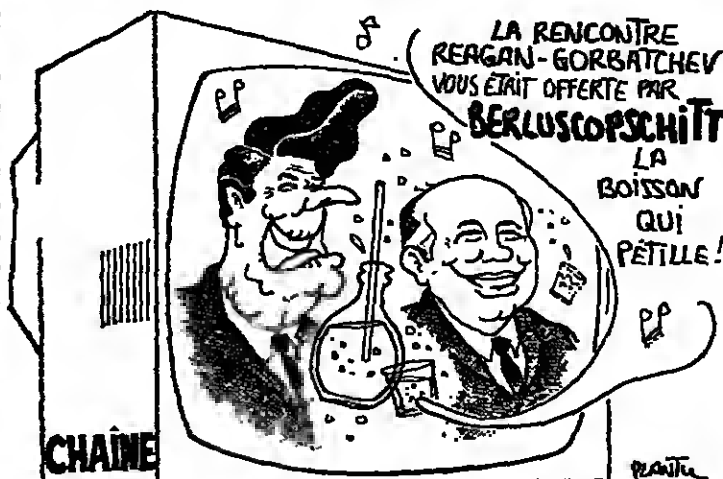
plus la réduction devra être substantielle. Entre 39 heures et 41 heures, ou entre 39 heures et 44 heures, les heures effectuées donneront lieu, soit au paiement d'heures supplémentaires, soit à un repos compensateur, et le contingent annuel d'heures supplémentaires que les entreprises peuvent utiliser sans autorisation de l'Inspection du travail sera ramené comme prévu de cent trente à quatre-vingts heures. Les heures effectuées au-delà de la durée annuelle conventionnelle ouvriront droit à un repos compensateur dont la durée est égale à 50 % de ces heures.

La disposition qui prévoyait que des accords d'entreprise ou d'établissement pouvaient, « par dérogation, remplacer le paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur de 125 % ou de 150 % » a été supprimée. En revanche, un alinéa a été rajouté pour indiquer que l'accord de branche devra prévoir des modalités d'aménagement du temps de travail spécifiques pour les cadres. L'article 4 du projet - le dernier - sur le travail du samedi et du dimanche a bien été supprimé, mais il est remplacé par un nouvel article qui précise que les accords de branche existants demeurent en vigueur sous réserve que de nouveaux accords soient conclus.

MICHEL NOBLECOURT.  
(Lire la suite page 27.)

### Une 5<sup>e</sup> chaîne de télévision avant le 20 février

La France disposera avant le 20 février prochain d'une nouvelle chaîne de télévision : « La première chaîne privée gratuite offerte aux Français », indique un communiqué diffusé ce mercredi 20 novembre par le ministère de la communication. Cette cinquième chaîne pourra être captée sur l'ensemble du territoire national dans un délai d'un an.



Le gouvernement a donc choisi. En application de la loi de 1982 sur la communication audiovisuelle, la cinquième chaîne de télévision a été confiée à une société qui sera constituée par MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi. Le capital de cette société, contrôlée à 60 % par des intérêts français, reste ouvert à d'autres partenaires, notamment des représentants de la presse écrite.

Les émissions - qui commenceront au plus tard le 20 février selon le contrat signé - pourront être reçues dans la plus grande partie du territoire national dans un délai d'un an. Cette cinquième chaîne pourra naturellement dif-

fuser des messages publicitaires, dont elle tirera la majorité de ses ressources. Elle sera autorisée à diffuser ces messages au cours même des émissions.

Le choix du gouvernement en faveur de l'alliance Seydoux-Berlusconi risque de provoquer de nouvelles réactions hostiles aussi bien dans l'opposition qu'à l'intérieur du Parti socialiste lui-même. L'une et l'autre avaient déjà exprimé leurs craintes à l'égard du magnat italien, auquel ils reprochent de faire de la télévision « spaghetti » ou « Coca-Cola ».

(Lire nos informations et l'article d'YVES AGNÈS, page 10.)

## LES TROIS PRÉOCCUPATIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

### Rester, conserver, préparer

Pour montrer qu'il demeure le chef, il faut bien qu'il parle un peu : ce raccourci permet de rappeler dans quel contexte politique prend place la quatrième conférence de presse de M. Mitterrand à l'Élysée.

On le voudrait politiquement mort, et, sous prétexte que les élections législatives de mars 1986 sont fort proches, on voudrait que son gouvernement se contente de regarder passer les jours.

Agir, tenter une sortie (l'aménagement du temps de travail) ou se saisir d'un gage pour l'avenir (la tour Eiffel, gouverner en quelque sorte, c'est « s'accrocher aux lambeaux du pouvoir » (Claude Labbé). On lui refuse même la possibilité de présenter un budget : fait sans précédent sous la Ve République, le Sénat ne discutera pas la partie

« dépenses » de la loi de finances pour 1986.

Pourtant, il est admis qu'un gouvernement malmené constitue d'effort au moins, avant toute échéance électorale, de définir son territoire. Ainsi le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail est-il destiné à souligner aux yeux de l'opinion la nécessité d'assouplir la législation actuelle, sans que rien ne se passe sur le terrain d'ici au mois de mars.

A dire vrai, le président lui-même s'était retiré - en apparence au moins - du jeu intérieur, n'intervenant plus guère que sur la scène internationale ou en matière de défense, bref sur deux terrains traditionnels de large consensus. Résultat : il a stabilisé sa cote de

popularité malgré la désastreuse affaire Greenpeace. Il a surtout, le mois dernier, marqué un point : 51 % des Français (selon la SFORIS) souhaitent qu'il se maintienne à l'Élysée en cas de victoire de l'opposition aux législatives. Il lui faudra donc prendre garde, pendant sa conférence de presse, à ne pas contrarier la patte de travail de reconstruction de ses forces qu'il a entamée.

M. Mitterrand devrait obéir à trois préoccupations : être fidèle à lui-même ; aider les siens ; préparer la cohabitation.

Être fidèle à soi-même veut dire d'abord se conformer à son rôle de chef d'État, garant de la continuité au-delà, ou plutôt au-dessus, des querelles partisans. Concrètement, il lui faut éviter de tomber

dans le travers qu'il a tant et tant reproché à ses prédécesseurs, qui consistait à intervenir à tort et à travers pendant la campagne électorale elle-même. De ce point de vue, personne ne peut lui contester le droit d'indiquer sa préférence à quatre mois du scrutin.

Personne ne peut non plus lui interdire de déployer son propre drapeau. Mais comment faire, lorsque l'on conduit une politique économique classique, sinon financièrement orthodoxe, ou lorsque le lancement spectaculaire d'une chaîne de télévision privée donne l'image d'un pouvoir décidément converti aux vertus du capitalisme moderne ?

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 7.)

## NOSTALGIES ET RÊVES DES IMMIGRÉS JUIFS SOVIÉTIQUES

### La « petite Russie » de New-York

#### De notre envoyé spécial

New-York. - Entre Liubov's Fashion et le restaurant Primorski, le café Tashkent fait face, de l'autre côté du métro aérien, au Bank Store Black Sea, qu'arpeute un quinquagénaire traqué, ruminant un désespoir muet entre ses rayons de littérature russe.

Là-bas, en URSS, leur richesse créait une émeute, mais, ici, c'est uniquement sur les épiceries offrant des produits soviétiques, ukrainiens ou géorgiens qu'on se rue, car la nostalgie des premières générations d'immigrants, c'est l'odeur de la cuisine familiale. La culture, ça vous manque plus tard, lorsqu'on a eu le temps de s'adapter, et les plus anciens n'ont que quinze ans d'Amérique dans cette « Petite Russie » de New-

York qu'est aujourd'hui Brighton Beach, poêle laborieuse et sans grâce du fond de Brooklyn.

Quinze ans, c'est à peu près l'âge qu'aurait aujourd'hui cette détentée d'aut le sommet de Genève va peut-être susciter, sous d'autres formes et avec d'autres règles, une lente réincarnation. L'un de ses effets avait été l'entrebâillement des frontières de l'URSS pour quelques minorités, et c'est ainsi que cent trente mille Soviétiques, juifs pour la plupart, sont devenus Américains depuis 1970. On en trouve à Boston, Chicago, Los Angeles ou Philadelphie, mais la grande colonie, cinquante mille personnes, s'est formée sur les bords de l'Hudson, et Brighton Beach en est le centre.

C'est ici que sont restés les plus pauvres, c'est-à-dire souvent les plus vieux, ici qu'on trouve aussi

### Le rééchelonnement de la dette polonaise

Dix-sept pays occidentaux acceptent d'étaler les échéances de 1985.

PAGE 29

### Les nationalisations en question

La gauche oppose son bilan au projet de privatisation de la droite.

PAGE 26

### Meilleures récoltes en Afrique

Grâce aux pluies, la situation alimentaire s'améliore.

PAGE 26

### L'émir du Qatar en visite en France

Cheik Khalifa passe pour être le plus francophile des dirigeants du Golfe.

(Lire notre supplément  
pages 11 à 14)

### La fête à Oman

Les mille et une nuits du sultan Qabous.

PAGE 4

### La débauche en baisse

Elle a diminué de 4,77 % au cours du premier trimestre.

PAGE 25

## Le Monde

### ARTS ET SPECTACLES

- Cinéma : « Harem », d'Arthur Joffé ; « Colonel Red », d'Istvan Szabo ; « Tokyo-Ga », de Wim Wenders.  
(Pages 15 à 22)

Etranger (2 à 5) • Politique (7 et 8) • Communication (10) • « Le Monde éducation » : la réforme des lycées (24) • Société (25) • Économie (26 à 31)

Programmes des spectacles (18 à 22) • Radio-télévision (23) • Informations services : Météorologie, Météo croisés, Automobile (22) • Carnet (23) • Annonces classées (30)

Anna Boschetti  
**SARTRE**  
ET  
« LES TEMPS MODERNES »  
Un livre tout à fait remarquable parce qu'il donne des idées nouvelles sur l'existence humaine.  
Robert M. LAURENCE  
MINUIT

La « petite Russie » de New-York  
De notre envoyé spécial  
New-York. - Entre Liubov's Fashion et le restaurant Primorski, le café Tashkent fait face, de l'autre côté du métro aérien, au Bank Store Black Sea, qu'arpeute un quinquagénaire traqué, ruminant un désespoir muet entre ses rayons de littérature russe.  
Là-bas, en URSS, leur richesse créait une émeute, mais, ici, c'est uniquement sur les épiceries offrant des produits soviétiques, ukrainiens ou géorgiens qu'on se rue, car la nostalgie des premières générations d'immigrants, c'est l'odeur de la cuisine familiale. La culture, ça vous manque plus tard, lorsqu'on a eu le temps de s'adapter, et les plus anciens n'ont que quinze ans d'Amérique dans cette « Petite Russie » de New-York qu'est aujourd'hui Brighton Beach, poêle laborieuse et sans grâce du fond de Brooklyn.  
Quinze ans, c'est à peu près l'âge qu'aurait aujourd'hui cette détentée d'aut le sommet de Genève va peut-être susciter, sous d'autres formes et avec d'autres règles, une lente réincarnation. L'un de ses effets avait été l'entrebâillement des frontières de l'URSS pour quelques minorités, et c'est ainsi que cent trente mille Soviétiques, juifs pour la plupart, sont devenus Américains depuis 1970. On en trouve à Boston, Chicago, Los Angeles ou Philadelphie, mais la grande colonie, cinquante mille personnes, s'est formée sur les bords de l'Hudson, et Brighton Beach en est le centre.  
C'est ici que sont restés les plus pauvres, c'est-à-dire souvent les plus vieux, ici qu'on trouve aussi les plus récemment arrivés, et qu'on revient surtout - de quartiers dont l'éloignement est proportionnel à la réussite de leurs habitants - se frotter au passé et faire les courses pour la semaine. Sur une courte dizaine de blocs, entre deux autres ghettos, noir et hispanique, on parle donc exclusivement russe (ou géorgien) et, aux angles de rues, des Latino-Américains baragouinant à peine l'anglais vendent, contre dollars, des journaux en cyrillique à de vieilles « babouchkas » serrées dans leurs fichus.  
Arrivé de Tbilissi en 1980, Alex gagne, à vingt-six ans, 5 dollars de l'heure dans une pharmacie tenue par une Géorgienne et une Ukrainienne qui ont juste fini de rembourser leurs traites.  
BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 2.)



هكذا من الأصل



# étranger

## LE SOMMET SOVIÉTO-AMÉRICAIN

### Les tête-à-tête prolongés entre M. Reagan et M. Gorbatchev font naître un prudent optimisme

Le sommet soviéto-américain de Genève a repris, mercredi matin 20 novembre, par un nouveau tête-à-tête - le troisième depuis le début de la rencontre - entre le président Reagan et M. Gorbatchev.

#### De notre envoyé spécial

Genève. - « Le black-out sur l'information est plutôt une bonne nouvelle. Le fait que Reagan et Gorbatchev aient eu, mardi, deux tête-à-tête est plutôt une bonne nouvelle. Tout cela ne signifie pas que le sommet se soldera par un grand succès, mais il est à peu près certain que l'échec sera évité. » Ce jugement d'un Américain, vieux routier des sentiers Est-Ouest, résume assez bien le sentiment général qui prévaut dans les couloirs de Genève. Un journaliste soviétique, beaucoup plus soucieux de créer un climat de confiance que d'informer ses lecteurs, oubliait d'ailleurs ses diatribes des jours précédents contre les « impérialistes » de Washington pour confirmer cette impression et concéder que, « cette fois-ci, les choses ne paraissent pas mal engagées ».

Comment expliquer un tel changement de climat ? Tout simplement par l'arrivée de l'heure de vérité, c'est-à-dire de la rencontre Reagan-Gorbatchev de mardi matin. C'est à partir de ce moment-là que tout bascule : non qu'on s'attende désormais à un miracle - il n'en existe pas dans le domaine du contrôle des armements - mais parce qu'il faut décider, aussi bien du côté soviétique qu'américain, si l'on veut continuer la polémique ou profiter de ces quarante-huit heures pour tenter de débloquer un terrain passablement encombré.

Mais comment choisir la seconde solution (ou, en tout cas, en donner l'impression) sans mettre un terme au moins provisoire aux joutes qu'on se livre par porte-parole, experts et

autres académiciens interposés depuis la semaine dernière, pour ne rien dire des derniers mois ? D'où l'idée du black-out sur l'information, sans doute proposée par M. Reagan, et qui n'a d'ailleurs pas empêché les porte-parole des deux délégations de qualifier, mardi soir, de « bons » l'atmosphère et les échanges de la journée. M. Larry Speakes, le porte-parole de la Maison Blanche, est allé jusqu'à confier que tout se passait bien mieux que lors des entretiens préparatoires Shultz-Gorbatchev, au début du mois à Moscou.

C'est sous un ciel gris et quelques flocons de neige que M. Gorbatchev arrive, mardi matin à 10 heures, à la villa Fleur d'eau, mise à la disposition de la délégation américaine. M. Reagan, en maître de cérémonie, est parfait : poignée de main chaleureuse, pose pour les photographes, banalités garanties... Le secrétaire général, pas en reste, s'étend sur son hôte soit en complet-veston malgré le froid ; il répond à un journaliste que toutes ses dents sont bien à lui et non en acier. Allusion à un hommage en forme de perfidie qui lui fut rendu en mars dernier par M. Gromyko, (« Cet homme a un genou souriant, mais je vous préviens qu'il a des dents d'acier »).

Le tête-à-tête Reagan-Gorbatchev - un exercice qui rend toujours extrêmement nerveux tous les proches conseillers des Grands de ce monde - était prévu pour durer une vingtaine de minutes. Il s'étirait plus d'une heure, avant que les deux

dirigeants, de plus en plus déserts sinon badins, rejoignent leurs ministres des affaires étrangères et quelques conseillers admis aux entretiens élargis. C'est à la fin de ce premier tête-à-tête que fut annoncé à la presse qu'on ne lui dirait plus rien.

#### Une concession ?

La séance de travail de mardi après-midi (chaque délégation ayant déjeuné de son côté) allait réserver de nouvelles surprises. Les retrouvailles Reagan-Gorbatchev furent marquées par des sourires encore plus larges que le matin, et, après un peu plus d'une heure de discussion entre les deux délégations, M. Reagan proposa au secrétaire général de faire une promenade dans le parc entourant la résidence ; tout comme par hasard, il conduisit son interlocuteur vers une modeste bâtisse, en contrebas, face au lac. Un feu - toujours le hasard diplomatique sans doute - crépitait dans le foyer de la cheminée. MM. Reagan et Gorbatchev passèrent encore une heure, accompagnés uniquement par leurs interprètes, à se réchauffer à cette flamme.

Que se sont dit les deux hommes ? Personne bien sûr ne se risque à des pronostics. Mais il avait été décidé depuis longtemps que ce mardi après-midi serait consacré aux discussions sur la limitation des armements. N'avait-on pas d'ailleurs

convoqué aux entretiens élargis - contrairement à ceux du matin - M. Paul Nitze, le vétéran du département d'Etat chargé de ces dossiers, et M. Karpov, l'expert soviétique qui dirige la délégation de son pays aux négociations de Genève ?

Comment, dans ces conditions, ne pas mentionner une confiance (impossible à vérifier) selon laquelle M. Gorbatchev serait prêt à certaines concessions sur la « guerre des étoiles » ? Laquelle ? Accepter de faire une différence entre les composants de ce système, selon qu'ils seraient basés à terre ou installés dans l'espace. Dans la seconde hypothèse, seules les recherches en laboratoire seraient admises (elles sont de toute façon invérifiables) ; dans la première, on pourrait se montrer plus souple.

Si la nouvelle était confirmée, ce mercredi soir ou jeudi matin, elle serait d'importance. Certes, elle ne permettrait pas à elle seule de résoudre le dossier de la « guerre des étoiles » ; mais elle indiquerait, pour la première fois, que les Soviétiques sont sortis de leur loge du tout ou rien pour entrer dans celle du compromis, de la négociation, dans laquelle ils excellent et où ils aiment à s'installer. Autre avantage possible pour Moscou : exacerber les luttes internes dans l'administration républicaine, puisqu'un marchandage sur la « guerre des étoiles », c'est ce que craint par-dessus tout M. Casper Weinberger, le chef du Pentagone, comme le prouve sa récente

lettre de mise en garde à M. Reagan. Enfin, l'ouverture de négociations sur l'initiative de défense stratégique (IDS) permettrait aux Deux Grands de relancer les discussions sur la réduction de leurs arsenaux stratégiques et de tenter de dégager un compromis entre leurs propositions de diminution théorique égale (50 %), mais pour l'instant incompatibles.

Il ne s'agit encore que de supputations. Depuis le black-out, il est impossible de les « recueillir ». Comme l'a annoncé M. Speakes, « tous ceux qui parlent ne savent rien, et tous ceux qui savent ne parlent pas ». Genève, mardi soir : quatre mille journalistes en quête de sources...

#### Une prolongation ?

Le suspense devait se poursuivre toute la journée de mercredi, pendant laquelle Américains et Soviétiques devaient, en principe, se consacrer à l'étude des crises régionales (le matin) et aux dossiers bilatéraux ainsi qu'aux questions relevant des droits de l'homme (l'après-midi).

Le sommet sera-t-il prolongé de vingt-quatre heures, comme la rumeur en court, ou simplement la matinée de jeudi sera-t-elle consacrée par MM. Reagan et Gorbatchev à « vendre » le résultat de leurs travaux, si modeste soit-il, au cours de quelque prestation médiatique ? Il est encore trop tôt pour le savoir. Mais, dans la mesure où les deux

dirigeants n'auront sans doute à proposer que le début d'un long processus et non pas la « potion magique » dont sont si friandes les opinions publiques, il serait étonnant qu'ils boulesautent par trop leur emploi du temps.

Le calendrier tel qu'il est actuellement fixé suffirait amplement à leurs desseins. M. Gorbatchev ne doit quitter Genève qu'à midi, M. Reagan deux heures plus tard, pour se rendre à Bruxelles et y exposer, à ceux de ses alliés qui auront accepté de se déplacer, le résultat de ses tractations. Un résultat, répétons-le, qui, forcément, ne sera pas brillant, même s'il est substantiel et s'il comporte un nouveau rendez-vous pour 1986.

JACQUES AMALRIC.

#### LA DÉMARCHÉ DU PASTEUR JACKSON

(De notre envoyé spécial.)

Genève. - Un bon premier contact ne doit pas faire rater l'occasion d'une bonne opération de propagande. C'est ce qu'a dû se dire mardi M. Gorbatchev lorsqu'il a reçu à l'heure du déjeuner à son ambassade le pasteur Jackson, le leader noir des droits civiques, candidat malheureux à l'investiture démocrate lors de la dernière élection présidentielle américaine.

Le pasteur Jackson, qui revenait de Beyrouth, dirigeait un groupe d'une cinquantaine d'Américains, militants pacifistes « pour un sommet fructueux ». A l'issue de son entrevue - dont la délégation officielle américaine n'avait pas été avertie, mais elle ne s'en est pas plainte, - le pasteur s'est déclaré persuadé de la bonne volonté de M. Gorbatchev, auquel il a notamment demandé de prolonger en 1986 le moratoire sur les expériences nucléaires proclamé unilatéralement par l'URSS. Une réserve toutefois : le pasteur Jackson a regretté que le secrétaire général n'ait pas paru sensible à ses arguments lorsqu'il a plaidé en faveur du droit de départ des juifs soviétiques.

Pratiquement au même moment, M. Tchicharanski, la femme du militant juif emprisonné en URSS depuis plusieurs années, tenait une conférence de presse à l'hôtel Intercontinental où est installée la délégation américaine. Elle a notamment annoncé qu'elle venait d'écrire à M. Gorbatchev pour lui demander d'intervenir en faveur d'Anatole Tchicharanski. Ce dernier est en tête de la liste américaine des cas humanitaires dont M. Reagan devait parler mercredi après-midi à M. Gorbatchev.

J. A.

### La « petite Russie » de New-York

(Suite de la première page.)

Avec un tel salaire, on ne vit, à New-York, que chichement, mais il s'est marié la semaine dernière (avec une fille de Minsk) et compte bien trouver, lui aussi, un partenaire pour devenir patron. Ce ne sera pas une partie de plaisir, mais « ce n'est qu'en vivant ici, dit-il, que j'ai compris pourquoi les Etats-Unis étaient si puissants. Ce n'est pas à cause de leurs bombes, mais de leur esprit car, dans ce pays, tout ce dont vous avez besoin, c'est de vouloir. Personne ne vous dira que la place que vous voulez n'est pas la vôtre ».

Ce qui l'avait poussé à partir, ce n'est pas l'antisémitisme, à peu près inconnu en Géorgie, « ce n'est pas non plus tellement le manque de libertés, mais la constante différence entre ce qui est officiellement présenté, en URSS, comme la réalité et ce qu'elle est en vérité ».

Particulièrement pour les jeunes, dit-il, c'est un « choc mental permanent » - lui-même à la fin du mal, dans ses premiers mois américains, à ne pas être, en retour, « choqué par la liberté », à « exprimer ce qui [lui] venait à l'esprit » et à comprendre comment pouvaient échapper à la prison les journalistes dont il lisait de si virulents articles contre de « grosses légendes ». Le métro écrien traverse Brighton Beach dans un vacarme de fin du monde. Alex fait une grimace d'horreur et riant : « Ah ! ce lui de Moscou... »

#### Réussir ou se taire

Ce genre de plainanteries ne viendrait, en revanche, pas aux lèvres de Misha. D'abord, il n'a pas la moindre idée d'à quoi ressemble le métro de Moscou, car il n'avait que treize ans quand il a quitté L'vov, en 1977, avec son père. Et puis, surtout, il dit : « Je ne cesse de me demander si je ne m'en serais pas mieux tiré en étant resté là-bas, car j'étais bon élève et j'aurais pu devenir professeur de gymnastique, alors qu'en Amérique je n'ai pas fait de bonnes études à cause de la langue, et parce que j'ai passé trop de temps à me battre avec les Noirs ou les Hispaniques qui me sautaient dessus en criant : « Un Russe ! Un Russe ! »

Misha trouve aussi (c'est une rengaine parmi les immigrés soviétiques) qu'il y a trop de crimes aux Etats-Unis et en attribue la responsabilité aux Noirs et aux Hispaniques « à majorité criminelle ». « Si, si, à majorité, je sais ce dont je parle », insiste-t-il en ajoutant aussitôt : « Je comprends cette situation car en Amérique, lorsqu'on n'a pas de travail ou qu'on le perd, le désespoir est proche et l'on se lance vite dans le gangstérisme ». « En URSS, poursuit-il, tout le monde a du tra-

vail, et même si ce sont de faux emplois, très mal payés, on n'a jamais eu le sentiment de se trouver exclu de tout ».

Le père de Misha est mort en Amérique, son frère aussi, sa mère l'a plus ou moins abandonné, à sa seule et unique dépression nerveuse. Payé à la course (très mal) pour conduire une voiture pour entrer un jour dans la mythologie américaine et dit avec une tristesse d'enfant

**Cent trente mille immigrés soviétiques, juifs pour la plupart, sont devenus américains depuis 1970. Les plus pauvres d'entre eux se sont regroupés à Brighton-Beach, au fond de Brooklyn.**

peiné : « Si je n'ai pas, à trente ans, de quoi offrir une vie heureuse à une femme, j'attaquerai une banque, sans espoir de réussir, seulement pour me faire tuer ».

Ce n'est pas du romantisme centre-européen : c'est un grand classique de la jeunesse du quart-monde américain - et également une exception - car plus, sans doute, que dans toute autre communauté des Etats-Unis, l'échec social est vu, parmi les immigrés soviétiques, comme une maladie honteuse. Ils sont en effet arrivés ici non seulement avec l'espoir d'une vie meilleure, mais, souvent aussi, avec la conviction qu'ils bravaient les dangers de la demande d'un visa de sortie pour aller dans un monde plus juste. Admettre l'échec serait donc admettre soit qu'on n'a pas été à la hauteur des possibilités offertes, soit que le mieux ne signifie pas la perfection et que la liberté ne garantit pas en elle-même la justice.

C'est d'autant plus difficile qu'une éducation soviétique ne prépare guère aux analyses nuancées, et que l'intégration de ces immigrés est, généralement, un succès. Car il s'agit, la plupart du temps, de citoyens ayant une formation et des difficultés des débuts sont compensées par une exemplaire solidarité de la communauté juive américaine.

#### La compétition

Quatre ans après son arrivée, Albert Shvily, peintre qui ne voulait pas se condamner au réalisme socialiste, et juif qui voulait « montrer sa culture juive », expose dans les galeries de Soho et participe activement à la vie d'une petite synagogue géorgienne récemment ouverte à New-York. Il est très loin d'être riche, Tolstoy, ses amis, ses parents restés là-bas lui manquent, mais il s'est bien habitué à sa nouvelle vie que, « même au télé-

phone, quand j'ai la Géorgie, je commence à parler librement ». Miroir d'une vie, ses toiles mêlent Russie et Amérique, judaïsme et christianisme, Manhattan et Tbilissi. « J'étais, dit-il, un juif à Tbilissi, et un Géorgien à Moscou. Ici je suis un Russe et même en Israël je serais un étranger car c'est ainsi que me regardent un sabra ».

Bien qu'il ait beaucoup plus d'admiration pour la culture de l'Europe et parle d'aller vivre, un

jour, en Israël, l'Amérique est en train de devenir sa patrie, probablement grâce à « ce caractère multi-ethnique », à cette « ouverture permanente » et ne pas rester des immigrés qui avaient tant attiré Nathalie Sadomskaya, anthropologue, spécialiste de l'Espagne, où elle n'avait, néanmoins, jamais pu obtenir l'autorisation de se rendre, elle-même et son mari ont dû choisir l'exil, il y a onze ans, lorsque leurs activités dans l'opposition les ont trop placés dans le collimateur du KGB.

Sa première impression de l'Amérique ? « Affreuse !, répond-il, c'était affreux comparé à l'Europe et même à Moscou : ces villes qui n'ont pas, ces escaliers extérieurs comme des entrailles portées en bandoulière et cet incroyable nombre de gacheries ». « Et puis, j'ai réalisé, poursuivit-elle, qu'on ne se soucie pas ici de camoufler, que les façades sont moches mais les appartements beaux, qu'on montre ses escaliers et qu'on ne torture pas les élèves parce qu'ils sont gachiers ».

« Ici, dit-elle encore, j'aime les relations avec les étudiants, il n'y a pas de distance, le professeur n'est pas un Dieu et il n'a pas non plus un programme imposé, à suivre à la lettre et dans un climat de censure, de surveillance et de vérifications permanentes ». Elle aime ce climat, mais elle a aussi découvert la compétition entre professeurs qui peut tourner au véritable gangstérisme ». « Les relations entre collègues étaient bien meilleures en URSS, dit-elle, car nous étions tous sous les ordres d'un même chef, tandis que, aux Etats-Unis, le département a son mot à dire, ce qui est parfait tant que vous n'êtes pas sans pouvoir. Et puis, si je peux écrire rigoureusement ce que je veux en Amérique, il n'y existe pas d'instituts de recherche permettant d'écrire sans avoir d'autres obligations de tra-

**BOUCHARD PÈRE & FILS**

BEAUNE  
DU CHATEAU

présent  
exclusivement  
des climats  
sélectionnés  
des DOMAINES  
DU CHATEAU  
DE BEAUNE

Beaune Premiers Crus :  
Les Aigles  
Le Silex  
Les Perrières  
Les Arceaux  
Les Turlins  
Les Buissons  
Les Serrys  
Les Rivières  
Clos du Roi  
Le Clos Vigne  
En Grès  
Les Bressandes  
Les Tournelles  
Le Grès  
Les Tournelles  
Champ Pommé  
A l'Écu

Proclamation  
L'Union des  
Châteaux de France  
à Beaune  
Château P. & F.  
21000 Beaune  
Tél. 03.20.44.41

« Le Beaune »  
de la Vigne  
« Le Beaune »  
de la Vigne  
« Le Beaune »  
de la Vigne

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS,  
75421 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650872 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-41  
Tél. : (1) 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)  
Jacques Faure (1959-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
500 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur :  
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :  
Daniel Veret

Correspondant en chef :  
Claude Salaz

**LE MONDE PUBLICITÉ SA**  
5, rue de Montesseny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-62 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 286 136 F

**PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER**  
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,80 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,20 \$ ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,250 \$ ; Luxembourg, 90 f. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Singapour, 335 F S. ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Thaïlande, 110 baht.

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75421 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
657 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : sur demande, nous pouvons vous adresser des journaux en avance sur le programme.

Changements d'adresse : nous vous adressons (deux semaines ou plus) nos journaux sans interruption. Pour nous adresser vos journaux, nous vous demandons de nous adresser une nouvelle adresse avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez nous adresser vos journaux en avance sur le programme.

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications n° 57 437  
ISSN : 0395-2037



LE MONDE  
Gorbatchev

## DE GENÈVE

### La politique de la tasse de thé

De notre correspondante

Genève. — A l'occasion du sommet, l'avenue de la Paix est interdite à la circulation... Mais l'interdiction ne visait pas M<sup>me</sup> Raïssa Gorbatchev, qui l'a empruntée avec sa suite de limousines pour se rendre au palais des Nations. Elle y fut accueillie par le directeur de l'Office des Nations unies à Genève, M. Eric Suy, et son épouse, M<sup>me</sup> Liseotte Natural-Weidheim, fille de l'ancien secrétaire général de l'ONU et chef du protocole, M. Nikolai Vochtchinski, haut fonctionnaire international soviétique, et un impressionnant service d'ordre. Quelques journalistes privilégiés furent autorisés à assister à cette visite, à condition de ne pas approcher de trop près la première dame soviétique ni lui adresser la parole. Ils furent tout juste gratifiés d'un sourire « *Dobry den* » (bonjour !), mais furent néanmoins séduits par son sourire, sa grâce, son corsage de soie marron, lui aussi, avec de discrets motifs géométriques ton sur ton — et l'aisance avec laquelle elle foula des hauts talons de ses bottes un tapis afghan...

Le tout petit groupe de représentants de la presse minutieusement sélectionnés qui avaient dû l'attendre pendant plus d'une heure furent quelque peu déçus par la superbe ignorance dans laquelle

les e tenus l'épouse de M. Gorbatchev. Peut-être, qui sait, était-elle troublée par la présence, à quelques centaines de mètres, de M<sup>me</sup> Avital Chicharanaki ?

Quoi simplement était-elle fatiguée par une matinée chargée, au cours de laquelle elle s'était montrée particulièrement charmante, détendue et pleine de curiosité. Elle avait visité le Musée de l'horlogerie et de l'émallerie, où elle avait spécialement apprécié une tabatière du dix-septième siècle dotée d'un oiseau chantant qu'elle baptisa « *colombe de la paix* ». Puis elle s'était rendue à l'hôtel de ville, où elle avait offert au Conseil d'Etat genevois un superbe vase du dix-neuvième siècle en porcelaine blanche émaillée. Elle y écrivait, avec une gracieuse assurance, un message de M. Jacques Vernet, président de cet organe législatif cantonal, qui lui expliqua que toutes les autorités du canton étaient éues au suffrage universel. Elle admira une fresque illustrant l'incorruptibilité de la justice et demanda : « *Mais les juges d'aujourd'hui acceptent-ils des présents comme celui que je vous ai offert ?* »

A sa sortie de l'hôtel de ville, un exilé ukrainien l'interpella de loin. Des militants juifs clameurèrent à son intention : « *Laissez sortir mon peuple !* » Quelqu'un cria le nom de Sakharov...

Elle avait ensuite visité la bibliothèque publique et universitaire, où

elle put feuilleter des documents sur le séjour de Lénine à Genève, voir sa carte de lecteur et la liste des ouvrages qu'il avait empruntés, dont la *Vie de Jésus* de Renan. Elle fit don à la bibliothèque d'un ouvrage de Lénine publié en français à Moscou ainsi que d'un portrait du grand homme.

Après son tour du Palais des Nations, M<sup>me</sup> Gorbatchev devait encore changer de toilette pour prendre une tasse de thé avec M<sup>me</sup> Reagan, chez cette dernière. Le soir, en compagnie de son mari, elle recevait en petit comité le président des Etats-Unis et Nancy Reagan dans la ville où loge le secrétaire général du PC d'URSS, dans l'enceinte de la mission soviétique auprès des Nations unies.

### La première pierre du musée de la Croix-Rouge

La journée de Nancy Reagan fut, elle, marquée par une visite à La Pi-chollette, un centre de traitement de jeunes toxicomanes, dans les environs de Lausanne. Elle y déclara que lutter contre le fléau de la drogue constituait pour elle une véritable croisade car elle avait pris conscience de la dimension du drame en Californie, quand son mari était gouverneur de cet Etat. Elle distribua des baisers à profusion et offrit au directeur du centre, M. Pierre Rey, un micro-ordinateur censé être à la pointe du progrès

de son pays. Mais grande fut la surprise lorsque l'on s'aperçut, à l'ouverture du paquet cadeau, de la mention « *made in Japan* ».

Comme Nancy Reagan l'avait souhaité, une promenade en bateau de Lausanne à Saint-Prax, bourgade vaudoise réputée comme la plus fleurie d'Europe, avait été prévue. L'épouse du président avait invité vingt-cinq enfants américains à bord du *Ville de Genève*. Les services de santé vaudois s'inquiétaient à cause du froid glacial et — ce n'est pas une histoire belge — l'un de leurs responsables eut pour première réaction de vouloir prendre la température de l'eau. Mais tout est bien qui finit bien : le voyage fut des plus paisibles, on mangea force hamburgers et une fillette de dix ans, qui avait une jambe plâtrée, eut pour consolation de voir la First Lady, simplement vêtue d'un ensemble en drap rouge, bérêt assorti, poser un autographe sur son plâtre. A Saint-Prax, M<sup>me</sup> Reagan apprécia une boulangerie-pâtisserie de l'endroit et, plus encore, un solo de cor des Alpes qu'accompagnait un chœur mixte entonnant *Là-haut sur la montagne, il est un vieux chalet*.

Raïssa Gorbatchev et Nancy Reagan se retrouvaient, mercredi matin, pour une cérémonie riche de sens : la pose de la première pierre du musée de la Croix-Rouge.

ISABELLE VICHNIAC.

## DIPLOMATIE

### LA RÉFORME DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES

### Les Dix multiplient les réunions avant le conseil européen de Luxembourg

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Dix, qui étaient réunis le 19 novembre à Bruxelles, mettent les bouchées doubles pour que le conseil européen des 2 et 3 décembre puisse parvenir à des décisions politiques importantes. Les chefs d'Etat et de gouvernement, conformément au mandat qu'ils se sont donné eux-mêmes en juin à Milano, ont l'ambition d'approuver, lors de ce prochain sommet, un nouveau programme d'action pour le développement de la construction européenne. Et aussi de s'entendre sur des procédures de décision simplifiées — vote à la majorité qualifiée plutôt qu'à l'unanimité — afin que ce programme puisse être exécuté sans trop d'entraves. Aussi multiplie-t-on les réunions préparatoires : les ministres des affaires étrangères se retrouveront les 25 et 26 novembre, puis passeront un week-end studieux à Luxembourg les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre, juste à la veille du conseil européen.

Dans la course au succès actuellement engagée, sept pays (l'Italie, les trois du Bénélux, l'Irlande, la France et l'Allemagne) paraissent tout à fait désireux d'aller de l'avant, mais ont cependant, sur chaque dossier pris séparément, des positions souvent différentes. Les trois autres, le Royaume-Uni, le Danemark et la Grèce (qui, à Milano, avaient été hostiles à l'idée d'une conférence intergouvernementale chargée de réviser le traité de Rome), réservent leur position, mais donnent néanmoins l'impression d'une participation constructive aux travaux.

Les Français et les Allemands jouent un rôle à part. Ils ont proclamé au plus haut niveau leur volonté d'agir à l'unisson, pour donner l'impulsion nécessaire à la conférence. Mais il y a des « ratés », si hico que les propositions constructives que les deux pays peuvent proposer ensemble apparaissent soudain plus limitées qu'on avait pu le croire quelques jours plus tôt.

Pour maintenir la dynamique du succès, Bonn et Paris, prenant acte des obstacles rencontrés, cherchent d'autres domaines susceptibles de permettre une percée. C'est-à-dire de parvenir à la « masse critique » de décisions et d'engagements qu'il faut atteindre au minimum pour que la conférence de Luxembourg puisse être considérée comme un événement.

Mardi, on a pu ainsi vérifier un certain mouvement de recul à propos de l'établissement du fameux « grand marché » communautaire. Certes, les Allemands et les Français ont proposé une définition qui, apparemment, convient à peu près à tous : « *La Communauté arrête les règles et définit les conditions nécessaires à la réalisation d'un marché unifié, sans frontières intérieures, assurant la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, au cours d'une période expirant le 31 décembre 1992* ». Les décisions nécessaires pour teoir ce pari seraient prises à la majorité qualifiée. Mais il est à peu près acquis que l'harmonisation des impôts indirects, point sensible s'il en est pour la souveraineté des Etats, restera soumise à l'obligation d'unanimité. Par ailleurs, les Français insistent pour que la suppression des entraves aux échanges ait comme contrepoint un développement des politiques communes, alors que les Allemands réagissent.

Le rôle du Parlement

Français et Allemands semblent disposés à faire davantage d'efforts pour renforcer les pouvoirs du Parlement européen. Le cas d'école est le suivant. La commission fait une proposition. A l'issue d'une navette entre le conseil et le Parlement, celui-ci amende cette proposition. Si la Commission reprend à son compte cet amendement, autrement dit modifie sa proposition initiale dans le sens souhaité par le Parlement, le conseil ne peut s'en écarter qu'à l'unanimité. En termes politiques, cela signifie que, en cas de « complicité » entre la Commission et le Parlement, le conseil, à moins de faire bloc, est désarmé. Ce supplément de pouvoir accordé au Parlement jouerait uniquement pour les questions reconnues prioritaires par le conseil, tel l'établissement du grand marché.

Autres points en suspens concerne la nature des textes à faire approuver par la conférence et les modalités de fonctionnement de l'Union européenne. Le projet proposé par la France, baptisé « *Acte d'union européenne* », reprend certaines des idées contenues dans le projet de traité qui fut présenté par les deux pays à Milano. Cependant, contrairement au projet d'ailleurs, il s'agit d'un document unique, comprenant un préambule, un titre I définissant l'Union européenne, qui comprend les Communautés européennes, d'une part, et la coopération politique, d'autre part, et instituant une commission européenne, un conseil européen, un organe administratif qui se situerait, dans cette construction, au-dessus de la Commission, préféreraient qu'il soit affecté, plus modestement, à la gestion de la seule coopération politique.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

## A TRAVERS LE MONDE

### GRÈCE

#### Retour au calme

Athènes. — Les obèques du jeune homme tué le dimanche 17 novembre à Athènes par un policier se sont déroulées mardi 19 novembre devant deux mille personnes, des jeunes gens pour le plupart, ont été scandés des slogans hostiles à la police. Dans la soirée, un millier de manifestants ont défilé dans le centre d'Athènes à l'appel du Parti communiste et de l'Union nationale des étudiants grecs, qui ont organisé la marche de protestation qu'elle comptait organiser dans l'après-midi « *en raison des risques de provocation* ». Enfin les groupes autonomes et anarchistes qui occupaient la faculté d'architecture dans l'école polytechnique depuis lundi soir ont quitté les locaux sans incidents en fin de journée mardi après des négociations avec la police. — (AFP.)

### ESPAGNE

#### Les policiers veulent être « démilitarisés »

Madrid. — Deux mille policiers, en civil et sans arme, ont défilé le mardi 19 novembre dans le centre de Madrid pour protester contre le projet de réorganisation des forces de sécurité actuellement en discussion au Parlement. La veille, des manifestations semblables s'étaient déroulées dans diverses villes de province, rassemblant plusieurs milliers de policiers.

Ces défilés avaient été convoqués par trois des principaux syndicats de la police, qui ont annoncé de nouvelles actions pour le mois de décembre. Les griefs des agents à l'égard de la loi qui définit leur statut sont multiples. Ils s'opposent d'abord à ce que la police nationale soit qualifiée d'« institut armé », car une telle dénomination permet, en vertu de la Constitution, de leur dénier le droit de grève.

Les agents demandent en outre que la loi prévoie la « *démilitarisation* » des forces de l'ordre. C'est-à-dire que le code de justice militaire ne soit plus applicable dans leurs rangs (une revendication déjà acceptée par le ministre de l'Intérieur), et que leur commandement ne soit plus confié à des officiers des forces armées, comme c'est le cas depuis l'époque de Franco. — (Corresp.)

### POLOGNE

#### Les dirigeants de Solidarité resteront en prison

Varsovie. — La plupart des grandes figures de Solidarité actuellement en prison, dont MM. Adam Michnik, Bogdan Lis et Wladyslaw Frasyniuk, seront exclus des mesures de clémence décidées par les autorités polonaises, a confirmé, le mardi 19 novembre, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban. M. Urban a fait valoir que le geste consenti à l'égard des détenus politiques en Pologne « *n'était pas une amnistie* », comme cela avait été le cas en juillet 1984, où l'on avait ouvert les portes des prisons à la quasi-totalité des quelque six cent cinquante prisonniers de l'époque. M. Urban a, par ailleurs, souligné, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, que le gouvernement polonais « *s'opposera à toute tentative de soulèvement, au sommet de Genève, le problème des droits de l'homme en Pologne* ». — (AFP.)

### ARGENTINE

#### Sept millions d'hectares inondés

Buenos-Aires. — Les inondations, qui affectent depuis plus d'une semaine près de 7 millions d'hectares dans la région de Buenos-Aires, ont fait sept morts et provoqué des dégâts chiffrés à 2 milliards de dollars, a déclaré, mardi 19 novembre, le gouverneur de la province de la capitale argentine. Selon M. Alejandro Armendariz, dix cantons de la région atteinte ont été déclarés zone sinistrée : 67 % des terres arables du pays se trouvent dans cette province, où sont cultivés 55 % du tournesol, 40 % du maïs et 25 % du soja argentins. Les inondations ont, par ailleurs, endommagé les voies de communication de la région, et des villes comme le centre touristique d'Espequen sont complètement recouvertes par les eaux. Quelque cinquante mille personnes ont dû être évacuées. — (AFP.)

### EL SALVADOR

#### Reprise du dialogue entre la guérilla et le gouvernement

Madrid. — Une prochaine rencontre aura lieu entre des représentants du FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale) et des responsables salvadoriens, a annoncé mardi 19 novembre la vice-présidente du Salvador, M. Rodolfo Castillo, lors d'une conférence de presse à Madrid. « *Il y aura une rencontre en Europe dans les jours à venir* », a-t-il indiqué, en ajoutant que la date et le lieu précis de la rencontre n'avaient pas encore été fixés, mais que les discussions ne se dérouleraient vraisemblablement pas en Espagne et que le président Duarte n'y participerait pas. M. Duarte avait eu trois séries d'entretiens infructueux avec les dirigeants de la guérilla l'année dernière au Salvador. — (Reuters.)

### RWANDA

#### Trente mille réfugiés ougandais rapatriés

Trente mille réfugiés ougandais au Rwanda ont été rapatriés, pour certains contre leur volonté, dans leur pays d'origine, au cours des trois derniers mois, a déclaré, mardi 19 novembre, à Kampala, un responsable du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Celui-ci a précisé que la majorité de ces réfugiés, installés dans des camps du HCR au Rwanda, sont volontairement rentrés en Ouganda après le renversement, en juillet dernier, du président Milton Obote, mais que d'autres ont fait l'objet de pressions de la part des autorités rwandaises qui leur ont restreint l'approvisionnement en vivres, en médicaments. Cette opération, qui a pris fin samedi 16 novembre, a été conduite sans que le HCR en ait été préalablement informé et sans sa participation. Il semble cependant que les réfugiés ont été bien accueillis par les populations ougandaises dans leur région d'origine, et que, s'ils ont retrouvé leurs maisons détruites, ils ont pu récupérer leurs terres. Le HCR envisage de mettre en œuvre un programme d'aides à ces rapatriés, qui ont besoin d'un soutien alimentaire et médical, ainsi que d'une aide à la construction. — (AFP.)

### TCHAD

#### Ralliement de maquisards sudistes

Mille deux cents « *codos rouges* », maquisards de la région de Sahr (Moyen-Chari), dans le sud du Tchad, se sont ralliés récemment aux autorités tchadiennes, à la suite d'un accord de paix signé le 4 septembre, a affirmé le préfet du Moyen-Chari, M. Baal Zar. Cet accord est intervenu entre une délégation de N'Djamena conduite par le ministre de l'Intérieur, M. Brahim Mahamat Ima, et le chef présumé des « *codos rouges* », le sergent Tokinon. La normalisation progressive de la situation dans le sud a entraîné un mouvement de retour des réfugiés tchadiens qui avaient fui, en République centrafricaine, à la fois les violences des « *codos* » et celles des Forces armées nationales tchadiennes (FANT). Environ mille cinq cents personnes auraient regagné leurs villages du sud-tchadien depuis quelques mois, selon des sources proches de la préfecture de Sahr. — (AFP.)

### LIBÉRIA

#### Les journalistes indésirables

En dépit de la réouverture, mardi 19 novembre, de l'aéroport de Monrovia, les journalistes étrangers ne seront pas autorisés à se rendre au Libéria durant les deux prochaines semaines. Cette décision a été communiquée à l'ambassade du Libéria à Abidjan par le ministre libérien de l'information. Les autorités de Monrovia ont annoncé que les syndicats de la presse, les étudiants, les enseignants, ainsi que les milieux d'affaires, avaient l'interdiction de se réunir. Plusieurs organisations ont également été interdites. Le gouvernement a, d'autre part, reconnu que « *plusieurs centaines* » de civils ont pu être pris au milieu des tirs au moment de la tentative de coup d'Etat du 12 novembre. Le port de Monrovia a été rouvert au trafic mais les frontières terrestres demeurent fermées. — (AFP, UPI, Reuters.)

**Hector BIANCIOTTI**

**Sans la miséricorde du Christ**  
roman

*« Sans la miséricorde du Christ est d'abord une magnifique écriture. De ce texte, on sort ébloui »*  
Josyane Savigneau, *Le Monde*

*« Un gigantesque roman de mœurs et d'amour »*  
François Xenakis, *Le Matin*

**GALLIMARD** *ref*







## AFRIQUE

### Algérie

#### Le ministre des affaires étrangères et le chef de l'état-major libyen reçus par le président Chadli

Le président algérien, M. Chadli Bendjedid, a reçu, mardi 19 novembre, le ministre libyen des affaires étrangères, M. Ali Tlili, ainsi que le chef d'état-major de l'armée libyenne, le commandant Hamdi Khoulidi, qui lui ont remis un message du colonel Kadhafi. Les relations algéro-libyennes s'étaient détériorées après la signature en août 1984 du traité d'union entre la Libye et le Maroc, Rabat s'opposant depuis dix ans à Alger sur la question du Sahara occidental. Tripoli avait alors interrompu son aide au Front Polisario, la presse et la radio libyenne n'hésitant plus à attaquer en termes violents le régime du président Chadli. Toutefois, depuis le 1<sup>er</sup> novembre, le ton avait nettement baissé à Tripoli et aucune attaque n'était plus proférée contre Alger. La visite des émissaires libyens ne peut être accueillie qu'avec intérêt à Alger dans la mesure où le traité

d'Oujda d'union maroco-libyen est vu comme une machine de guerre contre l'Algérie. Cette visite qui survient au lendemain de l'annonce du prochain voyage du colonel Kadhafi à Dakar semble montrer que la Libye souhaite rompre quelques peu son isolement diplomatique. D'autre part, le ministre algérien des finances, M. Roualem Benhamouda, a procédé lundi à la nomination de treize nouveaux responsables à la tête des organismes bancaires, d'épargne et d'assurances, qui sont contrôlés par l'Etat. Il s'agit du plus important mouvement de ce genre depuis l'arrivée au pouvoir du président Chadli. Parmi ces nominations, figure notamment celle de M. Nouhou Badredine, qui exerçait les fonctions de directeur général du Trésor au ministère des finances, au poste de gouverneur de la Banque centrale d'Algérie, en remplacement de M. Rachid Bouraoui.

## AMÉRIQUES

### Nicaragua

#### Mobilisation pour la « bataille du café »

Managua (AFP). - Le gouvernement du Nicaragua a décidé d'envoyer 5 000 fonctionnaires pour récolter le café dans les provinces de Matagalpa et de Jinotega, à 100 kilomètres au nord de Managua. Cette mesure, qui entrera en application le 26 novembre, entraînera la fermeture temporaire des ministères de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'administration publique et des ressources naturelles. De plus, quelque 5 000 membres de la Jeunesse sandiniste et 2 000 autres des comités de défense participent à cette opération. Au total, près de 14 500 personnes seront mobilisées - dont 1 500 étrangers sympathisants du régime sandiniste - pour cette « bataille du café », comme l'appelle le gouvernement. Les experts estiment cette récolte à 110 000 tonnes, pour un rapport d'environ 150 millions de dollars. Les autorités ont, par ailleurs, déclaré qu'elles contrôleront partiellement la situation dans le nord du pays, où la récolte avait dû être interrompue l'année dernière en raison des activités militaires de la Contra. De violents combats ont cependant eu lieu au sud-est de la ville de Santo Domingo (à l'est de Managua). Des guérilleros du mouvement Force démocratique nicaraguayen (FDN) ont attaqué la ville mardi matin et se sont retirés après cinq heures de combats, avant l'arrivée des renforts gouvernementaux et l'entrée en action des héli-

coptères MI-24 de fabrication soviétique. Vingt-neuf membres de la FDN ont été tués, selon le ministre nicaraguayen de la défense. Trente soldats de l'armée régulière avaient été tués dans cette zone il y a une semaine, lors d'une embuscade tendue par les guérilleros. La FDN se proposait alors d'empêcher l'arrivée à Managua d'un chargement en provenance de Cuba. L'aide américaine aux anti-sandinistes. - La Chambre des représentants des Etats-Unis a approuvé mardi 19 novembre un projet de loi visant notamment à autoriser le gouvernement américain à livrer aux guérilleros anti-sandinistes des avions et des camions à condition qu'ils ne soient pas équipés d'armement. Le projet de loi, qui doit encore être discuté par le Sénat avant d'être définitivement adopté, maintient l'interdiction faite à la CIA d'entraîner ou de conseiller les « contras ». En revanche, il autorise la livraison d'émetteurs-récepteurs de radio permettant de recevoir de la CIA des informations sur les mouvements des troupes gouvernementales. Ces précisions ont été incluses dans le projet de loi qui autorise et finance les opérations de la CIA pendant l'année 1986 et se réfère à la loi, adoptée en juin dernier, prévoyant une aide de 27 millions de dollars aux « contras ». (AFP)

### Pakistan

#### Amnesty International demande que cent trente détenus politiques soient de nouveau jugés

Dans un rapport diffusé mercredi 20 novembre, Amnesty International estime que, au Pakistan, « plus de cent trente prisonniers politiques, des civils pour la plupart, qui sont en train de purger des peines de prison allant de sept ans à quarante-deux ans, n'ont pas bénéficié d'un procès équitable devant les tribunaux populaires ». L'organisation humanitaire, qui a adressé à Islamabad un mémorandum à ce propos, estime disposer d'informations selon lesquelles « de nombreux prisonniers seraient restés enchaînés pendant un an ou plus avant de comparaître devant un tribunal militaire ». Les audiences ont souvent lieu, ajoute-t-elle, à la prison et à huis clos ; les droits internationaux reconnus aux accusés, tels que le droit de faire appel, ne leur ont pas été accordés. Amnesty International ajoute : « Dans les procès devant les tribunaux militaires spéciaux, les « aveux » extorqués sous la torture semblent être régulièrement utilisés

comme preuves ». L'organisation cite le cas de M. Abdul Razzaq Jharna, inculpé d'assassinat politique, en 1981 et pendu en mai 1983, « à qui des « aveux » auraient été extorqués sous la torture pendant sa détention au secret ». Le tribunal saisi de cette affaire aurait conclu à l'acquiescement du détenu. « Mais avant la publication du verdict », poursuit Amnesty International, le président du tribunal a été déplacé, et un autre tribunal, présidé par un officier différent, se fonde sur les minutes du premier procès, a reconnu l'accusé coupable. L'organisation humanitaire affirme avoir eu connaissance, depuis 1979, « de plus de cent trente condamnations de prisonniers politiques par des tribunaux militaires spéciaux et au moins trente-huit affaires sont actuellement en instance ». Elle note, cependant, que « les prisonniers d'opinion semblent moins nombreux comparativement aux années précédentes où ils se

comptaient parfois par milliers ». Mais elle souligne la présence, parmi les détenus actuels, « d'opposants politiques non violents et des membres de la communauté Ahmadiyya, à qui il a été interdit de revendiquer leur appartenance à la religion musulmane ». Amnesty relève, enfin, que « la flagellation est souvent imposée par les juridictions militaires ou par d'autres tribunaux » et que « des peines d'amputation ont été prononcées », mais qu'il n'y a pas eu « confirmation de leur exécution ».

Un porte-parole de l'ambassade du Pakistan à Londres a démenti, mardi, les accusations du rapport. Elles sont, a-t-il souligné, « fondées sur des rumeurs, une distorsion des faits et des déclarations sans fondement ». Le nombre des détenus politiques avancé par Amnesty serait « gonflé ». Enfin, selon ce porte-parole, les tribunaux d'exception seront abolis l'an prochain et des possibilités de « réparation légale » pourraient être offertes à beaucoup de détenus.

(Publicité)



Nous accueillons M. Gorbatchev à Genève, mais nous espérons fermement qu'en plus des conversations sur la limitation des armements, il est aussi prêt à discuter des droits de l'homme en URSS, dans les pays de l'Europe de l'Est et, en général, partout dans le monde, ainsi que du retrait des forces soviétiques de l'Afghanistan.

**Institut Européen de Sécurité**  
26, rue de Sandweiler  
L-5362 SCHRASSIG/LUXEMBOURG

le mensuel de l'ordinateur à l'école

**SAVOIRS**

riches pédagogiques - reportages - expériences  
N° 2 en kiosque - 25 F - SAVOIRS informatique  
18, rue de Chailion - 75 014 Paris - 45.45.38.73

### Philippines

#### Ajournement du verdict dans le procès Aquino

Manille (AFP). - La Cour suprême des Philippines a décidé de surseoir au verdict qui devait rendre ce mercredi 20 novembre le tribunal devant lequel comparaissent vingt-six personnes inculpées à différents titres pour le meurtre, en août 1983, du sénateur Benigno Aquino, principal opposant au régime du président Marcos. Cette décision fait suite au dépôt par une trentaine de personnalités - y compris plusieurs ex-juges de la Cour suprême - d'un recours demandant un nouveau procès « devant un tribunal impartial ». Les pétitionnaires estiment que de « graves irrégularités » ont été commises et que les procureurs et juges - en partie nommés par le président Marcos - n'ont pas respecté les principes élémentaires de la justice.

Jusqu'à mardi, il semblait que le tribunal allait « blanchir » les principaux officiers accusés dans cette affaire, tout particulièrement le général Fabian Ver, chef d'état-major, proche collaborateur du président. Cette conviction avait été renforcée en août dernier lorsque le tribunal avait refusé de prendre en considération des témoignages faits

initialement par le général n une commission d'enquête officielle et qui l'incriminaient. En outre, bien que mis en disponibilité temporaire, cet officier garde la haute main sur les services secrets philippins et continue à participer à des réunions de l'état-major. Enfin, le président Marcos a paru préjuger le verdict en affirmant régulièrement que le général Ver retrouverait ses fonctions antérieures une fois acquitté. Les Etats-Unis, qui ont contraint récemment M. Marcos à annoncer des élections présidentielles anticipées, lui avaient fait savoir clairement qu'une réhabilitation du général Ver risquerait d'être perçue comme une provocation et de déclencher « une véritable tempête » au Congrès. Une telle mesure leur paraît également de nature à contrarier les réformes qu'ils préconisent dans l'aspect de réhausser le moral, l'efficacité et le prestige des forces armées des Philippines. La famille de Benigno Aquino a toujours rendu le président et son entourage responsables de l'assassinat. Sa veuve, Corason, pourrait conduire l'opposition lors des prochaines élections.

### Sri-Lanka

La guérilla dans l'Est. - Quatre policiers ont été tués, samedi 16 novembre, et deux autres blessés par l'explosion d'une mine posée sous leur véhicule par des militants séparatistes tamouls à Batticaloa (est de l'île). L'explosion s'est produite alors que les policiers se rendaient à l'aéroport où des séparatistes avaient abattu, samedi matin, un homme, suspecté d'être l'un de leurs informateurs.

### Taiwan

Décès d'un ancien premier ministre. - Wellington Koo, diplomate de la Chine nationaliste, ancien premier ministre et signataire de la charte des Nations unies, est mort la semaine dernière, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, dans sa demeure new-yorkaise. Au cours de sa longue carrière diplomatique, Koo avait été notamment ambassadeur en France (1936 à 1941), en Grande-Bretagne (1941 à 1946) et aux Etats-Unis jusqu'en 1956. Il fut ensuite nommé à la Cour internationale de justice de La Haye et termina sa carrière comme conseiller du président Tchang Kai Chek. (AFP)

**PICARD**  
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !  
3 gammes de sédures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances  
4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. : 42-33-44-85 +

**LIQUIDATION TOTALE**  
avant travaux  
Guy Dornneuil  
NINO CERRUTI  
Barberrys  
Christian Dior  
Francesco Smalto  
YVES SAINT LAURENT  
sont aux  
**BOUTIQUES POUR LUI**  
112, rue de Richelieu Paris 2ème  
Carrefour Richelieu Drouot  
collections automne-hiver

SI VOUS MESUREZ  
1 m 80  
OU PLUS  
(jusqu'à 2 m 10)  
SI VOUS  
ÊTES MINCE  
OU FORT  
**John Rapal**  
Spécialiste prêt-à-porter  
grandes tailles.  
UNE SEULE ADRESSE :  
40, Av. de la  
RÉPUBLIQUE  
75011 PARIS  
Tél. : 43.55.55.00.  
Ouvert du lundi au  
samedi de 9 h 30 à 19 h  
Métro Pommeville  
Parking gratuit

**UNE DES 3  
VIERGES  
NE L'ETAIT  
PAS !**





مكتبة الأصل

# politique

## L'OFFENSIVE DU PCF EN DIRECTION DES INTELLECTUELS

**M. Marchais : en 1981, les travailleurs attendaient la justice, pas la charité**

M. Georges Marchais a dénoncé, le mardi 19 novembre, devant les intellectuels communistes ou proches du PCF réunis dans la salle de la Mutualité, l'abandon par les socialistes d'une politique éducative visant à « combattre les inégalités » et leur choix d'une école « faite pour former une élite ». Selon le secrétaire général du PCF, « le président de la République envisage de réaliser le rêve de la droite : démanteler l'école publique en la soumettant à la loi du marché et de la concurrence ».

M. Marchais s'en est pris, ensuite, à l'idéologie aujourd'hui dominante. « Alors que s'affirme, a-t-il dit, l'exigence de rapports plus humains et plus solidaires, on présente le cynisme comme du courage, et la vie comme une loterie où chacun doit coûte que coûte tirer son épingle du jeu pour devenir un gagnant ». Le cancer du racisme et de l'antisémitisme resurgit ? Au lieu de le combattre avec la plus extrême fermeté, on joue à l'apprenti sorcier, en faisant paraître le dangereux Le Pen à la télévision parce qu'on espère de ce repoussoir commode un petit profit électoral ».

Dénonçant l'échec social du PS, M. Marchais a lancé : « Ce qu'attendaient les travailleurs et leurs

familles en 1981, ce n'était pas la charité, c'était la justice. » Il a été très applaudi lorsqu'il a proposé de « doubler l'impôt sur les grandes fortunes et augmenter l'impôt sur les deux cent mille plus hauts revenus ».

S'agissant des élections de mars prochain, M. Marchais a déclaré : « D'où vient que la droite soit redvenue si forte ? A l'évidence, du fait qu'un fossé sépare les promesses faîtes et la réalité, du fait de la déception, de l'amertume, de l'échec qui en découlent. Le ressort qui avait permis la victoire d'une gauche dominée par le Parti socialiste en 1981 s'est brisé. Si la politique actuelle offre une voie royale à la droite, c'est précisément parce que, comme le dit si bien Jean Ferrat, le Parti socialiste a choisi d'ouvrir la porte à la droite ». Les dirigeants socialistes vous disent : « En mars 1986, vous devrez choisir : ou Chevènement ou Beullac ». La question est mal posée (...). En fait, la possibilité réelle offerte par le vote socialiste, la perspective que le congrès de Toulouse a été Chevènement ou Beullac : c'est la coopération avec une partie de la droite pour continuer et aggraver la politique actuelle ».

### LES TROIS PRÉOCCUPATIONS DE M. MITTERRAND

#### Rester, conserver, préparer

(Suite de la première page.)

Comment, dans ces conditions, ne pas chercher à affirmer sa différence dans un débat qui est déjà au cœur de la campagne : l'immigration. Le terrain s'y prête.

La classe politique l'a laissé libre, tant elle s'est montrée — à quelques exceptions près — complaisante, voire prompt à la surenchère derrière un homme, M. Le Pen, qui a fait du rejet de l'immigration son fond de commerce. C'est un sujet sur lequel M. Mitterrand lui-même n'a guère d'états d'âme : il est convaincu qu'il n'y a pas de troisième voie possible, susceptible de garder les immigrés (non clandestins), tout en les « dotant » (si l'on ose dire) d'un statut de second rang. Bref, il n'y a guère de choix qu'entre les expulser ou les garder, et, si on les garde, entre l'intégration (qu'il souhaite) et la ségrégation (qu'il dénonce).

Aider les siens : ce sera difficile. Un mois après le face-à-face entre M. Fabius et M. Chirac, l'intervention du président de la République souligne l'échec du chef du gouvernement. Il n'est jamais bon d'avoir à voter au secours de son premier ministre. En outre, le fond de l'air est toujours freux : malgré de bonnes performances individuelles, le bloc du pouvoir — président, gouvernement, parti — reste impopulaire.

#### Poser les bonnes questions

Plutôt que d'énoncer, comme son prédécesseur, « le bon choix pour la France », il lui faudra tenter de poser les bonnes questions. Car il est indispensable que le pouvoir parvienne à déplacer le débat électoral. Plutôt que de laisser l'opinion, celle qui se réclame de la gauche notamment, inventer les espoirs déçus de mai 1981, mieux vaudrait, en effet, démythifier le rêve libéral qu'on lui propose pour le printemps prochain.

A-t-on, oui ou non, modernisé l'économie et la société ? Les tensions sociales sont-elles, et seront-elles, plus ou moins grandes ? L'économie se porte-t-elle mieux ? La démocratie dans l'entreprise a-t-elle progressé ? La protection sociale a-t-elle été préservée ? Bref, il s'agit pour M. Mitterrand d'insister sur ce que la droite n'avait pas accompli et sur ce qu'elle menace de défaire. Avant de prendre l'opinion à témoin que, tout compte fait, il serait dangereux de lui rendre si vite le pouvoir.

Pourtant, il faut aussi — c'est l'exercice le plus délicat — préparer la cohabitation avec un peu de cette droite. Du point de vue présidentiel, la cohabitation revêt trois aspects : rester, conserver, préparer.

Reste : si l'opinion et les responsables de l'opposition sont majoritairement acquis au respect de la Constitution (le président est élu pour sept ans), encore faut-il savoir pour quoi faire. La bataille, feutrée mais rude, est déjà engagée. L'opposition non barriste veut bien cohabiter mais avec un président dépourvu de ses compétences, contraint d'inaugurer les chrysanthèmes. Ainsi peuvent s'expliquer, en partie, les tirs groupés de quatre officiers supérieurs (Spartacus, les généraux Méry, Arnold et Delaunay). Il s'agit de montrer qu'en fait, dans le « domaine réservé » du président, il n'y a pas de consensus. Dès lors, comment le président pourrait-il prétendre imposer son point de vue au futur premier ministre ?

Conserver : l'ambition de M. Mitterrand était, dans trois domaines au moins (nationalisation, décentralisation, droits des travailleurs), de réformer de façon irréversible. L'opposition proclame, certes, qu'elle ne touchera pas eux « acquis sociaux », mais le label idéologique de son projet tient en un mot : dénationalisation ! Celle-ci, comme l'a remarqué M. d'Aubert (lire page 26), « suppose l'unité de points de vue entre le premier ministre et le président, sinon elle sera source de conflits ». Belle bataille en perspective !

Enfin, préparer : M. Mitterrand s'est assigné pour objectif d'avoir un successeur socialiste à l'Elysée. La période de cohabitation peut être, de ce point de vue, plus favorable que l'opposition ne le croit, car le temps lui manquera pour montrer, en matière d'emploi notamment, qu'elle peut faire mieux que les socialistes. Tout le jeu du président sera donc, depuis l'Elysée, de marquer le gouvernement, qu'il a pris l'opinion à témoin si les circonstances s'y prêtent. A moins que cette période ne soit interrompue avant son terme légal. M. Mitterrand, s'il doit s'en aller, s'efforcera de mettre les légitimistes de son côté, et de faire en sorte que l'on puisse reprocher à la droite un coup de force.

Les visiteurs admis à l'Elysée sont frappés, depuis 1981, par la sérénité qu'effiche le président. S'y ajoute aujourd'hui, semble-t-il, la combativité. Rien de tel, en effet, que l'odeur de la poudre pour qu'il se sente revivre.

JEAN-MARIE COLOMBANI

GEORGES COTTIER Coll. « Réflexion »

### Questions de la Modernité

230 p. - 120 F

éd. AC 30, rue Madame - 75006 Paris Diff. Téqui

## Un réquisitoire contre l'« américanisation » de la culture et de la société françaises

Le Parti communiste lance une offensive en direction des milieux intellectuels et artistiques. L'heure est à la résistance face à la vogue libérale, aux lieux communs du modernisme et aux standards américains : tel est l'essentiel du message que le PCF adresse aux enseignants, aux chercheurs, aux artistes et aux créateurs de gauche. Et ce message est accompagné d'une mise en garde : il ne faut pas compter sur le Parti socialiste pour cette résistance, puisqu'il s'est fait — ou révélé — l'agent de la domination adverse dans des domaines tels que l'enseignement, la culture, la recherche, sans parler, hieo entendu, de l'économie ni des rapports sociaux.

Le thème de la lutte contre l'« américanisation » de la société française avait été développé par M. Pierre Juquin à la tribune du vingt-cinquième congrès du PCF, en février dernier. L'ancien porte-parole du parti y voyait, et il y voit toujours, un des axes principaux d'un rassemblement possible autour des communistes. Il s'était attiré, entre autres répliques,

l'accusation de minimiser, à cet égard, les responsabilités du PS, critique qui cherchait moins à répondre aux propos de M. Juquin qu'à disqualifier leur auteur et à éluder les questions qu'il posait.

Et dénonçant à leur tour, comme l'a fait M. Fiterman mardi, la « déstructuration » de la société française sous l'empire de conceptions

venues d'outre-Atlantique, les communistes tiennent un langage auquel de nombreux intellectuels peuvent être sensibles. L'engagement à leur côté, de l'universitaire et ancien billettiste du Monde Robert Escarpit, le retour du philosophe Henri Lefebvre, qui avait quitté le parti en 1956, l'appui du chanteur Jean Ferrat sont, pour le PCF, des signes favorables.

P.J.



**OH!**

**VIDEO KODAK, LA BONNE AFFAIRE!**

## LES PATES SONT PLUS FRAICHES A NOUVELLES FRONTIERES



**PARIS VERONE**  
à partir de **990 F** aller-retour

**nouvelles frontières**  
7, boulevard Voltaire 75011 Paris 43 38 98 98



## POLITIQUE

### AU SÉNAT

#### L'opposition innove en refusant l'examen de la seconde partie du budget

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, la majorité sénatoriale s'est forgée une âme d'opposant. Ses succès contre le référendum sur le référendum, voulu par M. Mitterrand à l'été 1984, ou dans le retrait du projet Savary sur l'enseignement privé, ou encore dans l'affaire calédonienne (où elle a retardé le calendrier de mise en place des nouvelles institutions), lui donnent à penser qu'elle peut faire reculer le gouvernement et entraver son action.

Elle a voulu en administrer une nouvelle preuve, le mardi 19 novembre, en reportant la lecture du projet de loi sur les télévisions privées et partiellement l'examen de l'amendement «tour Eiffel». La menace brandie par M. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, de retirer de l'ordre du jour tous les textes inscrits - dont le projet de loi de finances -

jusqu'à ce que les sénateurs en aient fini avec ce projet, n'a guère eu d'effet en dehors de l'assurance que la manœuvre de retardement serait circonscrite. C'est ce que le 28 novembre, après que la commission des affaires culturelles, à la demande de son rapporteur, M. Charles Pasqua, aura entendu la trentaine de personnes concernées par les conditions techniques et les conséquences culturelles de la création d'une cinquième chaîne de télévision, que le Sénat débattera du texte. Pour ce faire, le débat budgétaire, qui commence jeudi sera interrompu.

Cette dernière passe d'armes est un épisode supplémentaire de la guerre des nerfs et de la partie de bras de fer que se livrent, depuis quatre ans et demi, majorité sénatoriale et gouvernement. Pour la pro-

chaine confrontation, la majorité sénatoriale a décidé de refuser le projet de budget pour 1986. En manifestant son hostilité dès la première partie de la loi de finances (recettes), elle n'entrera pas dans l'examen de la seconde, c'est-à-dire des crédits des différents ministères.

« Sans précédent », comme l'observe M. André Marie, président du groupe socialiste du Sénat (voir ci-contre), cette décision n'a pas été arrêtée sans difficulté. D'un côté le RPR et les Républicains indépendants faisaient valoir que, depuis 1981, en altérant les votes positifs d'un budget préalablement amendé et les votes de rejet de textes qu'ils avaient aussi les membres de la majorité sénatoriale n'avaient pas donné à l'opinion une image claire de leurs positions. A l'inverse, les centristes et nombre de sénateurs de la gauche démocratique considéraient que, acte majeur du Parlement, l'examen du budget devait être mené dans ses deux parties, ne serait-ce que pour pouvoir, à l'occasion de la seconde, dresser un bilan négatif dans chaque domaine de l'action gouvernementale. Pour concilier ces deux points de vue, le principe a été retenu d'organiser une longue discussion générale en deux temps : une appréciation globale, suivie d'une critique sectorielle sur les thèmes les plus importants.

La solution est loin de satisfaire les sénateurs restant attachés à une conception plus traditionnelle du rôle que confère la Constitution à la seconde chambre du Parlement. Ils doutent, également, de la persistance de la détermination des initiateurs d'une telle formule : comment, s'interrogent-ils, interférer les électeurs pendant une vingtaine de jours (ce qui correspond au délai constitutionnel dont dispose le Sénat pour examiner le budget) avec des généralités ? Comment espère-t-on leur faire admettre que le Sénat se contente de repousser sans même avoir amendé ?

Les « décideurs » de la majorité sénatoriale comptent bien passer outre ces réticences sans trop de bavardages. La tentative de politisation menée au palais du Luxembourg a fini par instiller un esprit contestataire, quitte à ce que soient, parfois, outrepassées les prérogatives reconnues au Sénat par les institutions, prérogatives auxquelles la majorité d'aujourd'hui a dû faire face et que celle de demain, quelle qu'elle soit, devra ne pas ignorer.

ANNE CHAUSSEBOURG.

« Le Sénat et la dotation globale de fonctionnement. - Le Sénat a adopté définitivement, mardi 19 novembre, les conclusions de la commission mixte paritaire, qui était parvenue à un accord sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la DGF, par 157 voix contre 78 (PC, 49 RI et 5 UN cent. votant contre, et le RPR s'abstenait). Lors de l'examen du texte à l'Assemblée nationale, le 13 novembre, M. Jean-Pierre Soisson s'était opposé à l'accord réalisé en CMP en faveur duquel était prononcé M. René Monory, rapporteur de la commission des finances du Sénat, également UDF. Les motifs de cette opposition tiennent notamment à la réduction à cinq ans du délai d'entrée en vigueur de la réforme et aux inconvénients qui en résulteraient pour les petites communes.

### EN NOUVELLE-CALÉDONIE

#### La discorde persiste parmi les indépendantistes

De notre correspondant

Nouméa. - Derrière l'unité de façade, la discorde persiste au FLNKS. Au-delà des propos unanimes des responsables indépendantistes après le quatrième congrès du mouvement qui s'est terminé le lundi 18 novembre, plusieurs éléments traduisent l'ampleur des divergences politiques qui agitent la coalition.

Fait inhabituel, la presse avait été exclue de ce congrès et c'est dans le

#### LA SITUATION EN GUADELOUPE

Plus de deux mille personnes ont défilé mardi à l'appel du syndicat étudiant (UNEEG) proche des milieux indépendantistes pour manifester leur mécontentement à la suite de la mort d'un Guadeloupéen de vingt et un ans, tué d'un coup de feu tiré par un gendarme (le Monde du 20 octobre). Aucun incident n'a marqué cette manifestation, qui s'est terminée devant la sous-préfecture, où des slogans hostiles à la présence des forces de l'ordre sur l'île ont été scandés. Les obsèques du gendarme Guy Haussey, tué mercredi dernier par un détenu évadé dans le bidonville de Boissard, ont eu lieu mardi à Pointe-à-Pitre en présence du préfet de la Guadeloupe, M. Maurice Sabarin, et de M. Jean Givary, chef de cabinet du président de la République, qui se trouve sur place pour préparer le voyage que M. Mitterrand effectuera dans ce département d'outre-mer début décembre. - (Corresp. part.)

huis clos de la tribune d'Oundjo, sur la côte ouest de la Grande Terre, que 1 500 à 2 000 militants s'étaient rassemblés pour faire le bilan de l'année écoulée et définir les contours de la construction régionale.

Une semaine avant ce congrès, la principale composante du mouvement, l'Union calédonienne, avait au cours de son propre congrès, promis qu'elle opérerait une reprise en main du FLNKS en rapport avec son rôle déterminant dans la revendication indépendantiste (le Monde du 13 novembre). Aujourd'hui, force est de constater que cette reconquête du pouvoir politique ne s'est pas produite. « Nous avons dû lâcher du lest sur pas mal de choses », admet en privé un dirigeant de l'UC. Concession d'importance sur ses intentions, l'Union calédonienne a renoncé à imposer la proportionnelle entre le nombre de militants de chacune des six composantes (1) et leur représentation au sein du bureau politique, l'instance dirigeante du mouvement.

On en reste donc à une représentation paritaire de chaque formation, l'UC, avec ses 11 500 militants, n'ayant pas plus de pouvoir que le Parti socialiste de Kanaky (PSK), qui n'en compte que quelques dizaines. On est bien loin des rêves arithmétiques de M. Jean-Marie Tjibou, qui souhaitait connaître l'importance exacte de chacun des groupes de pression qui composent le FLNKS. « Le nombre de nos militants ne regarde personne, surtout pas les journalistes », tonne

M. Norbert Caffa, chef de file du confidentiel PSK ; les dirigeants des autres formations minoritaires approuvent...

De ce quatrième congrès du FLNKS, il est sorti des motions dont on laisse entendre du côté de l'Union calédonienne que certaines sont inapplicables. Parmi elles, l'idée d'organiser un référendum régional du peuple kanak ou bien de financer le FLNKS au moyen d'un prélèvement de 20 % du salaire de chaque militant. « Tout cela est aberrant », commente un cadre de l'UC, qui admet volontiers que son parti n'ait choisi de laisser aux formations mineures l'illusion de leur importance. « Il était un peu tôt pour une reprise en main, ce sera pour plus tard », promet-on.

Plus tard, ce sera la convention du FLNKS prévue pour le début de l'année prochaine. Entre autres objectifs, l'Union calédonienne tentera d'obtenir la participation du FLNKS aux élections législatives de mars 1986, que les autres partis souhaiteraient boycotter. L'UC tentera aussi de s'imposer seule une bonne fois.

FREDERIC FILLOUX.

(1) Les composantes du FLNKS sont par ordre d'importance : l'Union calédonienne, le PALIKA (Parti de libération kanak), l'UPM (Union progressiste mélanésienne), le FULK (Front uni de libération kanak), l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanaks exploités), le PSK (Parti socialiste de Kanaky).

### POINT DE VUE

#### Sans précédent

par ANDRÉ MERIC (\*)

DEPUIS trente-huit ans que le siège au Sénat, jamais je n'ai assisté à une telle manifestation de mille rumeurs contradictoires ; les témoins de la droite courent de comités de soutien en réunions de conciliation. Le prétexte à toute cette agitation : une partie de la droite, emmenée par Charles Pasqua, prétend opposer la question préalable dès le stade de la discussion générale sur la première partie de la loi de finances, celle qui ne concerne que les recettes publiques.

D'autres penchent plutôt pour le vote négatif. Mais dans tous les cas de figure, la conséquence est la même : le Sénat s'interdit d'examiner les dépenses publiques de la deuxième partie de la loi de finances, en vertu de l'article 40 de l'ordonnance du 2 janvier 1959.

Pour tourner cette difficulté, la droite a décidé d'utiliser les vingt jours que la Constitution reconnaît au Sénat pour examiner le budget à discuter de la politique menée par le gouvernement, ministère par ministère.

C'est là une décision aberrante. Jamais pareille attitude n'a été observée sous la V<sup>e</sup> République. L'examen du budget, même s'il aboutit à un refus, n'est pas l'aboutissement de l'esprit - comme ce fut régulièrement le cas au Sénat depuis 1981 - constitue, faut-il le rappeler ? l'acte essentiel de la vie parlementaire. On connaît l'adage : « Les Assemblées sont filles de l'impôt. » Utiliser les vingt jours prévus pour sa discussion à amuser la galerie est un détournement de l'esprit de notre Constitution, même si, formellement, la procédure est respectée.

L'opposition aurait tort de confondre le Sénat avec l'Assemblée nationale. Le Sénat doit se prononcer sur le budget de l'Etat. Il n'est pas une assemblée de beaux esprits, mais d'élus responsables. Ce dont notre pays a besoin, c'est d'une gestion dynamique des deniers publics et non de palabres.

En le privant d'une de ses prérogatives essentielles, l'opposition fait tomber notre Haute Assemblée au-dessous de ce qu'était le Conseil de la République sous la IV<sup>e</sup>.

(\*) Président du groupe socialiste du Sénat.

**PAUL GRAZIANI**

**« LE NOUVEAU POUVOIR »**

Essai sur la décentralisation

Albin Michel

« Paul Graziani fournit matière à réflexion et à action, bien dans le droit fil de la pensée du Général de Gaulle ».

Jacques Chaban-Delmas

« Sur ce problème si important de la décentralisation, Paul Graziani apporte non seulement le fruit d'une expérience irremplaçable mais une réflexion dont il me semble qu'on ne pourra plus se passer lorsqu'on l'abordera ».

Jean d'Ormesson de l'Académie Française

**M. GORBATCHEV, LIBÉREZ BARINOV AUJOURD'HUI**

Aux lecteurs

Les Jeunes Démocrates chrétiens européens (JDCE) sont déterminés à obtenir la libération de Valeri Barinov. Si vous voulez manifester votre solidarité, écrivez à JDCE, 2, place Albertina, B-1000 Bruxelles, ou encore versez votre participation à cette campagne au compte 434-9115341-61 de JDCE, Kredietbank, Bruxelles.

Au nom de la liberté, de sa liberté, d'avance merci.

LES JEUNES DÉMOCRATES CHRÉTIENS EUROPÉENS.

#### M. Labbé dit tout haut ce que le RPR pense tout bas de M. Barre

Depuis longtemps déjà les parlementaires RPR et les cadres du mouvement ne cachent pas en privé à la fois l'agacement que leur provoquent certaines déclarations de M. Raymond Barre et l'inquiétude qu'ils ressentent devant la persistance et parfois la poussée du « barisme ». Ces sentiments, ils les cachent toujours en public et ils retiennent leurs velléités de riposte, selon la consigne donnée par M. Jacques Chirac. Les dernières déclarations de M. Barre et notamment celles faites à Nice, le week-end dernier devant l'association Femmes-libertés en présence de M. Toubon, ont toutefois choqué plus d'un RPR qui ont entendu le député de Lyon accuser leur parti de discrimination raciale à propos des prestations sociales dont ne bénéficieraient pas les immigrés selon le programme de ce mouvement. En tout cas, M. Claude Labbé, président du groupe parlementaire, n'a pas hésité à braver la consigne de « dos rond et bouche cousue » pour lui répondre, mardi après la réunion du groupe RPR à l'Assemblée nationale. Deux sujets ont particulièrement agacé M. Claude Labbé : l'immigration et la cohabitation. Le président du groupe RPR mais aussi plusieurs députés de ses amis jugent que l'ancien premier ministre abuse de la ténacité en affirmant à chaque occasion que, lui, ne parle pas du problème de l'immigration et que celui-ci ne doit pas être un argument électoral. M. Labbé lui a répliqué : « Prétendre que ce problème ne sera pas au cœur de la campagne électorale est irréaliste et même surréaliste ». Il a ajouté : « Personne ne

peut sérieusement affirmer que les gaullistes le traitent en termes de racisme. Nos positions à ce sujet sont connues et anciennes. Autant que d'autres mais en tout cas pas moins, nous condamnons tout racisme ».

M. Labbé n'accepte pas plus de recevoir de leçons de M. Barre en ce qui concerne le problème de la cohabitation. Il peut en effet rappeler que dès 1982 il a demandé - contre tout réalisme - que M. Mitterrand se démette de ses fonctions. Aujourd'hui, il affirme : « Nous sommes aussi désireux que M. Barre de voir M. Mitterrand partir. » Mais il pose des questions auxquelles jusqu'à maintenant le député du Rhône n'a pas apporté de réponse convaincante. « J'attends qu'on me dise, demande M. Labbé,

par quelle recette miracle on peut expulser un président de la République. » Il poursuit : « J'attends que M. Barre m'explique comment on peut laisser le pouvoir en vacances après une victoire électorale. J'attends qu'il me dise comment on demande aux électeurs de nous donner les moyens du pouvoir et comment ensuite on leur explique que leur vote ne signifie rien ».

Ouf ! M. Labbé a enfin dit ce qu'il avait sur le cœur, lui et quelques autres. Et in fine, comme pour s'excuser de tant de brutale franchise, le président du groupe RPR précise que s'il s'intéresse tant à M. Barre c'est, « que je sache, parce qu'il est dans l'opposition et qu'il n'est pas un marginal ». Un constat et peut-être aussi un regret !

A. P.

### LE VOYAGE DE M. BARRE A LA RÉUNION

#### L'union dans la diversité

De notre envoyée spéciale

Saint-Denis-de-la-Réunion. - Dès son arrivée dans son île « natale », qu'il va parcourir pendant quatre jours M. Raymond Barre, accompagné de son épouse Eve, a, le mardi 19 novembre, dessiné le cadre de ce voyage. Ce déplacement, M. Barre l'effectue « à titre privé », sept ans après être venu sur l'île comme premier ministre. Il veut retrouver des « souvenirs », des « amis », ceux qui l'entourent et le tutoient, en se rappelant une anecdote et parfois l'élève fort stu-

dieux « qu'ils sont cotoyés au lycée Leconte de Lisle. Il veut se sentir à nouveau « fils de cette île » à laquelle il demeure « fidèle ».

Bien sûr, a reconnu l'ancien premier ministre, « des événements ont fait que je ne peux plus être seulement un homme privé ; il me faut être prudent car je ne veux pas ajouter à la confusion qui règne dans certains milieux. Mais, à la Réunion, je ne peux pas me taire ». Il ne lui est « pas possible » de ne pas dire qu'il faut « envisager l'avenir de la France » avec « ses morceaux de la France » que sont la Réunion et la Nouvelle-Calédonie, dont la présence dans l'océan Indien et dans l'océan Pacifique est « une chance pour la France et pour l'Europe ».

L'ancien premier ministre ne pouvait pas non plus répéter qu'il « refuse le débat électoral », qu'il se place au-dessus des partis. Mais, face aux petites querelles qui agitent l'opposition réunionnaise - il a insisté sur l'intérêt qu'il porte à « la jeune génération qui va assurer sur l'île la relève » et a plaidé pour l'union.

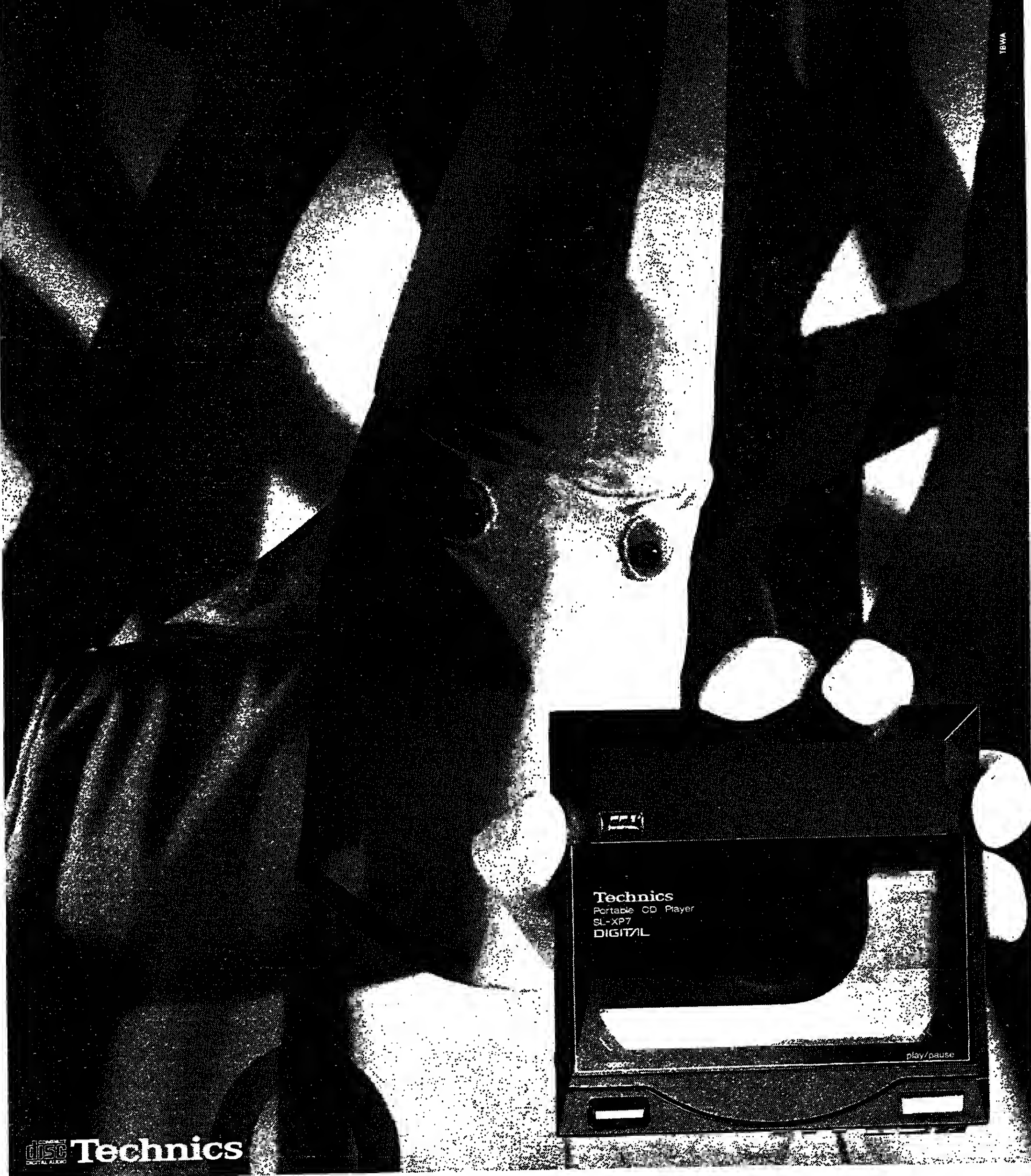
Discours contradictoire avec celui qu'il tient en métropole, et notamment dans le Rhône ? Que non ! A grand département, liste distincte, pour « ratifier large » ; à petit département, liste d'union. La « sagesse », et l'« efficacité », en somme.

Mercréd, ses premiers jalons posés, le périple de M. Barre devrait vraiment commencer, de commune en commune, à la rencontre de la population et des élus locaux, avec, point fort de ce voyage « privé », une grande réunion dans le Sud, mercredi, à Saint-Pierre et une autre, vendredi, dans le Nord, à Saint-Denis.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.



# DEFENSEURS DE LA MUSIQUE PURE, REJOIGNEZ LE CLAN DU LASER.



Frères, chassons les systèmes inférieurs, bastions intolérables de l'imperfection. Combattons pour une musique plus pure. Voici la platine laser SL-XP 7, le lecteur



portatif de race supérieure. Sa marche inexorable n'empêchera pas la vôtre. En effet, un plan horriblement ingénieux permet au mécanisme de déplacement du capteur d'utiliser une suspension flottante. Résultat, les chocs passent et la musique reste.

C'est pas tout, Frères. Vous pouvez opérer une sélection impitoyable, seuls les meilleurs morceaux seront écoutés et lus dans l'ordre que vous aurez

instauré. L'affichage à cristaux liquides ne pourra rien vous dissimuler. Une touche répétition vous permettra de renouveler la violence de votre plaisir autant de fois que vous voulez.

Si en remontant jusqu'à la 3<sup>e</sup> génération vous trouvez des musiciens dans votre famille, venez découvrir le lecteur compact disc portatif SL-XP 7. Dans le cas contraire, venez aussi, cela n'a aucune importance.

## TECHNICS. LE MECHANT MATERIEL.



مكتبة من الأصل

## COMMUNICATION

### La cinquième chaîne de télévision est attribuée à MM. Seydoux et Berlusconi

- Le contrat prévoit un aménagement de la réglementation pour les programmes et la publicité
- Un canal du satellite TDF1 est confié à M. Robert Maxwell

C'est signé. Par un communiqué diffusé en fin de matinée, ce mercredi 20 novembre, le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication annonce qu'il a confié la première chaîne de télévision privée non cryptée au candidat franco-italien. La concession de service public a été précédemment attribuée à une société dont la majorité est contrôlée par des intérêts français - représentés par le groupe Chargeurs SA, M. Jérôme Seydoux et M. Christophe Riboud, directeur général de l'IFOP, et est associée au groupe italien FININVEST de M. Silvio Berlusconi. Le capital reste cependant ouvert, « notamment à la presse française et à d'autres intérêts européens ». Le président de cette société sera M. Seydoux et son directeur général sera français.

Le contrat conclu avec le gouvernement français précise que les émissions de la nouvelle chaîne devront commencer au plus tard le 20 février 1986. Elles seront diffusées par Télédiffusion de France,

qui s'engage à couvrir la plus grande partie du territoire français dans un délai d'un an. Les règles concernant les programmes s'efforcent de préserver les intérêts de la production audiovisuelle et cinématographique française. Toutefois, le gouvernement semble avoir fait des concessions importantes pour favoriser le démarrage de la chaîne.

Ainsi le quota de cinq cents heures d'émissions originales, à produire en majorité en France, n'est obligatoire qu'au bout de la quatrième année. De même, les délais de diffusion des films, leur grille de programmation et les quotas de longs métrages français, qui doivent respecter à terme les règles en vigueur sur les chaînes publiques, s'efforcent d'être adaptés à la situation particulière de la chaîne.

En matière de publicité, même souplesse. La nouvelle chaîne obtient le droit de couper les programmes par des spots. La publicité pour les édi-

tions de presse et la grande distribution sera autorisée à partir de 1988. Les autres secteurs, actuellement interdits à la publicité télévisée, demeureront fermés.

La nouvelle chaîne sera diffusée simultanément sur le satellite TDF 1 dès son lancement. Le secrétariat d'Etat précise qu'un second canal du satellite sera réservé à la chaîne culturelle préparée par M. Pierre Desgraupes et dont la réalisation vient d'être confiée à une société publique filiale de FR 3, Radio-France et l'Institut national de la communication audiovisuelle (le Monde daté 17-18 novembre). Un troisième canal vient d'être confié au groupe britannique de M. Robert Maxwell (qui contrôle le Daily Mirror, de tendance travailliste) pour une chaîne en langue anglaise. Les quatrième et cinquième canaux (le cinquième canal est possible après lancement du satellite TDF 2) ne sont pas encore attribués.

Le gouvernement a donc choisi d'ignorer l'ensemble des protestations et des demandes pressantes qui, depuis trois jours, l'incitent à surseoir à sa décision. Il a accordé sa confiance à la candidature de MM. Seydoux et Berlusconi, malgré les inquiétudes que la personnalité du magnat italien de la télévision privée soulevait dans les milieux de la création française. Le gouvernement dans le même temps rejette, en fait l'autre grand projet de télévision généraliste, présenté par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Celle-ci avait l'intention de s'associer avec Europe 1, Télé-Montecarlo et la presse écrite. Cette mise à l'écart de la CLT pourrait s'accentuer si le gouvernement luxembourgeois durcit son attitude vis-à-vis de la France après cet échec et si le groupe Schlumberger se retire du capital de la CLT, comme le laisse supposer certaines déclarations de son nouveau président, M. Michel Vailland, à la presse américaine.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

### Seul contre tous

Seul contre tous, le président de la République maintient le cap. Il veut sa cinquième chaîne de télévision avant les élections, il l'aure. Ni la parole donnée aux Luxembourgeois, ni les suppliques de ses amis socialistes, ni le fureur de l'opposition, ni les exhortations des professionnels de l'audiovisuel et du cinéma, ni la levée de boucliers de la presse écrite, n'arriveront à le faire changer d'avis. Cette affaire de télévisions privées, c'est son affaire. Une affaire politique.

L'opposition ayant clamé son intention de privatiser à tout va en cas de victoire en mars 1986, il faut faire vite. S'assurer qu'on pourra compter, au moins pour un canal, sur ses amis. L'un d'entre eux, Jean Riboud (Schlumberger), avant sa mort, avait préparé cette contre-offensive. Bien qu'actuellement de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), il ne croyait plus aux chances de la France de reconquérir l'influence perdue au sein du groupe. Les événements lui donneront raison : à l'autonomie, la banque Bruxelles-Lambert, fait alliance avec le magnat anglo-saxon Rupert Murdoch. Une autre solution s'est profilée, préparée par la mission de M. Jacques Pomont : un pacte avec M. Silvio Berlusconi, l'empereur des chaînes privées italiennes, l'ami du premier ministre (socialiste) de la péninsule.

M. Mitterrand respectera le testament de son ami Riboud. Un pacte ? Mais M. Berlusconi n'est-il pas le « diable » ? N'est-il pas la part (importante) de responsabilité dans les difficultés de la télévision publique, la RAI, et dans la faillite du cinéma italien ? N'est-il pas en fait un homme de droite (le Monde des 19 et 20 novembre) ? Qu'importe ! Qu'importe aussi qu'une telle décision constitue un changement d'orientation radical dans la politique menée avec succès depuis 1981. La raison du plus fort l'emporte : la cinquième chaîne - réseau multivilles - et généraliste a occupé ensuite un canal du satellite TDF-1 - sera franco-italienne.

### Brouille probable avec le Luxembourg

Il y a gros à parier qu'il n'y aura pas, dans les trois ans à venir, de système chaîne privée, musicale ou autre. Le marché publicitaire n'est pas assez développé, et, comme vient de le rappeler le Conseil national de la communication audiovisuelle, il n'y a pas techniquement de place pour une multiville, si l'on ne veut pas compromettre l'implantation de stations locales avant le lancement des villes. D'autant plus que le lancement sur le satellite d'une

chaîne culturelle et éducative publique (à partir du projet Canal-1 de Pierre Desgraupes) peut conduire à la privatisation, quelle que soit la majorité au pouvoir, d'une des chaînes actuelles. D'où l'importance du choix, et la hâte de l'Europe.

Cette volonté présidentielle - M. Georges Fillard, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, n'est que l'écoulement fidèle de l'Elysée - va sans doute poser au gouvernement plus de problèmes qu'il ne pourra éventuellement en résoudre après les élections.

Un tel accord risque, en effet, de nous brouiller avec les Luxembourgeois et la CLT. Le président du gouvernement du Luxembourg, M. Jacques Santer, a clairement laissé entendre qu'il pourrait remettre en cause la coopération culturelle franco-luxembourgeoise (le Monde du 12 novembre 1985). Dès lors, à l'axe Paris-Milan sera opposé très vraisemblablement l'axe Bruxelles-Londres-Los Angeles. Et le Grand Duché n'aura plus de raison de traiter le lancement de son propre satellite GDL, capable de concurrencer en 1987 notre TDF 1. En fait, la guerre l

L'accord Seydoux-Berlusconi repose essentiellement sur le « savoir-faire » de ce dernier. Comme d'autres opérateurs en Europe, « Sus Emmenten » n'a qu'une idée en tête : rentabiliser ses productions et ses achats de programmes étrangers, surtout américains. Lui, au moins, ne s'en cache pas. Les chances de développer, avec cette cinquième chaîne, notre propre industrie de programmes sont minces, ce qu'il comprend la plupart des professionnels français. Comment le gouvernement va-t-il faire taire leurs protestations ?

### Et la cohabitation ?

Sur le plan politique, la décision de M. Mitterrand, à quatre mois d'élections législatives, est à double tranchant. L'apparition d'une nouvelle chaîne sera sans doute accueillie avec satisfaction par les Français. Mais, en même temps, ce « forcé » politique pour imposer « sa » chaîne risque de favoriser ou de renforcer l'hostilité des médias - presse et radio - à l'égard du pouvoir, à moins que ceux-ci n'acceptent d'entrer dans le capital de la nouvelle société.

Et surtout cette affaire augure mal des possibilités d'une cohabitation entre le président de la République et l'opposition. L'épisode de l'amendement-surprise « Tour Eiffel » a déjà été dénoncé par les témoins de la droite. Ils ont aussi fait valoir que la méthode employée pour le choix de la cinquième chaîne - négociations secrètes, pas de concertation avec la profession, pas d'appel d'offres « ouvert » - ne leur paraissait pas convenable. Dans un domaine aussi mouvant, où l'opposition d'aujourd'hui peut casser demain une pierre de l'édifice, était-il sage de pousser le bouchon avec autant d'ardeur ? Qui est sûr aujourd'hui qu'une majorité différente n'aura pas les moyens de compromettre le montage actuel ?

Mais les dégoûts semblent surtout importants du côté des socialistes. Les grands témoins du parti ont, en privé, fait connaître leurs inquiétudes, leur étonnement ou leur totale désapprobation. De M. Mauroy à M. Rocard, en passant par M. Jospin et le ministre de la Culture Jack Lang, on fait plus que grincer des dents. Que dira des militants ou des membres des équipes ministérielles, dont certains se sentent désemparés ? Il reste qu'en cette période pré-électorale le groupe sera sans doute étouffé au nom des intérêts supérieurs d'un parti qui ne peut plus se permettre le moindre frottement avec le gouvernement. M. Mitterrand le sait.

YVES AGNÈS.

### Deux héritiers

#### M. JÉRÔME SEYDOUX

Cultivant la discrétion comme l'arme la plus efficace pour réussir dans les affaires, M. Jérôme Seydoux ne dédaigne pas, à l'occasion, les grands coups de pub. Tout gotha du monde maritime s'en était aperçu le 26 septembre au Havre lorsque avait été mis en service, dans une ambiance surchauffée par les fanfares, les sunlights, les calicots et le champagne, le CR-Paris, dernier-né des cargos de la Compagnie maritime des Chargeurs réunis.

Jérôme Seydoux, pourtant, n'est pas un armateur, au sens grec ou norvégien, qui fait des « coups », mais plutôt un financier avisé. Si en janvier 1980, à la surprise générale, il prend à quarante-six ans le contrôle du groupe (privé) des Chargeurs réunis, que Francis Fabre dirigeait depuis 1946, ce n'est pas parce que tout d'un coup après avoir gravi les échelons chez Schlumberger et s'être formé aux méthodes de travail à l'américaine, il prend goût pour le transport des conteneurs, du charbon ou du pétrole. C'est parce que les Chargeurs sont le modèle d'une entreprise en pleine santé et que Francis Fabre veut confier le flambeau à un manager expérimenté.

Commence alors sous ce patron de gauche (personne n'oublie que, depuis que en 1974, il avait annoncé

son intention de voter pour François Mitterrand à l'élection présidentielle, il demeure un conseiller écossé du chef de l'Etat) une aventure à la tête d'un groupe qui a réalisé 11,8 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1984 et un bénéfice net de 321 millions (en augmentation de 56 % par rapport à l'année précédente) et qui pousse ses ramifications des avions aux bateaux en passant par les éponges (Sponges). Les films plastiques et les croisières Paquet.

Mais alors que le secteur des transports aériens (avec la compagnie UTA) et les produits de consommation et industriels dégagent des profits records, en revanche, les transports maritimes et les croisières plongent dans le rouge. Jérôme Seydoux se sépare alors des trois navires transporteurs de charbon ou de céréales qui battent le pavillon de l'Union navale. Les Chargeurs se maintiennent sur les routes de l'Extrême-Orient et le l'Afrique du Sud (ce qui explique l'attention portée par Action directe contre le siège de la société boulevard Males-herbes le 19 octobre), mais, sous la pression des armateurs « français-thiers », les tarifs ne peuvent pas toujours une rentabilité normale.

Homme de presse aussi, puisqu'il est actionnaire des journaux Libération et Le Matin, Jérôme Seydoux,

qui tire une grande partie de sa formation personnelle de la participation de sa famille dans la société Schlumberger, élargit maintenant l'éventail de ses activités dans l'audiovisuel. Des transports à la communication, certains diront qu'il y a une logique de continuité et pas seulement l'attrait des profits.

F. Gr.

#### M. CHRISTOPHE RIBOUD

M. Christophe Riboud, qui prend 20 % du capital de la société, est le fils unique de M. Jean Riboud, ancien PDG de Schlumberger et proche de M. Mitterrand, récemment décédé. Agé de trente-cinq ans, M. Christophe Riboud a fait son droit à Paris et des études au MIT (Massachusetts Institute of Technology) avant de travailler au laboratoire d'économie politique de l'Ecole nationale supérieure, d'enseigner à l'ESSEC puis de devenir en 1981 administrateur directeur général de l'IFOP, l'Institut français d'opinion spécialisé dans les sondages et les études de marché dont son père était alors administrateur. Si conflictuelles qu'aient pu être à certains moments les relations entre Jean Riboud et Jérôme Seydoux - ce dernier nommé directeur général de Schlumberger en 1975 fut remercié par Riboud quelques mois plus tard - les deux familles n'en sont pas moins restées très liées.

(Publicité)

### Préserver le passé, en vue du futur

D'aucuns seront surpris d'apprendre qu'il existe des antiquités au Qatar. Plusieurs ont déjà été trouvées et, suivant les experts, il y a encore beaucoup à découvrir.

Le site archéologique le plus connu du pays est celui de Zuhrah sur la côte nord-ouest du Qatar. Une ville de 400 habitations, fondée au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, se développe au cours du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à devenir le plus important centre commercial de la région. Elle fut ensuite abandonnée et tombe en ruines.

De nombreux vestiges ont été découverts sur le site, dont des pièces de monnaie (certaines d'origine turque et indienne), des pots et des tuyaux en argile et des anneaux en verre.

Il y a d'autres sites à étudier, comme le village de Murwab au IX<sup>e</sup> siècle et des ruines datant de l'époque pré-islamique.

Des traces de vie humaine constituées d'outils de la période pré-islamique (X<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> millénaire av. J.-C.) ont aussi été trouvées, notamment dans la région d'Umm al-Bayyir. Si des découvertes plus intéressantes, une maison de deux pièces construite en pierre datant du VI<sup>e</sup> millénaire av. J.-C., devant faire partie d'un ancien village, a été trouvée au sud-est du pays. Elle indique que cette région était autrefois habitée.

Des découvertes plus récentes à Murwab - présumées appartenir à la période islamique abbaside - comprennent les ruines d'environ 250 habitations construites autour d'un ouvrage supposé être un fort. Des ustensiles trouvés à fleur de terre sur le site, fragments de poteries et de lampes à huile en argile, ornements en verre et mortiers à moudre les grains indiquent qu'une vie organisée s'y est maintenue durant longtemps.

Des gravures sur pierre ont enfin été trouvées à Jebel Jussaiyah, au nord d'Al Khor, présumées remonter à 1400 ans av. J.-C. Selon l'expert danois Holger Kapel, rien de comparable n'existe dans le monde arabe. Les quelques 900 gravures sur pierre, ont dû être apportées au Qatar par des esclaves peut-être venus d'Afrique où de semblables gravures, montrant des poissons ou des bateaux, ont été découvertes.

### Découvertes préhistoriques

Des vestiges plus anciens - sans rapport avec l'homme qui n'avait pas encore fait son apparition à cette époque de la préhistoire - ont été découverts au Qatar au cours de l'hiver 1983-1984.

Il est surprenant d'apprendre qu'il y a 16 ou 14 millions d'années, la terre était habitée de créatures que l'on reconnaît aujourd'hui : singes, éléphants, rhinocéros, girafes et certaines espèces d'antilopes. Les roches miocènes, cependant, sont surtout marines. Aussi la plupart des vers marins trouvés, datant de cette période, rappellent les dauphins, les baleines, les raies et autres poissons. Les invertébrés sont les huîtres, les crabes, les oursins et grandes crevettes.

### Faune inchangée

Apparemment, même sur une période de 16 millions d'années, les choses ont changé en ce qui concerne la faune aquatique. L'oscelé pétrifié de l'oreille d'un dauphin, vieux de 16 millions d'années, trouvé près d'Al Khor, est presque le même que celui d'un dauphin nageant aujourd'hui dans les eaux du golfe.

Certains fossiles, malheureusement, ne sont pas bien préservés. La structure stratifiée a été, en plusieurs cas, érodée par des phénomènes géologiques subséquents alors qu'il faisait plus humide qu'à présent, ce qui explique que les fossiles d'invertébrés qu'on peut retrouver dans le désert, sont habituellement des parties détachées de la structure originale.

Ceci ne s'applique cependant pas aux oursins : des coques et des piquants d'oursins du miocène ont été trouvés.

### Etude exhaustive

L'importance de ressusciter le passé du pays pour mieux comprendre son histoire et la nécessité de préserver son vieux patrimoine et ses monuments sont de plus en plus appréciées. Une archéologie française, Claire Hardy-Guilbert, qui a déjà beaucoup travaillé au Qatar, a été chargée par le département du tourisme et des antiquités, d'entreprendre une étude exhaustive des monuments historiques du pays, en vue de veiller à leur protection. Cette étude intéresse les constructions d'architecture traditionnelle, les forts islamiques, vieilles demeures, mosquées et tous portails sculptés.

Il existe également un projet des travaux de restauration de certains monuments dégrés à Zuhrah. Le nouveau musée d'Al Khor abritant les richesses archéologiques trouvées sur ce site sera bientôt inauguré.

Le passé du Qatar se met au présent, pour le plaisir et l'intérêt des générations futures.

### Les réactions

#### M. CAILLAVET : AVEC LA PRESSE ECRITE

M. Henri Caillavet, président de la Commission pour le pluralisme et la transparence de la presse, a pris position dans le débat sur les télévisions privées : « Je constate que le projet de télévision privée qui se dessine soulève deux problèmes majeurs : celui du niveau de participation des intérêts étrangers dans le capital de la société à venir ; il serait sage - comme l'a précisé la loi du 23 octobre 1984 sur la presse écrite - de prévoir un seuil maximum de participation de 20 %, au-delà duquel une personne de nationalité étrangère ne pourrait participer au capital de la société. » « D'autre part, je crois qu'une publicité forcée sur les écrans d'une télévision commerciale précipiterait un désordre dommageable pour tous les citoyens. En conclusion, la mise en place d'une telle chaîne nationale ne peut harmonieusement se développer qu'avec l'ensemble des composantes de la presse écrite : en effet, plus qu'un projet multivilles, il faudrait d'urgence élaborer un projet multimédia. »

#### M. CHIRAC : JE LUTTERAI POUR QUE LE GOUVERNEMENT N'HYPOTHEQUE PAS L'AVENIR DE L'AUDIOVISUEL

Entendu le 19 novembre par la commission des affaires culturelles du Sénat, M. Jacques Chirac a fait part de son « indignation » devant l'amendement « tour Eiffel ». Le maire de Paris considère que cette disposition constitue une atteinte à la liberté des collectivités locales et au droit de propriété. Rappelant qu'il voulait réserver la meilleure fréquence disponible sur Paris à une station locale, M. Chirac a déploré qu'elle soit attribuée à un groupe étranger, « qui va ainsi bénéficier d'une priorité scandaleuse sur les ressources publicitaires ».

Estimant que le gouvernement allait aggraver la crise de l'audiovisuel et du cinéma, le maire de Paris a conclu : « Je ne me bats pas pour conserver la tour Eiffel, qui est dans le patrimoine national autant que paristien. (...) Je ne me bats pas pour empêcher les Français de disposer de nouvelles images télévisuelles. Mais je lutte et je lutterai pour que le gouvernement, à quelques mois de l'échéance électorale, ne puisse dans la clandestinité, hypothéquer l'avenir audiovisuel français en faveur de ses partisans et au mépris des intérêts profonds de la création et du génie français. »

M. Georges Marchais a adressé au président de la République une lettre qualifiant d'intolérable le projet de MM. Seydoux et Berlusconi. Le secrétaire général du Parti communiste français demande à M. François Mitterrand de « renoncer à ce projet » et de « reconsidérer l'ensemble du dossier ». Pour M. Marchais, « la création d'une première chaîne privée constituerait une justification de la privatisation des chaînes existantes et une incitation à s'engager dans cette voie ».

An cours d'une conférence de presse, M. Charles Fiterman a rappelé que le Parti communiste était hostile à toute création de chaîne privée, mais favorable au développement de stations locales publiques, parapubliques et privées. Le secrétaire du comité central a estimé que la mise en place de la chaîne franco-italienne lésait le télé-spectateur, la création française ainsi que l'industrie et l'économie nationales.

M. André Lajoie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, considère que « la droite et le Parti socialiste ont ouvert la voie à une bataille de rapaces pour savoir qui aura le morceau, au profit du capital et des intérêts politiques ».

« L'inquiétude des auteurs. - La Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), qui réunit vingt-cinq mille créateurs, s'inquiète, dans un communiqué, de « la précipitation du gouvernement à conduire l'affaire de la cinquième chaîne commerciale en dehors de toute concertation » et souligne « l'incertitude qui entoure le contenu du cahier des charges ». La SACD demande aux pouvoirs publics de « respecter la politique d'indépendance nationale qu'ils ont toujours revendiquée et d'associer les auteurs à la mise au point des cahiers des charges ». La SACD tiendra le 22 novembre une assemblée générale extraordinaire pour débattre de cette question.





# LE QATAR ÉMIRAT FRANCOPHILE

## Les sages Crésus du Golfe

L'émir du Qatar, cheikh Khalifa, était attendu ce mercredi 20 novembre à Paris pour une visite d'Etat de trois jours.

**A** PEINE plus grand que la Corse et à 90 % désertique, le Qatar a les habitants les plus riches de la planète, avec un revenu annuel moyen de 21 460 dollars ou 171 680 francs. Même si les recettes pétrolières sont tombées de près de 7 milliards de dollars en 1980 à 3,7 en 1984, elles demeurent encore très largement suffisantes pour assurer un train de vie confortable à la population de cet émirat : quelque 60 000 Qataris (80 000 selon certaines sources) et 200 000 à 220 000 étrangers qui contribuent à édifier ce pays sur le sable.

Les effets de la crise se font cependant sentir ici comme ailleurs : entre 1982 et 1985, quelque 40 000 à 50 000 travailleurs immigrés ont dû retourner chez eux, principalement en Inde et au Pakistan ; les commerçants se plaignent d'avoir vu fondre leur chiffre d'affaires ; l'Etat a adopté une politique de plus grande rigueur, et l'activité a baissé de 60 % dans le bâtiment et les travaux publics. Il est vrai que dans ce secteur l'essentiel a été réalisé pendant les années fastes, puisque le visage que présente aujourd'hui le Qatar a été façonné depuis l'accession à l'indépendance, en 1971.

Quel chemin parcouru en trois lustres par les tribus imprégnées des vertus de la civilisation nomade mais largement analphabètes qui ont vécu pauvres et déshéritées jusqu'à l'exploitation du pétrole en 1949.

Fondée au dix-neuvième siècle, Doha, la capitale, dont le nom signifie en arabe « arbre touffu », et, dans son sens ancien, « ventre repu et rebondi », apparaissait alors comme une oasis. En 1915, elle comptait 12 000 habitants et cinquante magasins. De cette cité, il ne reste que les palais — de vastes demeures plutôt belles dans leur simplicité — des chefs de la famille régnante, les Al Thani. On y a installé le superbe Musée national, agréable lieu de promenade, où sont exposés les vestiges de la vie nomade, qui n'est plus guère pratiquée. Un aquarium et des salles modernes permettent de découvrir les richesses et les activités de la mer, principale source de revenus, hier avec les perles, aujourd'hui avec le pétrole offshore, demain avec le gaz.

### Un père de famille avisé

Construite en arc de cercle autour du port et d'une splendide corniche bordée d'arbres, Doha regroupe aujourd'hui 200 000 habitants. Elle a opté pour la modernité, mais n'a ni l'arrogance ni le mauvais goût de certaines villes voisines de la région ; elle offre, au contraire, un aspect moderne, riant, propre et peu bruyant, qui tranche avec la plupart des capitales d'Orient.

Prudence et sagesse sont sans doute les deux qualités majeures de l'émir cheikh Khalifa Ben Hamad Al Thani. Il a su raison garder et administrer son Etat comme un père de famille avisé mais au fait des dernières innovations de la technologie. Il s'est donc servi du pétrole pour faire

du Qatar le plus industrialisé des émirats, tout en préparant l'après-pétrole. Mais il ne s'est pas laissé griser par l'abondance de la manne et a évité jusqu'ici de tomber dans les travers de plusieurs de ses voisins : le gigantisme, les entreprises ostentatoires et les projets qui doublonnent avec des réalisations déjà existantes dans la région.

La décision d'exploiter le gisement de gaz de North Field, le plus important du monde, représente un défi, car cette opération tranche par son ampleur et ses ambitions sur ce qui a été mené à bien dans le passé. Mais le Qatar n'avait apparemment d'autre choix que de réviser ses priorités et de parier sur le gaz pour maintenir un certain rythme de développement, au moment où la baisse des cours du pétrole, et donc des revenus, risque de se prolonger pendant plusieurs années encore.

Plusieurs facteurs donnent déjà à ce projet un caractère stratégique et une dimension internationale : la proximité des eaux territoriales iraniennes, la poursuite de la guerre du Golfe, le montant des investissements prévus, la volonté d'exporter ce gaz en Extrême-Orient par méthaniers, et en Europe par un gazoduc ; cette dernière technique risque de concurrencer, dans une décennie, les exportations de gaz soviétique.

Ces perspectives, de même que la valeur des enjeux, ont incité cheikh Khalifa à faire preuve, en politique étrangère, d'une prudence encore plus grande que par le passé. En outre, l'émir a conscience des justes limites de son Etat et de la puissance exacte

de son armée, de sorte qu'il a toujours privilégié la diplomatie. C'est ainsi que la France, plusieurs pays européens et le Japon sont devenus les principaux partenaires du Qatar.

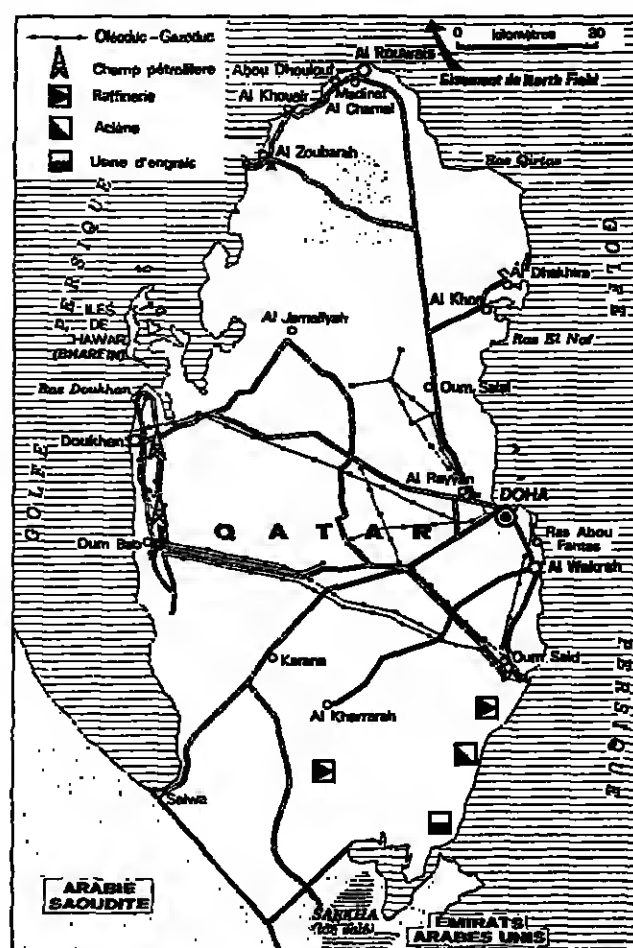
De même, l'Etat est un membre actif du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Pour les Qataris, gens éminemment pratiques, cet organisme, créé en 1981, offre à leurs yeux un double avantage : être un élément régulateur sur le triple plan politique, économique et de la sécurité ; élargir le marché, le rendre plus cohérent en favorisant les complémentarités, et constituer un utile débouché pour leur production. Il est d'ailleurs significatif que, parmi les rares organismes internationaux et régionaux accueillis à Doha, figure l'Organisation du Golfe pour la consultation industrielle (GOICI), comprenant les membres du CCG et l'Irak, et dont le rôle est de promouvoir la coopération industrielle dans la région.

### De bons rapports avec Téhéran

Autre illustration de la démarche qatarie en politique étrangère : la cause arabe, le Qatar entretient de bons rapports avec Téhéran : la République islamique dispose d'une ambassade à Doha, les liaisons aériennes et postales ont été maintenues entre les deux pays, et des échanges de visites au niveau ministériel ont lieu régulièrement, comme nous l'a rappelé M. Issa Al Kawari, ministre de l'Information et directeur du palais.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 12.)



L'Etat du Qatar, surnommé par les Qataris « le doigt de Parahit dans le Golfe », est une péninsule à peine plus grande que la Corse. Il a pour voisins deux géants, l'Iran, situé à une centaine de kilomètres d'Al-Rouwaï, à l'extrémité nord, et l'Arabie saoudite au sud ; l'archipel de Bahrein se trouve à l'ouest et l'Etat des émirats arabes unis au sud-est.

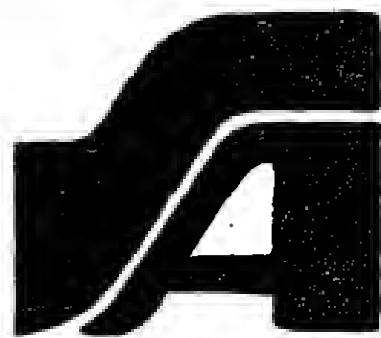
Long de 160 km et large de 80 km, Qatar compte 11 347 km<sup>2</sup> dont 10 365 sans les îles ; les plus importantes sont Hawar (revendiquée par Bahrein), Halul, Jinan, Charout, Al-Achat, Al-Safliya, Al-Aliya, Al-Bachiriya et Ras Rakan.

Au large d'Al-Rouwaï se trouve le gisement de gaz de North Field, le plus grand de la planète.

Doha, la capitale, est le centre politique, administratif et financier ainsi qu'un port de pêche actif. Oum-Said est le principal centre industriel et Doha le centre des opérations pétrolières.

(Publicité)

## SHEBIB & ALI AL-ATTIYA ESTABLISHMENT



### ACCOMPAGNE LES GRANDES RÉUSSITES

BIENVENUE A SON ALTESSE  
CHEIKH KHALIFA BIN HAMAD AL-THANI  
ÉMIR DE L'ÉTAT DU QATAR

Shebib & Ali Al-Attiya Establishment

مؤسسة شبيب وعلي العتيبة

UN PARTENAIRE FIALE

Agent exclusif au Qatar pour :


Jacob Delafon - Jean-Claude Delapine - Grandform - Mahey - Karla - Tréca

PO Box 87,  
Doha,  
Qatar.  
Telephone: 325580  
Telex: 4287 SHEBIB DH  
Cables: SHEBIB



هكذا من الأصل

**بنك الدوحة المحدود**  
**DOHA BANK LIMITED**  
P. O. Box No. 3818  
DOHA - QATAR



البنك التجاري في قطر  
بنك الدوحة - قطر

**THE COMMERCIAL BANK OF QATAR LTD.**  
DOHA-QATAR (Q.S.C.)

**SIÈGE ET SUCCURSALE PRINCIPALE**  
P.O. Box 3232, Doha-Qatar  
Tél.: 32-10-10/9  
Telex: 4351 TEJARI  
Cable: BANKTEJARI

**AL-WAKRAH BRANCH**  
Tél.: 84-18-25/6/7  
Manager-841828

**SOUK AL-AHMAD**  
Tél.: 41-31-33/4/5  
Manager-413928  
Letters of Credit-413928



## Les sages Crésus du Golfe

(Suite de la page 11.)  
« La sécurité dans le Golfe, a-t-il souligné, doit relever de la responsabilité des riverains et demeurer à l'abri de l'affrontement Est-Ouest. »

Prudence et pragmatisme sont également des constantes de la politique intérieure. Les dirigeants de Qatar ont observé avec curiosité les expériences plus ou moins réussies tentées par Koweït et Bahreïn dans le domaine parlementaire, mais se sont gardés jusqu'ici de les imiter. « Le régime politique d'un pays doit convenir à son peuple et évoluer en tenant compte des circonstances », explique M. Hassan Kamel, conseiller de l'émir depuis 1960.

Proclamée en 1970 et amendée en 1972, la Constitution prévoyait un Conseil consultatif (Majlis el Choura) de vingt membres choisis par l'émir en fonction de plusieurs critères : leur appartenance à une des quelques trente familles ou tribus composant la société, leur sagesse, leur audience. En 1975, leur effectif a été porté à trente, et les dix nouveaux membres étaient de jeunes diplômés de moins de trente ans connus pour leurs compétences. « Ainsi, nous confie M. Yousef Darwish, président de la commission des lois et patron du quotidien Gulf Times, l'émir a ajouté le dynamisme des nouveaux à la sagesse des anciens. »

« Jusqu'ici le fonctionnement du Majlis a donné satisfaction. N'oubliez pas que les Qataris ne sont pas nombreux. Pour le moment, nous sommes dans une phase transitoire et expérimentale, mais rien n'empêche qu'il y ait un jour des représentants élus. On peut penser que, dans la prochaine étape, la moitié des membres seront élus, tandis que l'autre continuera à être désignée par l'émir », précise notre interlocuteur, en soulignant que le Majlis ne comprend aucun membre de la famille régnante.

Prudence et pragmatisme encore dans le domaine social.

Pour mener à bien son développement, Qatar a dû recourir aux travailleurs immigrés tout en pratiquant une politique de formation intensive, pour permettre aux Qataris sortis de l'université de prendre la relève des conseillers étrangers de haut niveau.

### Trois mille femmes diplômées par an

Les immigrés se divisent en deux grandes catégories : les Arabes, et les non-Arabes. Les premiers viennent en famille : beaucoup d'entre eux sont installés dans le pays depuis vingt ans ; ils fournissent les cadres, les ingénieurs, les techniciens, les médecins, étant entendu que les Egyptiens et les Palestiniens - les deux communautés les plus nombreuses - sont, en règle générale, les uns dans l'enseignement, les autres dans l'administration. Les techniciens européens viennent

également en famille, mais pour une durée limitée, comme les Indiens et les Pakistanais, qui, eux, doivent laisser au pays femmes et enfants et fournissent le gros de la main-d'œuvre dans les usines et les campagnes.

Protégée jusqu'ici par un mode de vie traditionnel, la société qatarie commence à connaître les problèmes posés par la vie moderne. Les jeunes, formés à l'étranger ou même à l'université de Doha, ne se satisfont plus des distractions de leurs aînés (joutes poétiques, courses de chevaux ou de dromadaires, plaisirs de la chasse ou de la pêche). C'est principalement pour eux que l'Etat encourage la création d'associations sportives et culturelles. Mais cela leur suffira-t-il ?

Pour ce qui est des femmes, trois mille diplômées sortent annuellement de l'université. Pour le moment, la mixité étant interdite à tous les niveaux, peu de Qataris travaillent dans des

administrations où elles pourraient être en contact avec des hommes. Toutefois, une expérience pilote est tentée depuis peu : des classes de jeunes garçons sont confiées à quelques-unes des 1 500 enseignantes qataries. Les femmes commencent, en outre, à choisir des professions autres que celles d'institutrices ou d'infirmières. En fait, elles vivent une phase de transition, de sorte que nombre de problèmes qui ne se posaient pas dans la société traditionnelle - le libre choix du conjoint, le travail à l'extérieur, le rôle de la femme dans la société moderne - donnent lieu à des controverses, comme ce fut le cas en Europe dans des circonstances analogues. Les autorités ont conscience des changements en cours mais, là encore, elles réagissent avec leur habituelle prudence.

PAUL BALTA.

## Une richesse fabuleuse

Climat : torride et humide (de 25° à 50°) de juin à septembre. Doux (de 7° à 25°) le reste de l'année. Pluies : de 50 à 70 mm par an.

Population : 280 000 habitants, dont environ 80 000 Qataris, 100 000 Indo-Pakistais, 20 000 Palestiniens et autant d'Égyptiens et d'Iraniens, 6 000 Britanniques et 500 Français. Un recensement est prévu en 1986.

Religion : l'islam sunnite. Les Qataris pratiquent la doctrine wahhabite comme les Saoudiens.

Régime politique : le 3 septembre 1971 marque l'accession à l'indépendance. La famille Al Thani, dont est issu l'émir Cheikh Kalifa Ben Hamad qui règne depuis le 22 février 1972, est installée à Qatar depuis le dix-huitième siècle. En vertu d'un décret du 31 mai

1977, Cheikh Hamad Ben Khalifa, fils de l'émir, est prince héritier et ministre de la défense. Le système de gouvernement est fondé sur la choura (consultation).

PNB : 8,01 milliards de dollars en 1983 et 21 460 par habitant contre 6,67 et 28 885 en 1980. C'est le revenu moyen per capita le plus fort du monde.

Monnaie : le rial vaut 2,50 FF (environ).

Balance des paiements : 12 002 millions de rials pour les exportations et 5 299 millions pour les importations.

Éducation : 54 000 élèves en 1985-1986 du primaire à la fin du secondaire, dont 80 % de Qataris ; quelque 1 500 enfants apprennent le français. L'université, fondée en 1977, accueille 6 000 étudiants, dont 3 500 jeunes filles et seulement

1 500 jeunes gens, nombre d'autres faisant leurs études à l'étranger. Les études sont gratuites et une allocation substantielle est versée aux élèves et aux étudiants qui optent pour les sections scientifiques.

Santé et services sociaux : les soins médicaux sont gratuits pour tous. Le pays compte 20 centres médicaux, et un grand hôpital ultramodern, le Hamad, a été inauguré à Doha en 1982. Les personnes âgées, les veuves et les orphelins bénéficient de pensions mensuelles. Des prêts sans intérêt sont consentis pour l'acquisition de la propriété.

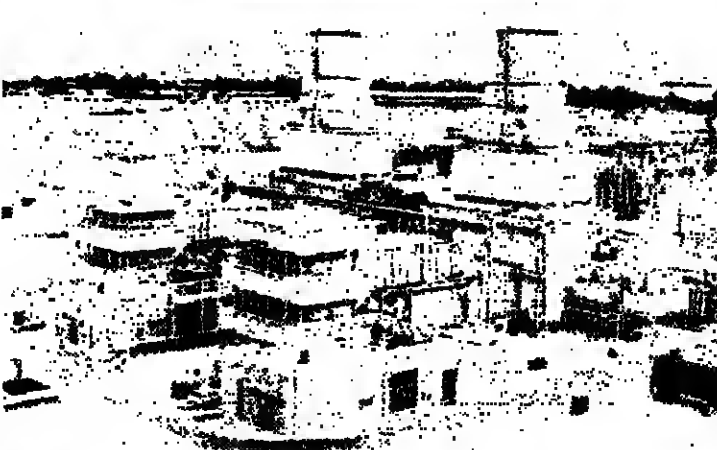
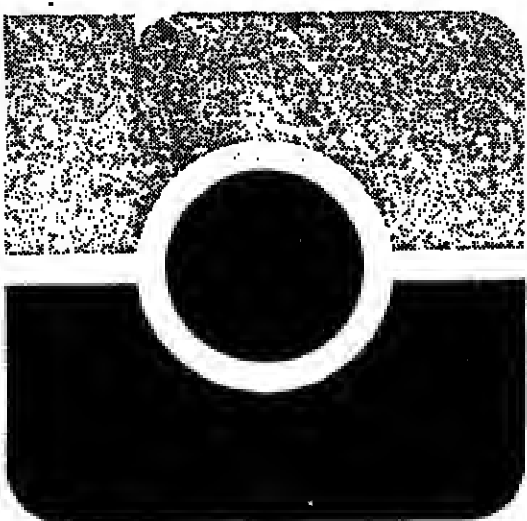
Presse : trois quotidiens politiques, Al Arab et Al Rayah (en arabe), Gulf Times (en anglais), et plusieurs hebdomadaires et mensuels politiques, sportifs et culturels.

Formalités d'entrée : passeport en cours de validité et visa.

# ناصر بن خالد وأولاده

## ACTIVITÉS

- Concessionnaire véhicules
- Matériel et engins travaux publics
- Produits de consommation
- Travaux publics et bâtiments
- Assainissements
- Canalisation industrielle
- Travaux sous-marins
- Electronique
- Télécommunication
- Electricité industrielle et bâtiments
- Matériel et produits agricoles
- Equipement laboratoire et analyses T.P.



## REPRÉSENTANT

Représentant exclusif des constructeurs, entrepreneurs, consultants et ingénieurs conseils suivant :

- CGE Alstom Atlantique
- Cogelux
- Comsip
- Elf
- Enertec Schlumberger, Audio-professionnel système
- Groflex (plantes, pots, etc.)
- Michelin
- Poclain
- Renault
- Sofratev
- Sofresid
- Somepost
- SPIE Batignolles
- Thomson CSF radio-diffusion - TV diffusion et radar civil

# Nasir Bin Khalid & Sons

P.O. BOX 82 - DOHA - QATAR - TÉL. : 328-211 - TLX 4 203 NBKS - DH



## EMIRAT FRANCOPHILE

### Paris-Doha : du mariage de raison au coup de cœur

LES rapports entre la France et le Qatar ont commencé par un mariage de raison et se sont poursuivis par une idylle, de sorte que cet Etat est devenu le plus francophile de la région ; région qui fut pendant deux siècles et jusqu'à l'indépendance, en 1971, une chasse gardée britannique. La visite d'Etat effectuée l'été, cheikh Khalifa Ben Hamad Al-Thani, à partir du 20 novembre, illustre par son faste et son caractère exceptionnel — c'est l'une des quatre qui ont lieu dans l'année en France — l'importance que Paris attache à ses liens avec Qatar. Elle souligne aussi la solidité et la régularité des relations bilatérales : l'émir était venu une première fois en France en visite officielle, les 27 et 28 octobre 1975, et M. Giscard d'Estaing s'était rendu à son tour à Qatar, les 4 et 5 mars 1980.

Autre symbole : le 31 octobre dernier, le premier coup de pioche a été donné pour la construction du siège de l'ambassade de France dans le nouveau quartier résidentiel de Doha. Le bâtiment, dont le coût s'élève à 50 millions de francs, permettra de regrouper à la fin des travaux, dans quinze mois, la résidence de l'ambassadeur et les services de la chancellerie. « L'édification de cette ambassade est la preuve que la France a confiance dans l'avenir du Qatar, qui est un Etat bien géré », nous a déclaré l'ambassadeur de France, M. Fernand Brejon de Lavergnée.

Les relations diplomatiques entre Paris et Doha n'avaient été établies que quelques jours avant que cheikh Khalifa Ben Hamad, alors prince héritier et premier ministre, accède au pouvoir, le 22 février 1972. Il voulait alors prendre des distances à l'égard de la Grande-Bretagne, qui détenait encore, du fait de la colonisation, les principaux leviers de commande. La France souhaitait, de son côté, faire une « percée » dans le Golfe. C'est le Qatar, toutefois, qui prit l'initiative du rapprochement, et il fut le premier des Emirats de la région à nommer, dès le

mois de juillet, un ambassadeur résident à Paris.

L'émir avait apprécié la politique arabe pratiquée par le général de Gaulle à la fin de la guerre d'Algérie, et surtout à partir de 1967. Il pensait que Paris serait une « bonne locomotive » pour entraîner dans cette voie l'Europe appelée à faire équilibre aux deux Super-Grands. La France devait en outre contribuer au développement du jeune Etat et le conseiller en matière d'armement et de défense. De son côté, Paris ne pouvait ignorer que le Qatar, en dépit de ses faibles dimensions, disposait d'énormes gisements de gaz et avait le revenu le plus fort du monde par habitant. C'était là une base solide pour cultiver une politique d'intérêts réciproques et mutuellement profitables.

Comment expliquer cependant qu'à la raison se soit ajouté le sentiment ? On peut avancer diverses causes qui tiennent aux hommes et aux circonstances. Que le conseiller politique de l'émir, M. Hassan Kamel, un Egyptien de grande culture, ait fait ses études en France et soit très attaché à notre langue n'est sans doute pas indifférent. N'avait-il pas d'ailleurs prononcé en français le discours de candidature de Qatar à l'ONU ? L'émir a ensuite apprécié son premier séjour à Paris, et, depuis, il prend tous les ans ses vacances en famille en France. Il y a acquis une propriété dans le Midi et a engagé un précepteur qui donne des cours de français aux siens.

#### Au cinquième rang

A leur tour, plusieurs ministres et hauts fonctionnaires se sont mis à apprendre notre langue, dont l'enseignement a été introduit dans les écoles qatariennes.

Ce climat de bonne entente a favorisé le percée économique française dans la péninsule ; cette percée aurait été encore plus vigoureuse si les industriels et les hommes d'affaires français étaient plus nombreux et plus présents, à l'instar de leurs principaux concurrents.

La France est en effet passée du troisième au cinquième rang des fournisseurs du Qatar avec 5,4 % des importations qatariennes, derrière le Japon (19,2 %), la Grande-Bretagne (14,6 %), les Etats-Unis (9,1 %) et la République fédérale d'Allemagne (7,2 %). En 1984, les exportations françaises ont atteint 800 millions de francs (45 millions seulement en 1973) ; mais ses importations, principalement du pétrole, se sont élevées à 4,5 milliards. Le déficit était jusqu'ici compensé, semble-t-il, dans une proportion qui n'est pas connue, par les ventes d'armes.

Toutefois, la baisse des revenus a incité le Qatar à opérer des restrictions sur ce chapitre budgétaire. Certes, le gouvernement a confié à une société française les études pour la construction d'une base et d'une piste d'aviation militaires, mais la réalisation même du projet n'est plus prioritaire.

#### De Technip à « Poisson »

Jusqu'ici, les Français avaient, dans l'ensemble, eu de gros contrats : installations électriques, dessalement de l'eau de mer, aménagements portuaires, téléphone, etc. Technip a construit la grande raffinerie d'Oum-Saïd, et le fleuron de la coopération bilatérale, réalisé dans la pétrochimie, a donné lieu au premier investissement industriel croisé effectué avec un pays arabe. Le complexe pétrochimique de Dukergue, COPEXOR (Compagnie pétrochimique du Nord), a été financé à 60 % par CDF-Chimie et à 40 % par la QGPC (Qatar General Petroleum Company), tandis qu'au Qatar les deux firmes détiennent le complexe QAPCO.

La grande affaire de l'avenir est l'exploitation du gisement de gaz de North-Field, à laquelle espère participer Technip, qui a déjà fait ses preuves ; par son ampleur et sa durée, ce projet aura de nombreuses retombées pour divers secteurs industriels. Les autres gros chantiers risquent néanmoins d'être moins nombreux que par le passé, les plus importants étant, pour le moment,

l'usine d'eau et d'électricité d'Al-Wosail et la base militaire.

Mais il existe aussi nombre de projets, allant de 50 à 300 millions de rials, qui ne sont pas négligeables. Le domaine agricole, bien que restreint, pourrait être prometteur et intéresser les Français sur le double plan de la mise en valeur de nouvelles terres et de la reconstitution de la nappe phréatique. Citons encore l'amélioration du réseau d'égouts, la modernisation des villes de Madinat-el-Chemal et de Wakrah, la construction du nouveau siège du Conseil consultatif et d'autres bâtiments.

Si la France veut améliorer sa balance des paiements avec le Qatar, elle ne doit plus compter seulement sur les gros contrats, mais persuader les petites et moyennes entreprises de faire preuve d'imagination et de dynamisme, quitte à se grouper pour exporter. Il est surprenant que la France n'ait vendu que 300 voitures sur les 15 000 importées par le Qatar en 1984, principalement du Japon et d'Allemagne. En revanche, les parfums et les cosmétiques ont réalisé un chiffre d'affaires supérieur à celui de l'automobile : en prenant le risque d'aller sur place présenter son dernier-né, « Poisson », l'équipe de Christian Dior a « fait un malheur ». De même, le succès remporté par Cristal d'Arques, dont on trouve les produits dans toute la presqu'île, devrait servir d'exemple à d'autres entreprises de même taille dans des domaines aussi divers que la peinture, l'encre, le papier, les arts ménagers, les petites fournitures, etc. En réalité, le grand problème de beaucoup d'entreprises françaises est de ne pas savoir profiter des circonstances (1) et du terrain favorable entretenu par le dialogue politique et culturel poursuivi entre les deux Etats.

P. B.

(1) Ainsi, des journées de présentation du Qatar et de ses possibilités ont été organisées en septembre par la chambre de commerce franco-arabe avec le concours des ambassades du Qatar et de France.

### Une volonté politique commune

DEPUIS son accession à l'indépendance en 1971, l'Etat du Qatar a manifesté sa volonté d'entretenir des relations privilégiées avec la France aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique. Et cette découverte mutuelle, à travers ces années, a fait de nos deux pays non seulement des partenaires mais des amis.

La visite d'Etat qu'effectuait en France, du 20 au 22 novembre 1985, Son Altesse le cheikh Khalifa Bin Hamad Al-Thani, l'émir de l'Etat du Qatar, illustre le qu'il est de ces relations d'amitié entre nos deux pays et nos dirigeants et la convergence des points de vue entre Doha et Paris concernant les grands problèmes internationaux de notre époque. C'est ce qu'a exprimé Son Altesse dans une interview à Paris-Match du 22 février 1985 : « L'Etat du Qatar entretient avec la France des relations d'amitié fondées sur le respect mutuel et la coopération constructive dans l'intérêt de deux pays. » Et Son Altesse d'ajouter que « notre souci commun de développer ces relations a fortement contribué à les consolider. L'un des aspects de cette coopération s'est concrétisé par le choix de la Compagnie française des pétroles pour participer au projet d'exploitation du champ de gaz naturel dans le nord du Qatar, l'un de nos plus grands projets industriels. »

Nous sommes convaincus que la visite d'Etat de Son Altesse approfondira les relations d'amitié déjà établies entre le Qatar et la France. C'est là un désir qui suscite une chaleureuse approbation chez nous, où la France a une place importante aux yeux des responsables et des citoyens. Cet approfondissement peut être favorisé par la position officielle du gouvernement français, son attitude de compréhension des causes arabes et la conscience qu'ont ses dirigeants de la responsabilité de la France à cet égard.

Les entretiens de Son Altesse l'Emir à Paris avec le président de la République française revêtent une dimension politique majeure. Ils doivent porter notamment sur le problème palestinien, la guerre Irak-Iran et d'autres questions internationales. Les deux chefs d'Etat doivent aussi discuter des moyens de leur trouver une solution par les voies politiques en vue d'instaurer la stabilité, la sécurité et le paix dans le monde, étant donné que l'Etat du Qatar et la France fondent leur politique étrangère sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et encouragent le dialogue Nord-Sud.

Quant aux relations qatariennes-françaises, on peut constater leur réalité à travers les accords bilatéraux passés entre les deux pays.

Signalons tout d'abord l'accord de coopération économique et monétaire signé en 1974 qui a donné naissance à une commission mixte, qui s'est réunie à plusieurs reprises et tout dernièrement en octobre 1985.

En deuxième lieu, l'accord de coopération culturelle et technique signé en octobre 1977 prévoyant le renforcement de la coopération dans le domaine technique et culturel.

En troisième lieu, l'accord sur le transport aérien conclu en octobre 1975.

En outre, l'accord de coopération agricole conclu le 4 mars 1980 concerne de défrichement des sols, l'exploitation des terres cultivables et des sels marins.

Ajoutons-y le protocole de coopération du 4 mars 1980 entre l'Etat du Qatar et la France sur la protection de l'environnement et de l'exploitation de l'énergie solaire. Ce sont là autant de textes qui reflètent une volonté politique commune qui garantit notre coopération future.

ABDUL RAHMAN H. AL-ATTIAH, ambassadeur du Qatar en France.

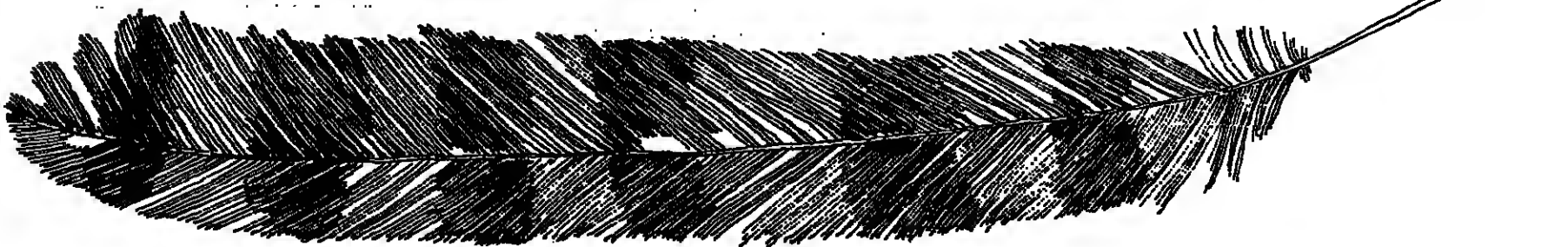
# MANNAI CORPORATION

La société Mannai poursuit son aide et offre ses services au Qatar par l'importation, la commercialisation et la distribution d'une variété de marchandises et de produits industriels. Elle assure également des services d'entreprises, d'ingénierie, de fabrication, et d'unités offshore.

Mannai est l'une des premières sociétés locales à participer aux étapes initiales de la formation de la base industrielle de Qatar. Elle a maintenu sa contribution au développement de la production Qatari en pétrole et gaz brut, en ciment, en engrais, en gaz liquide naturel, en produits pétroliers raffinés, en acier et en pétrochimie.

Plusieurs des sociétés internationales qui, avec Mannai, ont participé au cours des premières années à la formation de cette base industrielle, poursuivent leur aide par le développement des installations actuelles et la mise en place de nouveaux projets.

Mannai fournit son aide aux sociétés étrangères et les conseille, apporte son assistance et son patronage, nécessaires à la sécurité de leurs objectifs à Qatar.



## MANNAI CORPORATION

P.O. BOX 76, DOHA, QATAR, ARABIAN GULF. TELEPHONE 412555 TELEX 4208 MANNAI DH

MANNAI TRADING, MIDEAST CONSTRUCTORS, MANWEIR, TECHNICAL SERVICES, MANNAI MARINE, MANSAL OFFSHORE, NOWSCO MIDDLE EAST.

AND OFFICES IN RIYADH, DAMMAM, BAHRAIN AND CAIRO.







مكتبة الأصل

## Le Monde

# ARTS ET SPECTACLES



Arthur Joffé dirige Ben Kingsley. Le prince arabe, élevé à l'anglaise, aime la musique occidentale et son piano précieux que le climat du désert désaccorde. Bientôt, le prince renoncera à tenter d'harmoniser sa tradition et sa culture acquise. Bientôt il dira adieu à son piano.

## « Harem »

Comment le fils d'un réalisateur français des années 60, Alex Joffé, parvient à faire un premier film avec un budget de 10 millions de dollars, l'opérateur de Visconti et le décorateur de Carné. Avec Harem, le cinéma français se dialogue en anglais et retrouve le goût des belles histoires où rien n'arrête les princes quand ils veulent enlever l'élue de leur cœur.



Nastassja Kinski et Ben Kingsley. Elle était la seule femme admise à la Bourse de New-York. Elle a été kidnappée. Elle croit ne jamais pouvoir s'adapter au monde du harem, à l'autorité absolue de l'homme. Elle ne le tuera pas, et l'aimera et s'en ira.

### JOFFÉ VA SE FAIRE APPELER ARTHUR

« Comment avez-vous connu l'œuvre de votre père ?

— Comme on fait la connaissance d'un père : de façon très spéciale. Il n'a plus tourné depuis que j'ai l'âge de douze ans, et il s'est créé un immense écart entre le fait qu'il a arrêté son travail, et que moi je l'ai repris. Il est possible qu'en entrant à mon tour dans le métier, j'aie voulu retrouver ou regagner ce paradis perdu d'enfance, quand j'allais voir tourner mon père sur un plateau.

— Comment voyiez-vous alors le monde du cinéma ?

— Comme un enfant : il n'y comprend rien, mais il regarde, il écoute. Je voyais jouer Bourvil qui m'amusait. Et j'admirais le cameraman : j'observais ses moindres gestes quand il cadrait un plan. Il n'y avait déjà rien au monde qui me fascinait autant qu'une caméra : la boîte noire à l'odeur métallique me fait battre le cœur. J'ai des souvenirs de câbles, de lumières, d'arrière-plans de décors, de cantines de techniciens, un peu comme une ambiance de cirque. J'adore la convivialité d'une équipe de cinéma, et j'ai peut-être voulu reconstruire et comprendre ces endroits où je travaillais quand j'étais même.

— Vous alliez voir les films de votre père ?

— Je me souviens très bien des « premières », nous y étions invités avec ma mère, et j'avais l'impression de passer moi-même un examen. J'avais un trac dingue. Je guettais mes copains présents dans la salle pour voir s'ils allaient bien rire ou pleurer aux moments où il le fallait.

— Est-ce qu'il y a une chose, dans votre film Harem, que vous reconnaissez, même secrètement, comme un héritage de votre père ?

— Le seul petit point commun est l'attirance pour la comédie. Je ne peux pas m'empêcher de la frier quelquefois ; je n'arrive pas à prendre mes personnages au sérieux, même s'ils sont enchaînés dans des conflits shakespeariens. Cette dimension de l'humour dont je ne pourrais pas me départir, c'est ça l'héritage.

— Quel a été votre propre chemin ?

— J'ai beaucoup ramé. J'écrivais des nouvelles et je faisais des photos de comédiens pour gagner ma vie. J'ai étudié à l'IDHEC, j'y ai appris tout simplement les choses techniques : à charger une caméra, à faire le point, le cadre. Je sais comment la caméra filme et avec quoi. Si mon cameraman est terrassé par une crise cardiaque, je ne me paralyse pas. Aucun des gestes du cinéma ne m'est étranger, je peux l'exécuter aussi.

— Aujourd'hui, quand vous voyez le générique de votre film, qui a toutes les apparences d'un grand film américain, et que vous voyez votre nom là-dessus, vous en croyez-vous ?

— Si j'avais vu le générique sans le passage par le choc qui a été de faire le film, je me serais évanoui. Mais ça a été un si long marathon, une telle course de

haies, il m'a fallu convaincre tant de personnes que je n'ai plus la surprise mais la notion de mérite. Mon nom sur ce générique ne me fait pas l'effet d'une Rolls avec un ruban.

— Faire son premier long métrage avec Pasqualino de Santis, l'opérateur de Visconti et de Breasoon, et Alexandre Trauner, le décorateur des Enfants du paradis ; il ne faut pas être gén...

— De Santis faisait partie pour moi de la chapelle du grand cinéma : il était cameraman sur 8 1/2, il a signé la photo de *Mort à Venise*. J'ai été heureux de le convaincre. Puis il y a eu le travail lui-même, qui a été une grande lutte, un échange de générations et de langues.

— Le film fini ressemble-t-il à celui auquel vous aviez rêvé ?

— Oui. Mais comment nuancer ce oui ? Il y a certains moments dans le film qui sont, pour moi, du mille pour mille, où je m'approche le plus de ce que j'aime à fond la cause ; par exemple, cette scène à la fin du film, entre Selim (Ben Kingsley) et l'accordeur de piano, joué par Michel Robin. Il y a d'autres moments où j'ai dû être plus souple, et improviser. Mais c'est la respiration d'ensemble et l'odeur générale du film, sa nostalgie qui comptent pour moi. Je ne me sens pas trahi, bien que j'aie en à dealer avec plein d'obstacles...

— On dirait que ce film est en même temps votre premier et votre second film : avec les trouvailles d'un premier petit film et la récupération des trouvailles dans un second grand film...

— Oui, Ruggero Mastroianni, mon monteur, m'a dit que c'était mon « 11/2 ». Je suis venu au cinéma par les courts métrages, j'en ai réalisés trois avant *Harem*. Ce n'était pas la première fois que je disais « moteur », même si je l'avais dit de façon plus modeste.

— Dans la nouvelle génération du cinéma français, vous vous sentirez plus proche de Beineix ou de Carax ?

— Ni de l'un ni de l'autre. *Harem* n'a rien à voir avec leurs films, et je pense que la différence est due aux origines culturelles. Je suis la première génération française d'une famille qui est russe par son père et turque par sa mère, ils parlent encore la langue. *Harem* est une recherche d'où je viens.

— De l'itinéraire de Beineix, tirez-vous quand même une leçon ?

— Oui, celle du courage. C'est toujours une mise à poil de faire du cinéma, et de s'exposer aux fusillades. Mais je ne suis pas à la recherche d'un sujet ou d'un polar, je vais pouvoir tourner des histoires que j'ai écrites avant *Harem*, que j'ai en tête depuis au moins dix ans. Je ne suis pas le type qui donne tout dans un premier film.

— On dirait que votre film se vide au lieu de se remplir...

— C'est effectivement ce qui se passe. Je raconte les derniers jours du dernier des harems. Il se lézarde en même temps que mon héros s'en émancipe. Le hammam est un immense ventre qui se vide. Les meubles couverts de blanc font penser à un hôtel qui ferme. On passe d'un endroit plein à un endroit fantôme, jusqu'à ces silhouettes voilées filmées dans les rues de New-York comme des spectres.

— Les frigidaire pleins de bijoux, c'est une trouvaille de qui ?

— De moi, je voulais que chaque plan ait un élément de modernité. Je voyais ces frigidaires comme des dalles blanches qui auraient pu rappeler la dalle noire de 2001 l'Odyssée de l'Espace. On se croit dans un film d'époque, et un objet contemporain vous surprend. C'est un voyage dans le temps sans changer d'époque... Pour mieux répondre à votre question de tout à l'heure sur le rêve d'un film et sa réalité après le tournage, j'aimerais ajouter que faire un film est pour moi le contraire d'une fiction. Le scénario est une espèce de songe en images. Mais quand on entre dans la réalisation, on se bat avec des heures, des matières, des températures.

— Quelle a été la première image ?

— Cette femme qui marche à New-York dans une rue, qui sort du travail, et qui voit passer quatre femmes aux visages voilés, ça a été la matrice du film.

— Vous avez vu cette scène ?

— Non, je l'ai imaginée. Puis est venue l'image d'une jeune fille citadine, plutôt maigre, à la peau très blanche, qui nage dans un hammam. Puis l'eunuque est arrivé. Et quand le propriétaire du harem s'est imposé à son tour, je me suis dit qu'il y avait là un scénario.

Propos recueillis par HERVÉ GUBERT

### COMPTES ET LÉGENDES

UN jeune auteur d'intelligents courts métrages se retrouve un beau jour à la tête d'un budget colossal pour raconter une histoire, une belle histoire parmi les dix ou cent qu'il tient prêtes depuis qu'il est tout petit. Les fées d'aujourd'hui ont de l'argent, celle d'Arthur Joffé s'appelle Alain Sarde, producteur.

Retournons la médaille. Les contes de fées n'existent pas au cinéma et les millions — terrifiants à gérer — peuvent casser comme rien les reines d'un cinéaste à ses débuts. En outre, le producteur est une drôle de marraïne, qui fait tourner le film en anglais et indique : « Si Harem fonctionne sur le marché international, je reprendrai des metteurs en scène français. Sinon, je ferai les mêmes choses avec des Américains... ». Là-dessus, la médaille au creux de la poitrine, on l'oublie pour regarder Harem. Un rêve.

Un rêve d'enfant. C'est l'histoire d'une jeune Américaine (Nastassja Kinski) enlevée en plein Manhattan par un prince arabe (Ben Kingsley). Il est riche, puissant et malhonnête. Ils vont s'aimer. Il a un palais dans le désert, et il se sent aussi vieux que ses murs, aussi vieux que son royaume, dernier bastion du passé assailli par les vibrations du monde moderne.

Le film chemine, si simple qu'il est incroyable, et grâce à lui, le monde devient magique. Il n'a d'hollywoodien qu'un signe de reconnaissance, indice de jeu de piste, un mystérieux objet remis à Nastassja Kinski par une voyante new-yorkaise. Le reste n'est pas identifiable et ressemble sans doute à ce que Joffé

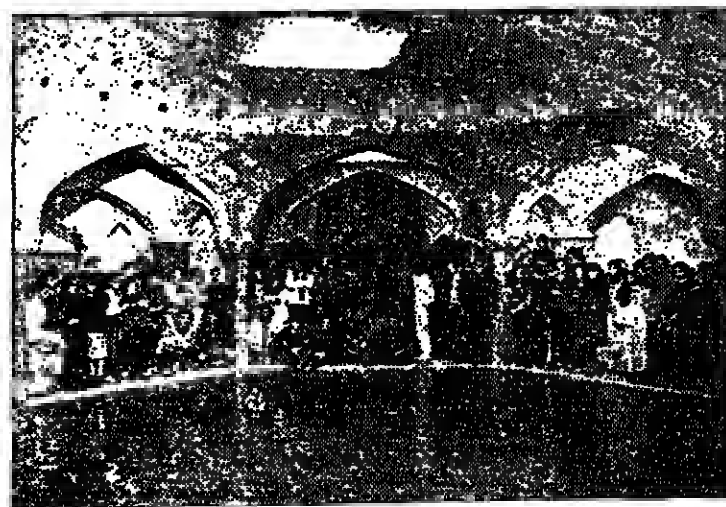
avait dans la tête : une légende mise en images page à page et interprétée par deux acteurs qui lui donnent son existence, parce que Joffé a su inventer quelques scènes, quelques gestes forts. Parce qu'il a su mettre dans son film, avec pureté, le plaisir et la tristesse de pouvoir tout acheter avec l'argent du pétrole.

Les femmes du harem ne sont pas celles du prince, mais une sorte de famille légée par son père. Faute de mieux, elles se passent au magnétoscope des films érotiques, en accéléré, pour rire. Farouche dépositaire des mœurs ancestrales, le prince n'en sait pas moins vivre à l'heure de la vitesse des transmissions. Peut-être s'agissait-il de décrire un monde en voie de disparition, le choc des cultures et la fragilité des civilisations. Oui, oui, ça devait être ça. Aucune importance.

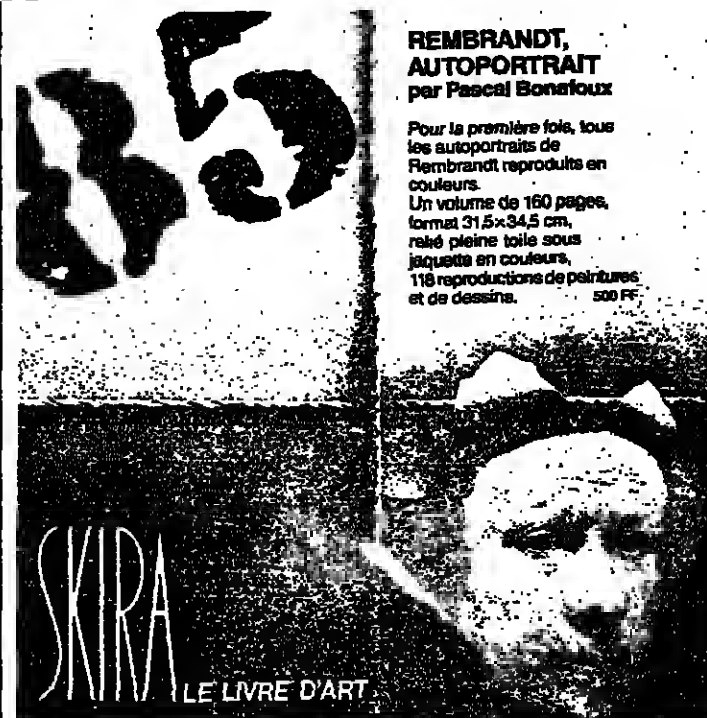
Nul discours, seulement la drôlerie d'un serviteur qui fait de la gymnastique au bord d'une piscine vide, et la beauté d'un harem qui ferme. La génération Beineix-Besson-Joffé s'en tient à ce refus : rien à dire ni à démontrer. Ils déploient les bandes dessinées qui les animent. Avec Joffé, cela se complique, car il est plus humain que les deux autres. Tout à son bonheur de réaliser son rêve, il est maladroit. Mais sa maladresse devient une grâce et, au bout du compte, il est peut-être le seul contour que nous ayons. L'anglais des dialogues, très élémentaires, ajoute encore à l'incongruité de l'exotisme.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les films nouveaux.



L'équipe dans le hammam. Le hammam, centre vital du harem, et qui emprisonne dans sa buée femmes et enfants. Le hammam, un ventre... Un symbole, temple interdit aux hommes. Là, le prince retrouve la force du passé, lui obéit, en sera victime.



REMBRANDT, AUTO- PORTRAIT par Pascal Bonafoux

Pour la première fois, tous les autoportraits de Rembrandt reproduits en couleurs. Un volume de 160 pages, format 21,5x34,5 cm, relié pleine toile sous jaquette en couleurs, 118 reproductions de peintures et de dessins. 200 FF.

SKIRA

LE LIVRE D'ART



هكذا من الأصل

Les derniers jours de l'empire austro-hongrois et le destin d'un serviteur du pouvoir, traître à lui-même. L'affrontement prodigieux de deux acteurs, Klaus-Maria Brandauer et Armin Muller-Stahl, et un film très personnel du Hongrois Istvan Szabo.

# «Colonel Redl»

LE MORT DU BAL MASQUÉ



Klaus-Maria Brandauer

LONGTEMPS éclipsé, comme les cinéastes de sa génération, par la glorieuse figure de Miklos Jancso, Istvan Szabo (né en 1938, huit longs métrages et quelques courts métrages réalisés depuis le début des années 60) est passé à la renommée internationale avec *Méphisto*, présenté en sélection officielle au Festival de Cannes 1981. Il a, de nouveau, représenté la Hongrie à Cannes, cette année, avec *Colonel Redl*, dont la sortie en salles a été précédée d'un hommage d'une semaine à la Cinéma-thèque française. Dans le magazine mensuel que publie la Cinéma-thèque, Jean-Pierre Jeancolas écrit de Szabo : « L'histoire a déguisé - contraint au déguisement - toute sa génération. Faut-il s'étonner si la question de l'identité sous-tend toute son

œuvre, jusqu'aux masques de *Méphisto* et du *Colonel Redl* ? » Le nouveau film d'Istvan Szabo est, en effet, l'histoire d'un déguisement qui dura toute une vie.

Le colonel Redl a existé. Stefan Zweig lui a consacré quelques pages de son livre *Le Monde d'hier, souvenirs d'un Européen*, où il passe comme un souvenir de 1913. « Je n'avais connu que superficiellement le colonel Redl, héros d'un drame compliqué d'espionnage. Il habitait, à une rue de distance, le même appartement que moi. Un jour, mon ami le procureur T... me l'avait présenté au café, où ce monsieur jouissait de sa bonne mine fumant un cigare ; depuis, nous nous saluons dans la rue. Mais je ne découvris que plus tard à quel point dans notre vie nous sommes environnés de mystères

et combien nous savons peu de choses des hommes qui respirent le même air que nous. »

Les faits rapportés par Stefan Zweig - chef du service de renseignement de l'armée impériale austro-hongroise, le colonel Redl, homosexuel victime de maîtres chanteurs, fut amené à trahir pour le compte de la Russie puis, découvert, se suicida - avaient été, en partie, étouffés à l'époque. Un journaliste de Prague, Egon Erwin Kisch, révéla la vérité en 1924, à la suite d'une enquête. Beaucoup plus tard, le dramaturge anglais John Osborne écrit une pièce, *Un bon patriote*, entièrement centrée sur l'homosexualité de Redl. Cette pièce fut mise en scène, pour la télévision française, par Gérard Vergez, avec Pierre Vaneck dans le rôle de Redl, et diffusée sur la première chaîne, le 25 avril 1974... après pas mal d'hésitations de la part de la direction de l'ORTF !

Au générique de son film, Istvan Szabo fait bien mention de la pièce d'Osborne mais précise qu'il ne s'agit pas, chez lui, d'événements historiques. C'est une fiction. Comment faut-il l'entendre ? Fiction, au sens romanesque. De même que, pour *Méphisto*, Klaus Mann s'était inspiré du cas d'un acteur allemand réel et célèbre, Istvan Szabo et Peter Dobai ont écrit un scénario faisant du vrai colonel Redl un personnage pour lequel ils ont inventé une biographie, un caractère, un comportement, allant dans le sens de la thématique chère au réalisateur. La comparaison avec *Méphisto* se renforce du fait que Klaus-Maria

Brandauer est l'interprète-vedette des deux films.

Or, « *Méphisto* » était un comédien qui voulait garder son identité et son succès de comédien même en pactisant avec les nazis. Redl, par contre, emploie, dès l'enfance, toute sa ruse, toute son énergie à se faire autre que ce qu'il est, à se forger une identité masquant ses origines et sa personnalité profonde. Fils d'un pauvre chef de gare de Galicie, il est admis, par la « bonté » de l'empereur François-Joseph, à une académie militaire où il se lie d'amitié avec le petit baron Christophe Kubinyi.

Le père d'Alfred Redl est un Ruthène, sa mère descend d'une famille hongroise. Les Kubinyi sont des aristocrates hongrois. Ainsi la Hongrie entre-elle dans la vie de ce gamin comme elle est alors, fière et soucieuse de garder son particularisme au sein de la mosaïque de peuples soumis que représente l'empire.

S'il est vrai que tout se joue au cours des années d'enfance, Istvan Szabo trace, en quelques séquences magistrales d'une chronique de jeunesse, le destin de Redl. Un geste d'un professeur de piano lui fait découvrir l'homosexualité. De l'amitié pour Christophe, il passe à un amour qui ne dure pas son nom. Et, pour être, socialement, à la hauteur de Christophe, il choisit de servir l'armée, la monarchie. Il renie sa famille, il ne va même pas à l'enterrement de son père. L'enfant-soldat grandit, monte vite en grade. Arrivisme ? Ambition ? Oui, si l'on veut. La narration d'Istvan Szabo prend ici, sur

une durée toujours romanesque, une limpidité « classique », mais il y a, en fait, une intense subtilité dans les faits que capte la mise en scène.

Lucide envers lui-même à de trop brefs moments, Alfred Redl, adulte, se camoufle derrière l'autre qu'il est devenu. Le physique séduisant et sensuel, le jeu extraordinaire de Klaus-Maria Brandauer (entièrement différent de *Méphisto*, oui, insistons), conviennent à cet homme toujours en train de se renier, terrifiant ou patétique. Ne pouvant être l'ami de Christophe, il couche, pour l'imiter - le posséder - avec des putains. Et il devient l'ami de sa sœur Katalin (Gudrun Landgrebe), qui n'est pas dupe.

Sans insister, ainsi que John Osborne, sur les aspects morbides de la micro-société homosexuelle, Szabo fait pourtant de la sexualité particulière de Redl un rouage déterminant de son attitude dans l'armée puis dans le service de renseignement. Le camouflage s'amplifie avec le rôle, le pouvoir militaire. Redl se trahit lui-même et tombe dans un piège tendu par le système - le prince héritier, l'archiduc François-Ferdinand, mais Sarajevo n'est pas loin. Ce système qu'il avait choisi de servir, afin de suivre à la trace, quitte à essayer de s'en venger, le baron hongrois auquel Jan Niklas prête une curieuse morgue n'exclut pas la sensibilité. Redl a des ennemis. On le dit juif, on le dit homosexuel ; il pare tous les coups, il refuse les juifs, il se marie, il se veut conformiste (et, là, on peut penser au roman de

Moravia). Sa chute sera, pourtant, inévitable.

Parce qu'elle est inscrite dans les règles d'un jeu où le masque est de rigueur - scène allégorique du bal où les invités portent des loupes jusqu'à minuit - avant le baisser de rideau final : la guerre de 1914. Passionnant par son sujet, le film l'est encore plus par son atmosphère de fin d'un monde. Là où Visconti aurait reconstitué une époque, avec son admirable souci du détail historique, Szabo emploie un réalisme visionnaire. Eclairages mordanés, blancheurs hivernales, couleurs noires et rouges, cosmopolitisme des garnisons (Fiume, Lemberg). Loin de Vienne, il fait surgir du temps, comme un cauchemar de décadence et d'oppression, le vieil empire disloqué, tout juste encore maintenu par des concessions aux nationalités qui peuvent être dangereuses - le discours politique de François-Ferdinand à Redl, annonçant son sacrifice. L'empire fait un bouc émissaire du petit paysan qui, au lieu de s'accepter pour ce qu'il était, s'est vendu à la monarchie.

A la partie d'échecs du suicide organisé - un moment génial, entre autres, de la mise en scène - succède le gouffre où s'engloutit à jamais, au prix de la vie de millions d'hommes, belais, la monstruosité qui rongait le cœur de l'Europe occidentale. La « marche de Radetzky » se transforme en marche funèbre. Il est bien que tout cela nous vienne d'un grand cinéaste hongrois.

JACQUES SICLIER.

\* Voir films nouveaux.

**SANDRA JAYAT**  
Présente l'exposition  
Manuel Aymé l'a découvert,  
Jean Cocteau l'a encouragé,  
Marc Chagall l'a illustré.  
Galerie Les Muses 1, rue Scribe Paris (7<sup>e</sup>)  
du 5 novembre au 8 décembre 1985

**HURRY UP!**  
Achetez vite  
L'ANGLAIS DE A à Z  
Le répertoire qui soit tout.  
HATIER

**Galerie TENDANCES**  
105, rue Quincaupole, 75003 Paris  
TEL : 42-78-61-79  
**ESTEVE**  
Aquarelles et Peintures  
Ouvert du lundi au samedi  
de 14 heures à 19 heures  
14 novembre - 18 janvier

**CENTRE CULTUREL SUISSE**  
DU 21 NOVEMBRE AU 29 DECEMBRE  
**ERNEST ANSERMET**  
vernissage jeudi 21 novembre 17 h  
Salle des Arbalétriers 38, rue des Francs-Bourgeois Paris 3<sup>e</sup> tel. 42 71 44 50

**MUSÉE MARMOTTAN**  
2, rue Louis-Boilly, PARIS (16<sup>e</sup>)  
**Andres de SANTA MARIA**  
(1860-1945)  
20 novembre 1985-15 janvier 1986  
10-18 heures, fermé le lundi

**LES SEMAINES DE LA MARIONNETTE A PARIS**  
Théâtre et formes annexes  
du 15 novembre - 1<sup>er</sup> décembre à l'ESPACE KIRON  
• PAIS INVITÉ : l'Inde, 5 Compagnies, 7 Compagnies Françaises  
• RENSEIGNEMENTS : ESPACE KIRON  
10 R de La Paquerette 75011 PARIS ☎ 45.73.50.25  
• AUX 3 F.N.A.C.

**LE VIEIL HOMME ET LA MER**  
d'après HEMINGWAY par le THEATRE DE LIBERTE  
mise en scène MEHMET ULUSOY  
au THEATRE DU LIERRE, 22, rue du Chevaleret (13<sup>e</sup>) ☎ 45 86 55 83

**GALERIE ARIEL**  
140 bd Haussmann, Paris 8<sup>e</sup>  
**doucet**

**EXPOSITION**  
**JOSE CLEMENTE OROZCO**  
CARICATURES  
15 novembre 1985-11 janvier 1986  
Centre culturel du Mexique  
28, boulevard Raspail, 75007 Paris  
Entrée libre - 45-49-16-26

**DU 18 NOVEMBRE AU 14 DECEMBRE 85**  
**EXPOSITION**  
**ALEJANDRO OBREGÓN**  
COLOMBIAS  
MAISON DE L'AMERIQUE LATINE  
217 80 ST-GERMAIN PARIS 7<sup>e</sup> - TEL. 42 22 97 60  
TOUS LES JOURS SAUF DIMANCHE  
DE 10 H A 19 H - ENTREE LIBRE

**KÉ VOÏ ?**

# «Mémoires

LE CINÉASTE DU BRÉSIL

Le cinéaste brésilien Nelson Pereira dos Santos suit l'histoire de son pays. « Mémoires de prison », c'est la découverte de la liberté.

Le 3 décembre prochain, à Bahia, avant de commencer le tournage de son nouveau film, *Bahia-de-Tous-les-Saints* d'après l'ouvrage de Jorge Amado (« J'ai lu le roman dans ma jeunesse... On peut toujours y revenir »), Nelson Pereira dos Santos invite tous ses amis à une gigantesque fête pour célébrer ses trente ans de cinéma. Trente années qui épousent le destin d'un cinéma brésilien continuellement traversé par la tourmente politique.

La première fois où nous l'apercevons en France, c'est au mois de mai 1956. Il arrive à Paris avec la copie de son premier film, *Rio, 40 degrés*, sous le bras, qu'il présente au Musée de l'Homme à l'occasion d'une rencontre de cinéastes. Il y a là Claude Autant-Lara, John Berry, Jean Rouch. La délégation tchèque l'invite à Karlovy-Vary. Au Brésil, c'est un immense succès : « J'ai bénéficié de l'interdiction par la censure l'année précédente. Le film libéré, le public s'est précipité pour le voir. J'ai été un bon client de la censure. J'espère ne plus l'être. » L'Europe découvre, comme l'écrit en 1960 Glauber Rocha, « un cousin german de Rossellini, de De Sica, de De Santis ».

Nelson et Glauber s'étaient connus très tôt, en 1955. Après la présentation du film au Ciné-

club de Bahia, Glauber prend solennellement la décision de faire du cinéma. « Pour lui, nous explique l'auteur de *Vidas Secas*, ce n'était pas une phrase en l'air. Il était doué pour tout. Il aurait pu aussi bien devenir écrivain, poète. Nous avons cheminé ensemble plusieurs années. J'ai monté son premier film, *Barravento*, en 1962. » Ajoutons que, aussi loin qu'on remonte dans le souvenir, Nelson Pereira dos Santos a toujours été à l'écoute des nouveaux talents de son pays. Il a toujours été en première ligne, depuis la tentative de créer un Hollywood brésilien à São-Paulo (l'aventure mort-née de la Vera-Cruz au début des années 50), jusqu'à *Mémoires de prison*, dont la sortie a coïncidé au Brésil avec le retour à la démocratie.

Le cinéaste a gagné beaucoup d'argent avec *Rio, 40 degrés*, qu'il investit aussitôt dans le travail d'un ami, Roberto Santos (le *Grand Moment*). Il perd tout. Il monte son film suivant, *Rio zone nord* (tourné en 1957, sorti en 1958), en coopérative : « J'ai écrit plusieurs fois le scénario. Je me suis senti plus à l'aise que dans mon premier film. Ze Kei, l'outreur de la musique, a travaillé au scénario. L'histoire du personnage incarné par Grande Otelo, c'est un peu la sienne. Il est très célèbre dans les écoles de samba. »

Rio zone nord sort à Paris une semaine après *Mémoires de prison*. Il doit être vu comme une œuvre de cinéaste, nouvelle vague avant la lettre, très libre, avec une scène merveilleuse comme celle où Grande Otelo invente une samba en tapan sur une boîte d'allumettes. Grande Otelo, qui joua dans le sketch brésilien d'Orson Welles sur le carnaval de Rio en 1942 - le film a été détruit par la RKO - est l'acteur le plus célèbre du Brésil, luitin noir dont les yeux, à soixante-dix ans, pétillent toujours de la même malice. Il sera l'un des interprètes de *Bahia-de-Tous-les-Saints*.

Pour la distribution en Europe et aux Etats-Unis, Nelson Pereira dos Santos a raccourci *Mémoires de prison* de quarante minutes. La version complète, trois heures et cinq minutes, a été vue là-bas par un million et demi de spectateurs. Nelson, adaptant le journal de prison de Graciliano Ramos, le vit comme de l'intérieur. On ne sait plus qui parle, de l'écrivain ou du cinéaste. Et il conclut : « J'aime la définition qu'a donnée de *Mémoires de prison* Florestano Fernandes, professeur à l'université de São-Paulo, disciple de Bastide et de Lévi-Strauss : le film et le livre nous montrent comment le passé de notre société est présent aujourd'hui. Les jeunes ont beaucoup aimé le film, ils y voient un homme qui choisit la liberté, qui garde son indépendance par rapport à toutes les forces de coercition : politique, religion, famille, potrons. »

L. M.

de p  
L'ÉC



En 1956, le Brésil, sous la dictature de Getulio Vargas, écrivain Graciliano Ramos, dans le journal de prison de Graciliano Ramos, le vit comme de l'intérieur. On ne sait plus qui parle, de l'écrivain ou du cinéaste. Et il conclut : « J'aime la définition qu'a donnée de *Mémoires de prison* Florestano Fernandes, professeur à l'université de São-Paulo, disciple de Bastide et de Lévi-Strauss : le film et le livre nous montrent comment le passé de notre société est présent aujourd'hui. Les jeunes ont beaucoup aimé le film, ils y voient un homme qui choisit la liberté, qui garde son indépendance par rapport à toutes les forces de coercition : politique, religion, famille, potrons. »



# «Tokyo-Ga»

WIM WENDERS SUR LES TRACES D'OZU

Le Japon d'aujourd'hui, la folie de la perfection, un héritage qui résiste à l'américanisation. Wim Wenders, sur ces images, raconte comment il est revenu aux sources, à Ozu, le vieux maître.

**T**OKYO-GA (Images de Tokyo), tourné juste avant Paris, Texas, en mars 1983, mais achevé seulement au printemps dernier, à la veille du Festival de Cannes, est peut-être le film le plus émouvant du Gadard allemand, des années 80. Celui où, enfin, il prend le cinéma à deux mains, joue cartes sur table sans rien cacher dans sa manche. La confession d'un enfant du siècle cinématographique, naïf et profond à la fois, simple et très complexe. L'histoire du septième art en 1985, de ce que pourrait être un cinéma moderne, s'y joue en toute franchise sans pour autant que la solution s'inscrive dans un ciel sans nuages.

An début de 1983 Wim Wenders reçoit donc carte blanche, et quelques moyens, assez modestes, pour tourner le film de son choix au Japon. Ils partent à deux : Ed Lachman tient la caméra 16 mm, Wenders prend le son, tout en intervertissant à l'occasion les rôles. Le tournage à Tokyo dure trois semaines, « est entièrement spontané, reposant », explique l'auteur de Paris, Texas. Je reviens dans cette ville avec la mémoire des films d'Ozu. Il est mort il y a vingt ans. Je constate le changement, combien la société, la ville, se sont transformées. L'américanisation, à peine entrevue chez Ozu, ou en lieu. Partout le néon, le Coca-Cola. On aurait pu dire ces choses avec un stylo, comme le journaliste qui fait une enquête. Moi, j'ai pris la caméra. Je ne prétends pas tourner un documentaire, je reste strictement subjectif ».

Le montage, c'est une autre affaire, car Wim Wenders a enchaîné immédiatement avec Paris, Texas. Il ne reprend la finition de Tokyo-Ga qu'une fois le film américain en boîte. Il a loué deux salles de montage à Berlin, il commence à travailler simultanément sur l'un et l'autre. Paris, Texas en 35 mm, Tokyo-Ga en 16 mm : « J'en deviens malade, je n'arrive pas à mener de front ce double travail de montage. Au bout de deux semaines, je renonce. Je ne m'occupe plus que de Paris, Texas. Ma monteuse de Tokyo-Ga devient la monteuse son sur Paris, Texas. Je reprendrai le film japonais seul, bien plus tard, après Cannes 1984 [où Paris, Texas remporte la Palme d'or]. Quatre semaines de travail à New-York, puis trois à Berlin. Le commentaire ne me satisfaisait pas. J'ai préféré écrire un texte, la mémoire de ce que j'avais vécu à Tokyo. Puis je l'ai lu devant les images, et alors mon montage a pris véritablement forme. L'image s'est ajustée, j'ai raccourci ici, allongé là, réintroduit des scènes déjà éliminées. »

La prise de son, ce fut pour lui un cauchemar. « Elle vous pose d'énormes exigences, remarquait-il. Vous êtes séparé du monde, vous pouvez presque fermer les yeux, le casque, sur votre tête, par où vous parvient le son, commande tout. Vous devez, tel un aveugle, vous concentrer sur la seule oreille. Je ne ferai jamais plus une telle expérience, vous vous sentez trop coupé de la réalité. Comme metteur en scène, il faut être l'œil. » De cette contradiction assumée avec douleur, de ce terrible sentiment de frustra-

tion chez celui qui incarne aujourd'hui le retour aux valeurs visuelles, naît le caractère unique de Tokyo-Ga.

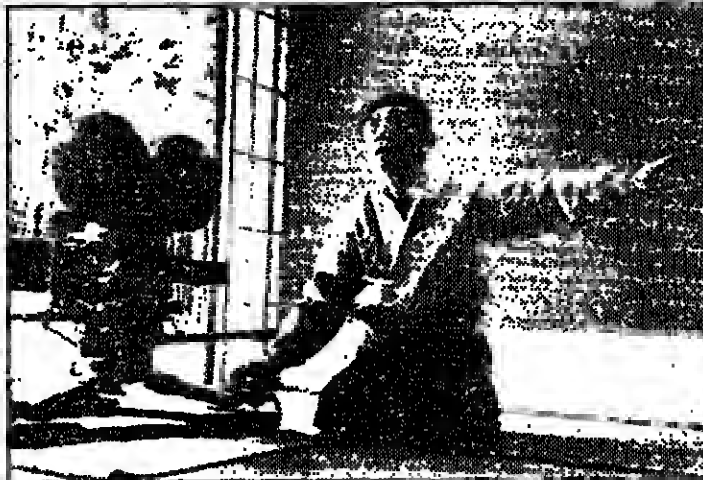
Car Tokyo-Ga, que Wenders dédie à sa famille et à son frère, est le plus beau témoignage qu'il ait jamais consacré sur un écran à l'amour du cinéma. Le cinéaste y revient à ses sources, à son admiration inconditionnelle pour Ozu, pour des œuvres comme Vagance à Tokyo. Un jour de pluie, il y a quatorze ans, à New-York, il entre dans une salle où l'on projette ce chef-d'œuvre : « J'en sors les larmes aux yeux. J'avais rêvé d'un cinéma idéal, je ne croyais pas que ça pouvait exister. Un cinéma où le regard et le rêve se mêlent étroitement, comme chez un peintre. J'ai vu aussitôt au Musée d'art moderne cinq autres films d'Ozu, chacun plus beau que le précédent. Ozu n'essaye pas de vous faire croire que vous avez la réalité devant vous. Les gens, les paysages, les objets, vous les regardez comme des tableaux, ils commencent à vivre. Comme un Vermeer, comme un Cézanne. »

Pour nous communiquer son enthousiasme, Wim Wenders parle à la première personne, à travers le commentaire très écrit, très serré, qu'il lit lui-même en français avec son léger accent allemand. Il achoppe, bien sûr, sur la difficulté de concilier la parole et l'image. Il dit comment, d'Ozu, il est venu au Japon de 1983, pour retourner au cinéma d'Ozu. Il décrit d'abord le pays aujourd'hui, cette folie du jeu, ce goût de la perfection, derrière lesquels se cache un héritage que l'américanisation accélérée n'arrive pas à effacer. Mais pas

question de tomber dans un anti-américanisme primaire. Prenons de l'Amérique, et surtout de l'Amérique découverte à travers son cinéma, le meilleur qu'elle peut offrir, tout comme Ozu a emprunté abondamment, à ses débuts, à Hollywood : « Mai aussi, j'ai appris à partir du cinéma américain. Maintenant, ça m'appartient. Eux, ils ont tellement perdu le goût de leur propre langage, le goût du cinéma de John Ford ! - John Ford toujours, John Ford qui est en train de redevenir la référence première. »

Enfin, Wim Wenders entre dans le vif de son sujet, et, magie de l'inspiration, il invente presque un autre cinéma, entièrement subjectif, très « parlé », et où, pourtant, l'image garde un rôle essentiel, mais dans une tout autre perspective que par le passé. Deux personnalités interviennent au début et à la fin du récit, toutes deux étroitement associées à la vie et à l'œuvre du maître : l'acteur Chishu Ryu, qui, dès le muet, apparaît chez Ozu et interprète avec lui une cinquantaine de rôles ; le cameraman Yuharu Aitsu, qui n'a vécu que par son travail, pour son travail avec le metteur en scène, pendant près de quarante ans. Il était d'un an le cadet d'Ozu, qui mourut en 1963, le jour de son soixantième anniversaire.

Au début de Tokyo-Ga, Wenders introduit Chishu Ryu à travers le discours indirect ; il rapporte, en termes chaleureux, très forts, le travail de Ryu, interprétant, très tôt, à peine plus âgé que ceux qui jouent ses enfants, des rôles de vieillard, de père. Nous voyons le début puis la fin de



Yuharu Aitsu et la caméra d'Ozu

Vagance à Tokyo. Wenders n'arrête pas son commentaire, les images de Chishu Ryu hier, jeune vieillard de cinéma, alternent avec celles de Ryu aujourd'hui, très connu à la télévision, alors qu'on a oublié ce qu'il fit avec Ozu.

La fin de Tokyo-Ga, bouleversante, est entièrement occupée par une longue rencontre avec l'opérateur Aitsu. Ici, comme en un éclair, tout devient limpide. « Le langage cinématographique d'Ozu », s'exclame Wim Wenders, « est la morale du cinéma, la morale des images. Le cinéma est toujours une arme imposée à quelque chose d'amorphe qui s'appelle la vie. » Et le collaborateur d'Ozu nous explique comment il travailla avec le metteur en scène, ce que signifiait cette façon de filmer à 1 mètre du sol, avec un objectif, toujours le même, qui, du début à la fin,

conférait aux images une réalité plastique, une « forme », constamment identiques.

Le miracle, c'est que pour dire ces choses Wenders invente une technique où, parole et image indissociables, nous sommes gagnés progressivement par la même émotion qui a envahi Yuharu Aitsu (et Wim Wenders derrière la caméra). La sortie de Tokyo-Ga, en 16 mm, dans une salle unique, est accompagnée de la reprise, sur d'excellentes copies, de cinq films d'Ozu, dont Vagance à Tokyo. Les jeunes et moins jeunes spectateurs devraient absolument voir cet ensemble, d'abord pour partager un plaisir unique, ensuite pour se demander, après Wenders, où va le cinéma. Tokyo-Ga nous prouve que rien n'est perdu.

LOUIS MARCORELLES.

\* Voir les films nouveaux.

Mémoire

## de prison»

L'ÉCRITURE CONTRE LES BARREAUX



Grande Ozeo

**E**N 1936, au Brésil, sous la dictature de Getulio Vargas, l'écrivain Graciliano Ramos, directeur de l'enseignement public à Maceio, dans l'État d'Alagoas, est arrêté pour ses idées libérales : pas de charges précises, pas de procès, l'arbitraire. Et la prison, ou plutôt les prisons, qui inspirent à Ramos un livre autobiographique, sorte de reportage sur l'univers carcéral traversé par lui.

En adaptant ce livre, Nelson Pereira dos Santos a soigneusement reconstitué des événements datant d'une cinquantaine d'années, mais cette expérience d'un homme bien défini, à un moment précis de l'histoire de son pays, si elle reste un témoignage sur et de Graciliano Ramos, a pris, dans le film, une résonance universelle et moderne. C'est ce qui en fait la grandeur. Une grandeur de l'esprit, éclose, sous nos yeux, aux épreuves d'une détention de plus en plus dure.

Au fond de l'enfer, quand tout semble perdu, irrémédiable,

l'espérance vient avec le regard éveillée à la réalité de la condition humaine. Prenant en charge le personnage de Graciliano Ramos, le comédien Carlos Vazza recommence, joue, merveilleusement, l'itinéraire d'une prise de conscience, d'une création, de laquelle naît la liberté intérieure, la victoire contre les prisons.

Ramos ou Vazza, cet homme, donc, bourgeois, intellectuel qui se sent enchaîné par sa femme, sa fonction, la société provinciale où il vit, qui ne se préoccupe que de ses manuscrits, met ses plus beaux vêtements pour attendre les policiers, et, à Recife d'abord, en garde à vue, à Rio-de-Janeiro ensuite, dans un grand pénitencier, garde, avec sa supériorité de prisonnier politique, une attitude individuelle. Il observe, il prend des notes, il se fait son nid au milieu de la promiscuité.

La prison de Rio ressemble à une caserne où les hommes, portés de cellules ouvertes, traitent, en petite tenue, une virilité

débrillée, inventent un radio-poulou pour les nouvelles de l'extérieur, sympathisent par groupes, forment un bloc idéologique sous les ricanements et les cocoricos d'un Portugais anarchiste, volontairement isolé dans ce sériel. A Rio, la violence n'est que foudroyée, le tragique naît de la par éclats des deux femmes arrachées à un dortoir de détenues pour être renvoyées en Allemagne nazie).

Ramos découvre avec irritation que sa femme Heloisa, dont l'amour lui est maintenant précieux, agit avec indépendance, aide les militants clandestins. Jusque-là, sous un régime pénitentiaire tout de même supportable, Ramos est conforté dans son idéalisme personnel. Au moment où il se croit libéré, il est déporté à la Colonie, baigne d'une île tropicale, mêlé aux voleurs, aux assassins, à la lie de la terre, avec, pour seule perspective, le mort.

Cette seconde partie du film, brutale, violente, marquée de réalisme sordide, est celle de la détresse et de la misère révélatrices. Ramos est maintenant un corps effaibli, les cheveux tondus, les autres, leur sort épouvantable, leur solidarité (on lui fournit du papier pour écrire, on veut « être dans son livre »), et la lutte du prisonnier pour sa survie par l'écriture devient une épreuve. Et l'écriture est la force qui doit faire tomber les barreaux pour tous les persécutés, tous les damnés. Telle est la beauté, la noblesse de ce film. Il parle à l'intelligence et au cœur.

J. S.

\* Voir les films nouveaux.

**LE THÉÂTRE LES DÉCHARGEURS**  
Présenté à partir du 1<sup>er</sup> oct. au 31 déc.  
**LES FILS DU SOLEIL**  
ou  
(le jour ou Rimbaud rencontre Verlaine)  
de  
**CHRISTOPHER HAMPTON**  
Mise en scène  
**VICKY MESSICA**  
TRADUCTION : L. ANDRIEU  
3, RUE DES DÉCHARGEURS  
M<sup>e</sup> HALLES - CHATELET  
Réservation : 42-36-00-02

**CONCOURS DE RECRUTEMENT**  
les 2, 3 et 5 janvier 1986.  
**ORCHESTRE NATIONAL DE LYON**  
**I CO-SUPER VIOLON SOLO**  
**I VIOLON SOLO CO-SOLISTE**  
**I ALTO DU RANG**  
Date limite d'inscription : 16 décembre 1985  
Pour tous renseignements et candidatures, s'adresser :  
Secrétariat de l'Orchestre National de Lyon, 101, rue de la République, 69001 LYON  
Tél. 78 10 15 51

**La Ville de CAEN**  
(117 000 habitants)  
**RECRUTE**  
sur concours  
le **DIRECTEUR**  
de son Ecole régionale  
des Beaux-Arts  
(1<sup>re</sup> catégorie).  
Date limite de candidature :  
**30 novembre 1985**  
Candidature à adresser  
à M. le Maire de CAEN,  
Hôtel de ville  
14027 CAEN CEDEX.

**THÉÂTRE DU SOLEIL**  
**L'HISTOIRE TERRIBLE**  
**MAIS INACHEVÉE**  
**DE NORODOM SIHANOUK**  
**ROI DU CAMBODGE**  
DE HÉLÈNE CIXOUS  
Les portes seront fermées dès le début du spectacle  
**CARTOUCHERIE 43-74-24-08**  
18/11/80

**LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE**  
**PARADISE LIDO**  
NOUVELLE REVUE  
20 h. Dîner dansant  
Champagne et Revue 440 F  
22 h et 0 h 15  
Champagne et Revue 300 F  
SERVICE COMPRIS  
116 Bd. CHAMPS-ÉLYSÉES - 75001 PARIS ET AGENCES

**EN RAISON DU SUCCÈS**  
**PROLONGATION**  
**JUSQU'AU 6 DÉCEMBRE**

**THÉÂTRE L'AQUARIUM**  
On ne dira jamais assez que les Heures blanches de Ferdinand Camon, adapté, mis en scène et joué par Didier Bezace est un succès. Un succès tout seul, aidé d'une Fiat 500 jouée à merveille un des plus beaux textes de ces dernières années. Fort, si fort qu'on en pleure, qu'on en rit aussi parce que Bezace a non seulement totalement compris Camon, mais il réinvente à chaque seconde l'humour et la fragilité. Ça dure moins longtemps que deux séances de psychanalyse et c'est du grand théâtre.  
**LIBÉRATION**  
Le comédien Didier Bezace joue cette aventure avec beaucoup d'esprit, dans un décor magique de Yannick Kokkon. Voilà un beau et fascinant spectacle, qui mérite de nous faire prendre, une nième fois, le chemin de la Cartoucherie.  
Le Monde  
**THÉÂTRE DE L'AQUARIUM**  
CARTOUCHERIE Tél. 43 74 99 61  
**Les heures blanches**















## CINEMA

46-01): *Scorpius*, 19 (42-41-77-99);  
Gammatos, 20 (46-36-10-96).  
**LE BAISER DE LA FEMME ARABE**  
(Rena, v.a.): Studio Cujas, 5 (42-36-10-96).  
**BIRDY (A. v.a.)**: *Quintessa*, 5 (46-33-79-38); *Marbound*, 8 (45-61-94-95).  
**LES BONS DÉBARRAS (Can.)**: *Union*  
Championnat, 1 (45-26-84-65); *Strophia*  
Championnat, 1 (46-70-43-96-97).  
**BRAZILI (Brit. v.a.)**: *Paranassiens*, 1  
(43-20-30-16).  
**BREAKFAST CLUB (A. v.a.)**:  
*Championnat*, 1 (45-62-41-46).  
**LA CHAÎTE ET LE SANG (A. v.a.)** (\*):  
Espace Gaîté, 14/ (47-27-95-94).  
**LE CHATIMENT DE LA PIERRE**  
MAGIQUE (Auz. v.a.): *Paranassiens*  
Championnat, 8 (45-62-45-76), - V.I.:  
Rev., 2/ (42-36-83-93); *Paranassiens*  
Opéra, 9 (47-42-56-36-11); *UGC* Gobelin,  
13 (47-43-36-31); *Paranassiens*  
Championnat, 14/ (43-35-36-31).  
**CHERONS (Fr. v.a.)**: *La Océde*, 19 (42-45-66-00).  
**COTTON CLUB (A. v.a.)**: *Cincoche*, 6  
(46-33-10-82); *Belle à l'Élme*, 17 (46-22-44-46).  
**DANCE WITH A STRANGER (Brit. v.a.)**:  
*UGC* Odéon, 6 (42-25-10-30).  
**DÉBARDEMENT VOTRE (A. v.a.)**:  
*Paranassiens*, 14/ (45-62-41-46).  
**ELSA, ELISA (Fr.)**: *Cincoche*, 6 (46-33-10-82); *Paranassiens*, 14/ (43-35-32-21).  
**EMMANUELLE IV (\*)**: *George-V*, 1  
(45-62-41-46).  
**EMPTY QUATER, UNE FEMME EN**  
**ARMÉE (Fr. v.a.)**: *St-Amand-des-Arts*, 6  
(43-26-48-18).  
**ESCALIER C.** (Fr.): *Cinches Saint-*  
*Germain*, 6 (46-33-10-82); *UGC* Marbound, 8 (45-61-94-95).  
**L'ÉVÉNEMENT DU PONT DE MALMAISON**  
(Fr.): *Républic*, 11 (48-05-51-33).  
**LA FORÊT D'ÉPERVAUX (A. v.a.)**:  
*Cincoche*, 2 (45-08-11-69).  
**GREYSTONE, LA LÉGENDE DE TAZZAR**  
**LA (Fr. v.a.)**: *St-Amand-des-Arts*, 6  
(v.a.); *Opéra Night*, 2/ (46-36-25-56).  
**HOLD UP (Fr.)**: *Beatrix*, 2 (47-42-60-33); *Paranassiens* Marivault, 2 (42-96-80-40); *Beateque*, 6 (42-22-57-97); *Paranassiens*, 14/ (45-62-41-46); *Amis*  
*Nautique*, 8 (34-59-19-08); *UGC* Normandie,  
8 (45-63-16-16); *Paris Club*, 10  
(47-70-21-71); *Fauvette*, 13 (43-31-36-31); *Paranassiens*, 14/ (43-35-32-21).  
**LA FEMME EN ARMÉE (Fr. v.a.)**:  
*Paranassiens*, 14/ (43-35-32-21).  
**L'HOMME AU VUE D'ART (Fr.)**: *Forum Odéon* Express, 1 (42-33-36-31); *Paranassiens*, 14/ (43-35-32-21);  
*Paranassiens* Odéon, 6 (45-23-39-83).

[illegible][illegible][illegible]

**21 nov. 17 h** **YERNISSAGE DE L'É**

**ANSMET ET L'ECO**  
Conférence de Philippe De

**20 h 30** **OUTILLEUX - OEBUSS**  
Recital Jean-François A.

**23 nov. 15 h** **ERNEST ANSMET**  
Oébal proposé par P.-A.  
Ramel, Stéphane Soldat,  
Jacques Rapin.

**17 h** **CNCRNT QUATROUS**  
**DEBUSSY, FRANZ SC**  
avec le Quatuor Six Mm  
(Lauréal 1985 du coecon)

**26 nov. 17 h** **ANSMET ET LES C**  
Tablo runde avec Jehu-  
Kachado, Boris Jukhevi-  
Pierre-Alain Tchéni.

**20 h 30** **RECITAL DE POÉSIE I**  
**EN PASSANT PAR ST**  
avec Richard Vachour,  
Mayumi Kameda, pianiste

**28 nov. 17 h** **ERNEST ANSMET**  
Conférence de Jean-Cla-

**20 h 30** **FRANK MARTIN - SC**  
Recital Nicolo Warchita

Visions de Femmes ; dim., mer.,  
 10 h. Bay.  
 L'HERMÈRE ; République-Cinéma, 11\* (48-  
 11-33), jeu., 15 h 10 : la Carrière de  
 femme ; dim., 15 h : le Femme de  
 l'extérieur ; mer., 16 h : le Gens de  
 chez ; jeu., 16 h 40 : la Marquise d'O-  
 fert, 14\* (45-21-41-01) ; dim., 10 h  
 30 : la Mariage ; mar., 15 h 40 : Percu-  
 le Galois ; ven., 12 h : Pauline à la  
 vitre ; dim., 12 h : les Nuits de la pitié.  
 LES VIEUX (v.o.), Action-le-Fayette, 9  
 (45-21-89) ; mer., 16 h : Les fem-  
 mes infuies ; jeu., mar. : Meurtre d'un  
 oukmarak chinois ; ven. : Love  
 makes a man, lun : Glorie.

**PIERRE HERMET**

SÉLECTION  
 FRANÇAISE  
 d.  
 PERRIN  
 (télé piano).

LA MUSIQUE ALLEMANDE  
 avec la participation de Pierre  
 Houdry, Jean Loubier et Jean-  
 Louis.

DE FRANK MARTIN, CLAUDE  
 BERT (QUARTETTSATZ)  
 de Lausanne  
 (concerts des quatuors d'Évian)

HENRI VAUDOIS  
 des Rapin, Pierre Brunel, Gilles  
 Jacques Chessor, Bertil Balland,

RAMUZ à CHESSEX  
 VINSKY et HONEGER  
 médien, Jean-Jacques Balet et

SICIEN ET PHILOSOPHE  
 figuret  
 BINE - RAVEL - BARTOK

## AUJOURD'HUI

AVENUE - XAVIER GUIN  
(DISTRIBUTION)

NATHALIE  
BAYE

JOHN  
SHEA

PRODUCTION  
RICHARD  
BERRY

Lune  
de  
Miel

UN FILM DE  
PATRICK JAMAIN

Une  
terrifiante  
histoire  
d'amour...

550 MINUTES

GAUMONT COUSÉE - ÉLYSÉES-LINCOLN - FORUM LES HALLES  
LES PARNASSIENS - STUDIO MÉDICIS  
STUDIO DE LA HARPE - LA PAGODE - OLYMPIC ENTREPOT

GAUMONT PRÉSENTE

CARLOS VEREZÁ

*Mémories  
de prison*

UN FILM DE NELSON PEREIRA DOS SANTOS

D'APRÈS L'ŒUVRE DE GRACILIANO RAMOS

PRÉSENTÉ PAR LES ÉLÉMENTS DE LA CULTURE ET DU CINÉMA

[illegible]

## ARTS ET SPECTACLES

... LE MONDE - Jeudi 21 novembre 1985 - Page 21

**CENTRE  
CULTUREL  
SUISSE**

**ERNEST  
ANSERMET**

**21 nov. 17 h** **VERNISSAGE DE L'EXPOSITION**

**22 nov. 17 h** **ANSERMET ET L'ÉCOLE FRANÇAISE**  
*Conférence de Philippe Diakel.*

**20 h 30** **OUTILLEUX - DEBUSSY - PERRIN**  
*Récital Jean-François Antonini piano.*

**23 nov. 15 h** **ERNEST ANSERMET ET LA MUSIQUE ALLEMANOE**  
Débat proposé par P.-A. Hüré avec la participation de Pierre Brunel, Stéphane Goldet, François Hudry, Jean Loubrier et Jean-Jacques Rabin.

**17 h** **CONCERT QUATUORS DE FRANK MARTIN, CLAUDE DEBUSSY, FRANZ SCHUBERT (QUARTETTSATZ)**  
avec le Quatuor Sine Nomine de Lausanne  
(Lauréat 1985 du concours international des quatuors d'Évian)

**26 nov. 17 h** **ANSERMET ET LES CAHIERS VAVOUIS**  
Tableau rondé avec Jean-Jacques Rabin, Pierre Bruzel, Gilles Cantagrel, Ooris Jakubiec, Jacques Chessox, Bertil Galland, Pierre-Alain Tächu.

**20 h 30** **RECITAL DE POÉSIE DE RAMUZ À CHESSEX**  
en passant par STRAVINSKY et HONEGGER  
avec Richard Vachoux, comédien, Jean-Jacques Balet et Mayumi Kameda, pianistes

**28 nov. 17 h** **ERNEST ANSERMET MUSICIEN ET PHILOSOPHE**  
*Conférence de Jean-Claude Pignat*

**20 h** **FRANK MARTIN - SCRIBABINE - RAVEL - BARTOK**  
*Récital Nicolo Wickihaldor piano*

**SALLE DES ARBALETRIERS 38 RUE DES FRANCS-BOURGEOIS PARIS 3<sup>e</sup>**

# VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... : ouvert jusqu'à... heures

## DINERS

RIVE DROITE		
<b>COPENHAGUE</b> 142, Champs-Élysées, 8 <sup>e</sup>	43-59-20-41 F. dim.	De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. hors-d'œuvre danois, MIGNON DE RENNE, CANARD SALÉ, FELLE DE SAUMON.
<b>RELAIS BELLIAM</b> 37, rue Trépassé-1 <sup>er</sup> , 8 <sup>e</sup>	47-23-54-32 F. sam., dim.	Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant et confortable. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. LES RAVIOLES DU ROYANS. Sole sans cornes. FILET À L'ESTRAGON. Gâteau du jour.
<b>L'ÉPI D'OR</b> 25, rue J.-J.-Rousseau, 1 <sup>er</sup>	42-36-38-12 F. dim.	Le vrai bistrot parisien qui sert ses plats régionaux jusqu'à 11 h du matin : jambonneau géant à la lyonnaise, charcuterie tournaise, lapereau à l'anglaise. P.M.R. : 120 F.
<b>CHEZ DIEP</b> 47-55-26-96 et 45-63-52-76 22, rue de Poitiers, 55, rue P.-Charron, 8 <sup>e</sup>		Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chic, vicieuse. Dans un nouveau décor. AIR CONDITIONNÉ.
<b>AU PETIT RICHE</b> 25, rue Le Peletier, 9 <sup>e</sup>	47-70-68-68, 47-70-86-50 F. dim.	Son restaurant met à 105 F. service compris. Vins de Loire. Décor 1880. Salons de 6 à 50 personnes. Déjeuners, dîners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.
<b>LA FICOTIÈRE</b> 17, rue Jean-Girardou, 16 <sup>e</sup>	47-23-66-65	UN RESTAURANT ÉTONNANT par sa formule, son prix, sa qualité. On repart jusqu'à 22 h 30. Fermé dimanche.
<b>PALAIS DU TROCADÉRO</b> 7, avenue d'Eylau, 16 <sup>e</sup>	47-27-05-02 Tous les jours	Gastronomie chicissime raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite par le patron. Service et livraisons à domicile. Place à transporter. Air conditionné.
<b>YVONNE</b> 13, rue Bassano, 16 <sup>e</sup>	47-20-98-15	VIETILLE CUISINE FRANÇAISE. Diverses spécialités. Carte, environ 200 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvrez dimanche. DINERS AUX CHANDELLES.
<b>LE BRASER</b> 161, rue de Rome, 17 <sup>e</sup>	47-63-07-94 F. week-end	Spécialités savoyardes. Fondus. Vins et alcools de Savoie. Vande cuite sur brazier. Ambiance montagnarde.
<b>LE CHALUT</b> 94, bd des Batignolles, 17 <sup>e</sup>	43-87-26-84 F. dim.	SPECIALITÉS POISSONS, FRUITS DE MER (huîtres à transporter). Loup grillé Bouillabaisse, Délice du chef LEO. Menu 150 F. Jusqu'à 22 h 30 (traps d'affaires).
<b>EL PICADOR</b> 80, bd des Batignolles, 17 <sup>e</sup>	43-87-28-87 F. lundi, mardi	Dî. dîner : 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zarzuela, penchus, bacalao, carajones, tarta. Environ 135 F. Formule à 79,80 F. s.m.c. avec spécialités.
<b>L'ORÉE DU BOIS</b> Porte Maillot, bois de Boulogne	47-47-92-50 T.L.J.	Restaurant, jardin, déjeuner : menu, carte gastronomique 170 et 210 F. s.m.c. Jendi, vendredi, samedi, dîners d'été. Orchestre Jean Sals. Jean Leclerc. Cuisine et Sel. L'YVETTE-BAREL. Semaines, banquet, réceptions de 10 à 200 personnes. Parties.

---

**CHEZ FRANÇOISE** 47-05-49-03  
Aérogare des Invalides, 7<sup>e</sup> F. dim. soir et lundi

**MENU PARLEMENTAIRE à 95 F s.e.c.**  
PARKING ASSURÉ DEVANT LE RESTAURANT

**ENVIRONS DE PARIS**

**CHATEAU DE LA CORNICHE** 30-93-21-24  
à Roissy-a. 13, route Bouffiers

Dans son panorama exceptionnel, Nouvelle salle à manger sur terrasse suspendue. Bar. Fumoir. Golfes. Salons des Impressionnistes, de MONET à RENDU, de Giverny à Roissy.

### SOUPE À L'APRÈS-MINUTTE

**CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES »**  
12, place Clichy - 48-74-49-64  
Accueil jusqu'à 2 h du matin  
GOUTEZ L'AIR DU LARGE TOUTE L'ANNÉE  
DANS CE RESTAURANT VOUE A TOUTES LES  
SPECIALITES DE LA MER. L'UNE DES  
MEILLEURES BOULANGERIES DE PARIS

**LES RESTAURANTS DE LA NUIT  
OUVERTS MÊME LE JOUR**

**AU PIED DE COCHON** 6, rue Coquillière - 42-36-11-75  
 • LE FAMEUX RESTAURANT DES HALLES.  
 Les menus sont d'une grandiosité  
 de la vie nocturne parisienne.  
 Huîtres et fruits de mer toute l'année.

**LE GRAND CAFÉ** 4, bd des Capucines - 47-42-75-77  
 • LE RESTAURANT DE LA MER DE L'OPÉRA.  
 La cuisine des poissons. La finer des œufs.  
 Magnifique bande d'huîtres.  
 Époustouffant d'écou-spectacle 1900.

**LA MAISON D'ALSACE** 39, Champs-Élysées - 43-59-44-24  
 • L'AMASSAGE GASTRONOMIQUE D'ALSACE.  
 Vous y dégusterez des fruits de mer  
 de toute première fraîcheur.  
 La brasserie du Tout-Paris.







## RADIO-TÉLÉVISION

## LE CARNET DU Monde

## A VOIR

## Silence, on meurt...

La nouvelle est tombée brutalement le 1<sup>er</sup> septembre 1983 : « Gabrielle Russier, la professeure condamnée pour détournement de mineurs, s'est suicidée par le gaz ». Pourtant, ce jour-là, personne ou presque n'en a parlé : ni le journal télévisé, ni la presse. Le silence fut assourdissant. Comme si le détournement tragique de ce mauvais roman avait laissé un arrière-goût de gêne, voire de honte.

Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson, dans leur émission « Histoire d'un jour », racontent cette exécution par le silence. Plus que cela, ils font revivre toute une époque — mai 1968 et 1969, année érotique —, comme chantée par Jérôme Bréchet, à travers des documents et des films.

L'histoire est banale. Une professeure de lettres d'un lycée de Marseille tombe amoureuse d'un de ses élèves. Christian a seize ans, Gabrielle en a le double ; lui, un grand gaillard barbu, est mûr

pour son âge ; elle, mère divorcée, est vulnérable. « Il était la force dans cette liaison, dira un collègue lors de l'émission, elle était la fragilité ». Les parents du garçon, malgré leur engagement à gauche, veulent récupérer leur fils et portent plainte pour détournement de mineurs. La lourde machine judiciaire est lancée et rien ne pourra l'arrêter.

Mise en détention préventive à deux reprises, puis condamnée, lors d'un procès à huis clos en juillet 1969, à un an de prison avec sursis, Gabrielle, victime de la hargne de l'Université, qui a fait pression sur la parquette pour qu'il interjette appel contre une éventuelle grâce présidentielle, est assaillie, brisée et se suicide le 1<sup>er</sup> septembre.

Un grand moment dans l'affaire : quand Georges Pompidou, répondant à une question sur le suicide lors d'une conférence de presse, cite Paul Eluard : « Moi,

mon remords, ce fut la victime raisonnable, au regard d'enfant perdu, celle qui ressemble aux morts qui sont morts pour être aimés ».

L'affaire rebondit. Articles de presse indignés, chansons engagées de Reggiani et d'Aznavour, expositions de peinture et, pour couronner le tout en 1971, le film de Cayatte *Mourir d'aimer*, qui a pulvérisé les records avec plus de cinq millions d'entrées.

Trop tard. La bouc émissaire n'est plus. Le débat en fin d'émulsion, autour du juge d'instruction Palenque — qui fait figure d'accusé —, montre bien comment, pour citer Alfred Kastler, « On peut tuer un être humain sans se servir de pierres ». Reste le terrible aveu du juge : « Est-ce que je recommencerais aujourd'hui ? »

ALAIN WOODROW.  
★ « Silence, Gabrielle est morte », jeudi 21 novembre, à 20 h 35, sur FR 3.

## Mercredi 20 novembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 *Feuilleton* : Colette. De C. Rémy, réal. G. Poitou-Weber. Avec M. Meril, C. Amouroux, J.-P. Basso... (2<sup>e</sup> épisode).  
21 h 35 *Magazine* : Contre-enquête. D'A. Hong.  
Des faits divers anciens revisités au présent.  
22 h 35 *Performances*. Magazine d'actualités culturelles de M. Carozze.  
Invité : Jean Guidoni (du Cirque d'hiver) ; regard sur le sculpteur Arman, sur la danse française, etc.  
22 h 55 *Journal*.  
23 h 10 *C'est à lire*.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 *Magazine* : L'heure de vérité. Le rendez-vous politique proposé par F.-H. de Virieu. Réal. J.-L. Leriche.  
Invité : M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.  
21 h 55 *Le dossier d'Alain Decaux* : la mort à Ekaterinbourg. Réal. P. Nivelle.  
Le 15 mars 1917, le tsar Nicolas II abdiquait en faveur de son frère, qui allait le lendemain renoncer à son tour à la couronne. La république se substitue à la lignée des empereurs, et la famille impériale connaît la captivité. On parle bientôt d'un massacre...  
22 h 15 *Histoires courtes*. « Récit », de N. Le Moal ; « Ballades », de C. Carlini.  
23 h 35 *Journal*.  
0 h *Bonsoir les clips*.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 *Variétés* : Les Totems du Bataillon. Emission proposée par J.-L. Foulquier.  
21 h 35 *Thalassa*. Magazine de la mer de G. Pernod. Sur les traces d'Armand de Rosnay.

22 h 20 *Journal*.  
22 h 50 *Métopol* : Saute ma puce. D'après l'œuvre de J. Varella, réal. P. Jamin, avec V. Lindon, S. Dumas, J.-F. Garraud.  
23 h 50 *Prélude à la nuit*.

## FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 15, La révolte des Haldons ; 17 h 15, A deux sur la trois ; 18 h 50, Le Panthère rose ; 19 h 15, Atom CIP ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste au pas trop voyant.

## CANAL PLUS

20 h 15, Football : Monaco-Nantes ; 22 h 35, Dollars, film de R. Brooks ; 0 h 35, La Chambre de l'évêque, film de Dino Ris ; 2 h 20, Superstars.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 *Antipodes*.  
Direct : 14 h, Vous habitez deux vos parents, film de M. Fernand ; 15 h 35, Mesures en direct, film de R. Brooks ; 17 h 45, C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, *Maître et valet*, de P. Baril ; 22 h 15, Le Piège, film de D. Schmoeller ; 23 h 40, Le Poing de la vengeance, film de Lo Wei ; 1 h 15, Hill Street Blues ; 2 h, Lambert Wilson.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 *Concert des lauréats du concours Long-Thilland* (donné le 19 novembre au Théâtre des Champs-Élysées) : l'Échelle de soie, ouverture de Rossini ; Suite pour six violons, de Pergolèse ; *David*, Concerto et concerto pour quatre violons, de Vivaldi ; *Danse macabre* pour deux pianos, de Saint-Saëns ; *Bourrée fantasque* pour deux pianos, de Chabrier ; *Valse pour deux pianos*, de Ravel ; la *Thibodeau*, valse pour six violons, quatre pianos (série pellet) et orchestre, de Aubin, par l'ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller, et les lauréats du concours.  
22 h 30 *Les soirées de France-Musique* : feuilleton « Brésil 85 » ; à 23 h 5 *Jazz-club* (en direct du Petit-Opéra).

## Jeudi 21 novembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h 45, *ANTIOPE*.  
11 h 15 *La Une chez vous*.  
11 h 30 *Les jours heureux*.  
12 h 2 *Tournez... manège*.  
13 h *Journal*.  
13 h 50 *Série* : Le temps des as.  
14 h 45 *Documentaire* : les animaux du monde.  
15 h 15 *Quarté en direct* de Vincennes.  
15 h 30 *A cœur ou à raison*.  
17 h 10 *La maison de TF 1*.  
17 h 30 *La chance aux chansons*.  
18 h *Salut les petits loups*.  
18 h 30 *Mini-journal pour les jeunes*.  
18 h 45 *Série* : Santa Barbara.  
19 h 15 *Jeu* : Anagramme.  
19 h 40 *Cocoricocoboy*.  
20 h *Journal*.  
20 h 35 *Série* : Colombo.  
« Elit d'espion », d'H. Hart, avec P. Falk, G. Hamilton, L. Warren... (rediff.).  
Le docteur Marcus Collier compte parmi ses clients la riche Nadia Donner... dans il tombe bientôt amoureux.  
22 h *Les joies de l'information* : information.  
Magazine d'A. Denvers, R. Fie, M. Albart, J. Decourcy et L. Laine.  
Du côté de Kaboul (reportage de P. Livigne et T. Boscol, en Afghanistan, une enquête sur la présence militaire soviétique, la « révolution officielle » ; la PNE des casse-dons (reportage de Th. Nolin et T. David sur les casse-dons, deux hommes qui se sont associés pour sauter sur les explosifs, se jeter dans les brasiers).  
23 h 5 *Journal*.  
23 h 20 *C'est à lire*.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

6 h 45 *Télématin*.  
10 h 30 *ANTIOPE*.  
11 h 30 *Les rendez-vous d'Antenne 2*.  
11 h 35 *La télévision des téléspectateurs*.  
12 h 10 *Jeu* : l'académie des neuf.  
12 h 45 *Journal*.  
13 h 35 *Feuilleton* : Rancune tenace.  
14 h *Aujourd'hui la vie*.  
14 h *Série* : Hôtel.  
15 h 50 *C'est encore mieux l'après-midi*.  
17 h 30 *Récré A2*.  
18 h 30 *C'est la vie*.  
18 h 50 *Jeu* : Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 *Émissions régionales*.  
19 h 35 *Expression directe*.  
20 h *Journal*.  
20 h 30 *D'accord, pas d'accord (INC)*.  
20 h 35 *Cinéma* : Un étrange voyage. Film français d'A. Cavalier (1980), avec J. Rochefort, D. de Casabianca, A. Bonnard, D. Besnardeau.  
Film poétique et tendre sur la découverte des liens affectifs père-fille.  
22 h 15 *Acteurs*. Présenté par P.H. de Vison et G. Morin. Investir dans la pierre : coup de pouce à Gérard Leloux de la Socomaty ; trois records sociaux originaux... Le magazine pratique de l'économie, des actions.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h *Télévision régionale*.  
18 h 55 *Dessin animé* : les Entrecœurs.  
20 h 5 *Les jeux*.  
20 h 35 *Histoire d'un jour* : 1<sup>er</sup> septembre 1969, silence Gabrielle est morte.  
Emission de P. Alfonsi et M. Dugowson, réal. D. Kent. (Ligne-écrite article).  
22 h 10 *Journal*.  
22 h 35 *Blot-Notes* : François Mauriac.  
22 h 45 *Mélimélie*.  
Le magazine du vin.  
23 h 15 *Prélude à la nuit*.

## CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Cabou Cadix ; 7 h 40, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 8 h 5, R. Carnot ; 8 h 30, Film en voyez, film de G. Lacteur ; 10 h 10, Une ravissante idiote, film de E. Molinaro ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Magazine ; Direct : 14 h, Vous habitez deux vos parents, film de M. Fernand ; 15 h 35, Mesures en direct, film de R. Brooks ; 17 h 45, C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, *Maître et valet*, de P. Baril ; 22 h 15, Le Piège, film de D. Schmoeller ; 23 h 40, Le Poing de la vengeance, film de Lo Wei ; 1 h 15, Hill Street Blues ; 2 h, Lambert Wilson.

## FRANCE-CULTURE

Classement. — 1. Paris-SG (19 matches), 33 pts ; 2. Bordeaux, 29 ; 3. Nantes (19 matches), 26 ; 4. Lens, 23 ; 5. Metz, Nancy, Laval, Monaco (19 matches) et Auxerre, 21 ; 10. Toulouse et Nice, 20 ; 12. Rennes, 17 ; 13. Toulon, Marseille, Le Havre et Brest, 16 ; 17. Lille (19 matches), Sochaux et Bastia, 15 ; 20. Strasbourg, 14.  
● RECTIFICATIF. — Un laps nous a fait écrire (le Monde du 20 novembre) que la décision de ne plus faire appel au rugby pour les grilles du Loto sportif avait suscité le désappointement de M. Fernand Sastre, président de la Fédération française de rugby. Il s'agissait bien sûr de M. Albert Terrasse, M. Fernand Sastre est l'ancien président de la Fédération de football.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 10, Le temps de jazz : le blues urbain ; 12 h 30, Les provinciales : Radio-France Côte d'Azur, concert, œuvres de Schütz, Bibe, Buxtehude, Telemann, J. S. Bach ; 14 h 2, Répères contemporains : Ernest Bour, œuvres de Stockhausen, Liget ; 15 h, Les sept-musiciens de France-Musique : Florilège de la RAI, œuvres de Mozart, Veretti, Martinu, Petras, Dallapiccola, Malipiero, Ghedini, Casella ; 18 h 2, Côté jardin : magazine de l'opéra ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : le bloc-notes ; 19 h 10, Romance, magazine de la guitare ; 20 h 4, Soirées de Scharif, par Scott Ross ; 20 h 20, Avant-concert.  
20 h 30 *Concert* (en direct de l'église Saint-Louis des Invalides) : les *Béatitudes*, de Franck, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. A. Jordan, chef des chœurs, J. Jouineau, chef de chœur, M. Pabon, sol. L. Leboun, J. Berbié, N. Stutzmann, P. Joffe, D. Rendal.  
23 h *Les soirées de France-Musique* : La musique ac Parnasse ; à 0 h, Allemagne années 80.

## Décès

— Les docteurs Michel et Michèle Aussanaine, ses enfants, Patrick, Karine et Yannick Aussanaine, ses petits-enfants.

M<sup>me</sup> Marie-Germaine Teissier, sa sœur, Le général Jean Robert. Le docteur et M<sup>me</sup> Victor Deprez, ses belle-sœur et beaux-frères, Les familles Teissier, Robert, Duval, Deprez, Gagneur, et la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marcel AUSSANNAIRE, née Jeanne Teissier,

survécu le 18 novembre 1985, munie des sacrements de l'Eglise. Les obsèques auront lieu le vendredi 22 novembre, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-des-Sablons, à Aigues-Mortes (Gard). Cet avis tient lieu de faire-part.

29, avenue Joffre, 77590 Bois-le-Roi.

— Le professeur Philippe Taquet, directeur du Muséum national d'histoire naturelle. L'assemblée des professeurs, Le directeur du zoo de Vincennes, La direction et les personnels du parc zoologique de Clères (Seine-Maritime). L'ensemble des personnels de Muséum et des parcs zoologiques.

ont le regret de faire part du décès, le 5 novembre 1985, à Los Angeles (Californie), de

M. Jean DELACOUR, associé du Muséum national d'histoire naturelle (Paris), associé de l'American Museum (New-York), associé de la Sussman Institution (Washington DC), membre de l'Académie de Rouen, fondateur du parc zoologique de Clères (Seine-Maritime), directeur honoraire du Los Angeles County Museum, ancien combattant de la guerre 1914-1918, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre de la Couronne d'Italie.

Une messe sera célébrée à la mémoire de Jean Delacour le samedi 30 novembre, à 15 heures, en l'église paroissiale de Clères (78). Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Jacques Deransart, née Eveline Boigderer, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

pasteur Jacques DERANSART, survenu le 15 novembre 1985, à l'âge de soixante-quinze ans.

Le service religieux a été célébré en l'église d'Osse-en-Arpe, le 17 novembre. Quand vous priez, dites : « Père... » (Luc XI-2).

## SPORTS

## FOOTBALL

## Championnat de France

## PARIS-SG

## ATTEND LE VERDICT

Une panne d'électricité a interrompu à la 85<sup>e</sup> minute le match Lille-Paris-SG, disputé mardi 19 novembre pour le compte de la vingtième journée du championnat de France. Les deux équipes devront attendre le verdict de la commission sportive de la Ligue nationale, jeudi 21 novembre, pour savoir si elles devront rejouer ou si le résultat nul (1-1) sera entériné.

## LES RÉSULTATS

\*Lille et Paris-SG (interrompu) ... 1-1  
\*Bordeaux h Brest ... 4-0  
\*Lens h Bastia ... 1-0  
\*Le Havre h Nancy ... 2-0  
\*Marseille h Auxerre ... 2-1  
\*Laval h Nice ... 2-1  
\*Metz h Rennes ... 4-1  
\*Toulouse h Sochaux ... 3-0  
\*Strasbourg et Toulon ... 1-1  
\*Monaco-Nantes (joué le 20 novembre).

Classement. — 1. Paris-SG (19 matches), 33 pts ; 2. Bordeaux, 29 ; 3. Nantes (19 matches), 26 ; 4. Lens, 23 ; 5. Metz, Nancy, Laval, Monaco (19 matches) et Auxerre, 21 ; 10. Toulouse et Nice, 20 ; 12. Rennes, 17 ; 13. Toulon, Marseille, Le Havre et Brest, 16 ; 17. Lille (19 matches), Sochaux et Bastia, 15 ; 20. Strasbourg, 14.

● RECTIFICATIF. — Un laps nous a fait écrire (le Monde du 20 novembre) que la décision de ne plus faire appel au rugby pour les grilles du Loto sportif avait suscité le désappointement de M. Fernand Sastre, président de la Fédération française de rugby. Il s'agissait bien sûr de M. Albert Terrasse, M. Fernand Sastre est l'ancien président de la Fédération de football.

## LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Que s'est-il passé le 14 juillet 1789 à 5 heures du matin ? Réponse dans

## "LA RÉVOLUTION FRANÇAISE"

HATIER

— Renée GAUDIN, (1909-1985),

est décédée le 9 novembre. Que tous ceux qui l'ont connue et aimée lui accordent un souvenir dans leurs pensées.

— M<sup>me</sup> Georges Genet, son épouse, Christiane et Bernard Menasse, Jean-Noël et Mario-Claude Genet-Morice, ses enfants, Frédéric, Anne-Sophie, Laurence Menasse, Raphaël Genet, ses petits-enfants, Tous ses parents et amis, annoncent, avec une grande tristesse, que

## M. Georges GENET

est décédé, entouré de l'affection de tous les siens, à son domicile, le 16 novembre 1985, jour de son quatre-vingt-deuxième anniversaire. La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 21 novembre, en l'église de la Sainte-Trinité, à Paris-9, et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, se Perreux-sur-Marne. Son sourire, son courage, sa bonté rejoindront le souvenir de sa première épouse,

M<sup>me</sup> L. GENET,

mère de Christiane et de Jean-Noël, décédée le 4 décembre 1958.

19, rue de Donai, 75009 Paris, 10, rue de Maubeuge, 75009 Paris.

— Les familles Joussemet et Hardy, M. et M<sup>me</sup> Raymond Pignatoli et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de

## M. Pierre JOUSSEMET,

le 16 novembre 1985. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 22 novembre 1985, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, 75016 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière des Batignolles.

51, rue de l'Assomption, 22, avenue Faidherbe, 91440 Bures-sur-Yvette.

— M<sup>me</sup> Roberto Laperche, M<sup>me</sup> Lucia de Simone, M. Juan de Simone, M. et M<sup>me</sup> José de Simone, M<sup>me</sup> Sœur Peloussof, Dayvy Wolkenberger, Sara Cordovero, Rosa Michu, Renée Peloussof, Chichil, Lila, Haydée, Daysy Cordovero, Coloma Roza, Silvia Barzilai, MM. Mario Roza, Is Menasse, Rafael Baruch, Et M<sup>me</sup> Frédérique Pesquies, Annie Jous, Helle Tavridakis, Matuca Levy, Alicia Martinez, Jacqueline Acciotti,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> veuve Henri LAPERCHE, née Esther (Ella) Cordovero,

leur mère, belle-mère, tante, grand-tante, cousine, concubine et amie, survenue le 18 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-quatrième année. La levée du corps et le départ de corps auront lieu le jeudi 21 novembre, à 13 h 45, au funérarium de Suresnes-Nanterre.

Les obsèques seront célébrées en cimetière israélite de Fontainebleau, dans la sépulture de famille, à 15 h 30.

42, chemin des Cadrès, 92000 Nanterre.

— La direction et le personnel de France-Tourisme

ont la douleur de faire part de décès de

M<sup>me</sup> Esther (Ella) LAPERCHE, née Cordovero, actionnaire de la société,

survenue le 18 novembre 1985, à Paris. La levée du corps aura lieu le jeudi 21 novembre, à 13 h 45, au funérarium de Suresnes-Nanterre.

42, chemin des Cadrès, 92000 Nanterre.

— M<sup>me</sup> Michel Rabechault, son épouse, Alain et Didier, ses fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel RABECHAULT, adjoint au chef de service informatique parisien de la centrale des ponts et chaussées,

survenu le 17 novembre 1985, à Créteil (94), à l'âge de cinquante et un ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 22 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-Agnès d'Alfort (rue de Nordling, à Maisons-Alfort (94), sa paroisse, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux.

7, rue du Général-de-Larnat, 94000 Créteil.

— M<sup>me</sup> R. Rigolot, née Xiberras, M. et M<sup>me</sup> Barret, née Rigolot, Marie-France et leurs enfants, font part aux parents, amis et connaissances, du décès de

M. Georges-Yvan RIGOLLOT,

survenu le 11 novembre 1985, à Marseille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Alexis SIVIRINE, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alexis SIVIRINE, lieutenant-colonel de réserve, engagé volontaire 1<sup>er</sup> DFL-1<sup>er</sup> RA, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, président du Cercle des amis du Musée de la marine de Marseille, membre fondateur de la Couteau Society.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 17 novembre 1985, à Montbrun-les-Bains (Drôme).

117, boulevard Charles-Livon, 13007 Marseille.

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M<sup>me</sup> André THIMEL, née Madeleine Leclercq,

décédée, munie des sacrements de l'Eglise, le 18 novembre 1985, à Paris, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 22 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, à Paris-16<sup>e</sup>, et l'inhumation dans l'intimité familiale, au cimetière de Montparnasse.

De la part de M. et M<sup>me</sup> Rémi Soubeignou, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Couly et leur fille, M. et M<sup>me</sup> Jacques Thimel et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Boyer, leurs enfants et petits-fils, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Ni fleurs ni couronnes.

3, boulevard Delessert, 75016 Paris.

— M<sup>me</sup> Robert Ziller, son épouse, M<sup>me</sup> Michèle Ziller, sa fille, M. Serge Louric, son petit-fils, M. et M<sup>me</sup> Bernard Ziller, ses neveu et nièce, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Robert ZILLER,

survenu le 13 novembre 1985. Les obsèques auront lieu le vendredi 22 novembre, à 14 heures, au cimetière de Montparnasse.

Réunion : entrée rue Emile-Richard, 30<sup>e</sup> division. Cet avis tient lieu de faire-part.

## Anniversaires

— Pour le neuvième anniversaire de la disparition de

Jacques LE FOYER, ingénieur ECP, une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

## Services religieux

— Eglise Notre-Dame du Liban, messe pour le Liban.

A l'occasion de la béatification de sœur Rafia, moniale libanaise, le dimanche 17 novembre 1985, un triduum sera célébré à l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, à Paris-5<sup>e</sup>, de jeudi 21 au samedi 23 novembre. Il sera clôturé par une messe solennelle le dimanche 24 novembre, à 11 heures. Cette messe sera à l'intention de Liban, à l'occasion de la fête nationale du 22 novembre.

— Un service religieux sera célébré à la mémoire de

Michel WASSERBERGER,

le jeudi 21 novembre 1985, au 9, rue Veauvillain, à 7 h 15.

## Communications diverses

— L'Institut national agronomique organise le mercredi 20 novembre, à 17 h 30, 16, rue Claude-Bernard, une conférence sur le thème : « L'endettement des pays en voie de développement : les solutions proposées à Séoul et les conséquences pour le reste du monde », par M. Jean Deflasière, PDG du Crédit lyonnais.

## Soutenances de thèses

## DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-I, jeudi 21 novembre, à 10 h 30, salle C 22 04, centre Pierre-Mendès-France, M. Salaheddine Elmanouzi : « La filière viande rouge au Maroc ».

DOCTORAT DU III<sup>e</sup> CYCLE

Le journaliste irakien Behnam Koryo a soutenu en Sorbonne (Paris-IV) un doctorat du III<sup>e</sup> cycle : Etude critique du *Traité contre les juifs*



مكتبة من الأصل

# Le Monde EDUCATION

## LA RÉFORME DES LYCÉES

### L'envolée des bacheliers

**D**OUBLER en quinze ans le nombre des bacheliers ! Mener 80 % des jeunes au niveau bac ! Il y a des chiffres qui font mouche. Et le gouvernement compte bien sur eux pour frapper les esprits. Il a entrepris en effet de mobiliser les Français sur cette grande cause nationale : améliorer la formation pour affronter la guerre économique.

La fonction première de ces chiffres mirobolants est donc leur valeur d'entraînement. Ils montrent l'horizon. Mais cela n'empêche pas qu'on s'interroge sur leur portée exacte. Quel rythme de croissance, quel effort financier représentent-ils ?

● **DEUX MILLIONS DE LYCÉENS.** - Il y a actuellement 1,2 million de lycéens. Ce nombre doit être porté à 2 millions en l'an 2000. Cette évolution doit être aidée par la création de nouvelles sections de baccalauréats professionnels. Le ministère souhaite en effet que la répartition actuelle entre l'enseignement général (60 % des élèves) et l'enseignement technique (40 %) se rééquilibre au profit de ce dernier pour aboutir à la ventilation suivante : un million d'élèves (50 %) dans l'enseignement général,

**Doubler le nombre des bacheliers !  
80 % des jeunes au niveau bac !  
Cela est-il possible ? Et à quel prix ?**

fait de l'explosion démographique de l'après-guerre et de la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans. Elle avait été accompagnée par l'apparition des baccalauréats de techniciens. La création, cette année, des baccalauréats professionnels aidera-t-elle à opérer le bond espéré ? Le ministère y compte, puisque ceux-ci doivent présenter 10 % environ des bacheliers en l'an 2000.

Rappelons aussi que la progression des années 60 a entraîné la disparition de la première partie (en 1965), l'examen étant devenu trop lourd à organiser. Il est probable que celui-ci devra à nouveau être allégé et simplifié pour résister à cette nouvelle poussée.

● **40 000 ÉLÈVES DE PLUS EN SECONDE CHAQUE ANNÉE.** - Pour augmenter le nombre de lycéens, il faut commencer par « renforcer la pompe », c'est-à-dire le nombre

meot. Dans ce cas, le projet gouvernemental ne ferait qu'accompagner un mouvement spontané de scolarisation - comme cela était le cas lorsqu'avait été décidée la prolongation de la scolarité obligatoire de quatorze à seize ans en 1959.

L'analyse des taux de passage en seconde dans les quinze dernières années conduit toutefois à une certaine circonspection ; on constate en effet que ceux-ci suivent des évolutions cycliques. Le chiffre élevé (54 %) observé en 1985 s'était déjà rencontré dans le passé, sans correspondre pour autant à une montée continue. Comment peut-on renverser la vapeur et faire en sorte que la poussée actuelle se maintienne ?

Plusieurs facteurs interviennent, sur lesquels il est plus ou moins aisé d'intervenir :

- Les désirs des familles et des élèves. La crise joue en faveur

des professeurs de collège est en partie dictée par l'idée qu'ils se font des possibilités de leurs élèves et des difficultés qui les attendent dans le second cycle.

- Le niveau des élèves. C'est là évidemment un facteur décisif. Une quantité importante d'élèves (100 000 environ par an) arrivent à seize ans dans une situation d'échec à peu près complète. Il n'est pas question pour eux de poursuivre des études. Tant que le taux d'échec demeurera aussi élevé, il sera impossible d'augmenter sensiblement le nombre de lycéens.

Le ministère compte sur la réforme des programmes des collèges pour réduire cette déperdition. Cela suffira-t-il ? Il faudra en tout cas un certain temps pour en mesurer les effets.

● **4 000 PROFESSEURS SUPPLÉMENTAIRES PAR AN.** - Accueillir 800 000 élèves supplémentaires en quinze ans, cela demande 60 000 professeurs de plus, soit 4 000 par an. L'augmentation des effectifs étant progressive, le recrutement de nouveaux professeurs devra l'être également : + 3 000 jusqu'en 1990, + 4 500 dans la deuxième période.

3 000 professeurs (ou l'équivalent, en heures supplémentaires), c'est précisément ce qui a été obtenu en 1985. Le mouvement a donc été bien amorcé. Malheureusement, les difficultés commencent déjà à se faire sentir pour 1986, où le ministère ne peut compter pour le moment que sur 1 800 emplois supplémentaires. Un effort sera donc indispensable. Pourra-t-on maintenir - et même accélérer - ce rythme pendant les quinze années à venir ? C'est évidemment toute la question. Les futurs gouvernements - quelle que soit leur couleur politique - vont hériter là d'une charge particulièrement lourde.

Encore le chiffre de 4 000 emplois supplémentaires correspond-il au strict maintien du taux d'encadrement actuel - lequel s'est alourdi ces dernières années. Toute politique tendant à diversifier davantage les enseignements - par la généralisation par exemple du système des options en seconde, expérimenté à la rentrée prochaine, ou à accroître le travail en groupes à effectifs réduits pour tenir compte du niveau plus faible des élèves se traduirait par la nécessité d'augmenter encore le recrutement des professeurs. Cela est-il possible en période de rigueur ? Qu'en pensera l'opposition - qui fait campagne sur la réduction du nombre de fonctionnaires - si elle revient au pouvoir en 1986 ? Il faudra en tout cas aux futurs gouvernements une bien forte conviction pour maintenir un cap aussi mené.

● **400 LYCÉES A CONSTRUIRE.** - La réforme va faire marcher l'industrie du bâtiment. C'est en effet plus de quatre cents lycées qu'il va falloir construire pour accueillir les nouveaux élèves, soit environ quinze par an jusqu'en 1990 - ce qui est sensiblement supérieur au rythme actuel des constructions - et près d'une quarantaine les années suivantes.

Ce calcul tient compte du fait qu'un certain nombre de places devraient être récupérées dans les lycées professionnels, qui auront moins d'élèves du fait de la diminution des préparations aux CAP et aux BEP.

La construction des lycées est désormais à la charge des régions. Ce sera à elles de mener à bien cette politique de développement à partir des dotations qui leur seront données par l'Etat. L'effort qu'elles auront à fournir sera fort inégal, l'équipement pouvant varier du simple au double selon les académies. En auront-elles les moyens ? Le ministère compte sur la pression des usagers pour inciter les nouvelles institutions régionales à faire de l'éducation l'une de leurs priorités. Une chose est claire, c'est sur le terrain que se jouera la bataille pour les deux millions de lycéens.

FREDERIC GAUSSEN.

### Les collégiens votent Chevènement

**Pour les élèves de 3<sup>e</sup> 1 du collège Roland-Dorgelès, la réforme, c'est « plutôt bien ».**  
**A condition que les profs soient plus jeunes et pas trop libéraux...**

**S**'il est une certitude que les élèves de la 3<sup>e</sup> 1 du collège Roland-Dorgelès (Paris 18<sup>e</sup>) ont acquise, c'est bien celle-ci : le « niveau », on l'a ou on ne l'a pas. Autrement dit, ils distinguent sans hésitation les « bons » - ceux qui, comme la plupart d'entre eux, caracolent, sans difficulté majeure jusqu'aux études supérieures - et... les autres, qui risquent en fin d'année de tomber dans une trappe béante : l'orientation, c'est-à-dire le LEP. Sur le principe, l'obstination du ministre à doubler en quinze ans le nombre des élèves atteignant le niveau du bac ne les gêne pas, eux qui seront les premiers à essayer les pilates de la réforme des lycées, car, « donner des chances à tous, c'est plutôt bien ». Mais, franchement, ils n'arrivent pas à y croire.

Ceux qui n'ont pas le niveau aujourd'hui ne l'auront pas plus en l'an 2000 », prévient Jean-Christophe, qui croit surtout que le « bac pour tous » ne soit un diplôme au rabais. Les meilleurs élèves en mathématiques partagent cette opinion, mais consentent à s'insurger contre la sélection par les seules matières scientifiques. « On peut réussir sans les maths », assurent-ils. Des propos qui vont droit au cœur de plusieurs filles, dont les préférences vont aux matières littéraires.

Dans cette classe de troisième, les plus grosses têtes du collège ont été réunies sous prétexte d'une option commune : le latin. Mais la menace mathématique plane déjà directement. « A cause des maths, je ne me sens pas arriver au bac », avoue Caroline, qui espère que la réforme Chevènement lui donnera une chance supplémentaire. Plus entreprenante, Nathalie, qui s'imagine « juge ou archéologue », vise un bac de français, pas tellement par goût mais parce qu'elle aussi se juge « nulle en maths ». Choisir une fois pour toutes sa voie dès

après la classe de seconde ne semble pas effrayer les collégiens. Les meilleurs demanderaient même que l'option se prenne plus tôt. « La seconde indifférenciée, ça fait perdre du temps à tout le monde, remarque Christine. Ceux qui traînent en maths freinent les bons, et c'est la même chose en français ».

Pour l'heure, leur angoisse se focalise précisément sur la classe de seconde dite « de détermination », où, leur répètent les professeurs, ils devront changer de méthodes et de rythme s'ils veulent « suivre » le programme unique. Le bac est encore à quelques années-lumière, mais il faut déjà s'y préparer, ils applaudissent donc à la réauration en 1986 du « brevet des collèges », un premier examen qui leur permettra de se faire le chemin. Trois épreuves « en blanc » sont déjà programmées au cours de l'année scolaire.

Jugés « utopiques », les projets ministériels réveillent pourtant quelques revendications bien concrètes. Pour ouvrir le lycée à un public plus large, il conviendrait, pélo-mêle, selon les collégiens, de supprimer les cours où l'on dort, après le déjeuner en particulier, de « nommer des professeurs plus jeunes » (quarante-cinq ans étant perçu comme le maximum du supportable) et de mettre en garde les « profs trop libéraux qui ne savent pas tenir leurs classes ». Pourquoi ne pas également « partager les élèves entre ceux qui comprennent vite et les autres » ?

A condition qu'un adopte leur programme, les collégiens d'élite de Roland-Dorgelès assurent à main levée qu'ils réviseront pour leur part les objectifs de M. Chevènement. Ils sont un tiers à « voter » pour une classe littéraire. Et deux seulement craignent de ne pas avoir le « niveau » suffisant pour devenir bachelier.

PHILIPPE BERNARD.

### LIVRE

#### L'inertie française

**A**u moment où les lycées s'apprêtent à connaître un bouleversement considérable avec la réforme Chevènement, il n'est pas inutile de suivre Marie-Madeleine Compté dans le retour en arrière auquel elle nous convie avec son excellent petit livre *Du collège au lycée (1500-1850)*. Embarassant trois cent cinquante ans d'histoire, elle montre bien ce qui caractérise notre système d'enseignement : son inertie. On voit un certain nombre de traits fondamentaux se maintenir par-delà les régimes et les réformes : l'architecture d'abord des plans des établissements n'ont guère changé depuis ceux inventés par les jésuites au seizième siècle ; la progression l'abstraction l'a remplacée, les humanités et les mathématiques modernes ; l'emprise de l'Etat l'édit de 1763 consécutive à l'expulsion des jésuites ouvre la voie à ce que seront les lycées napoléoniens ; le duelisme entre un réseau public (national et municipal) et un réseau privé aux mains de l'Eglise officialisée par le loi Falloux en 1850 ; l'affrontement entre un discours

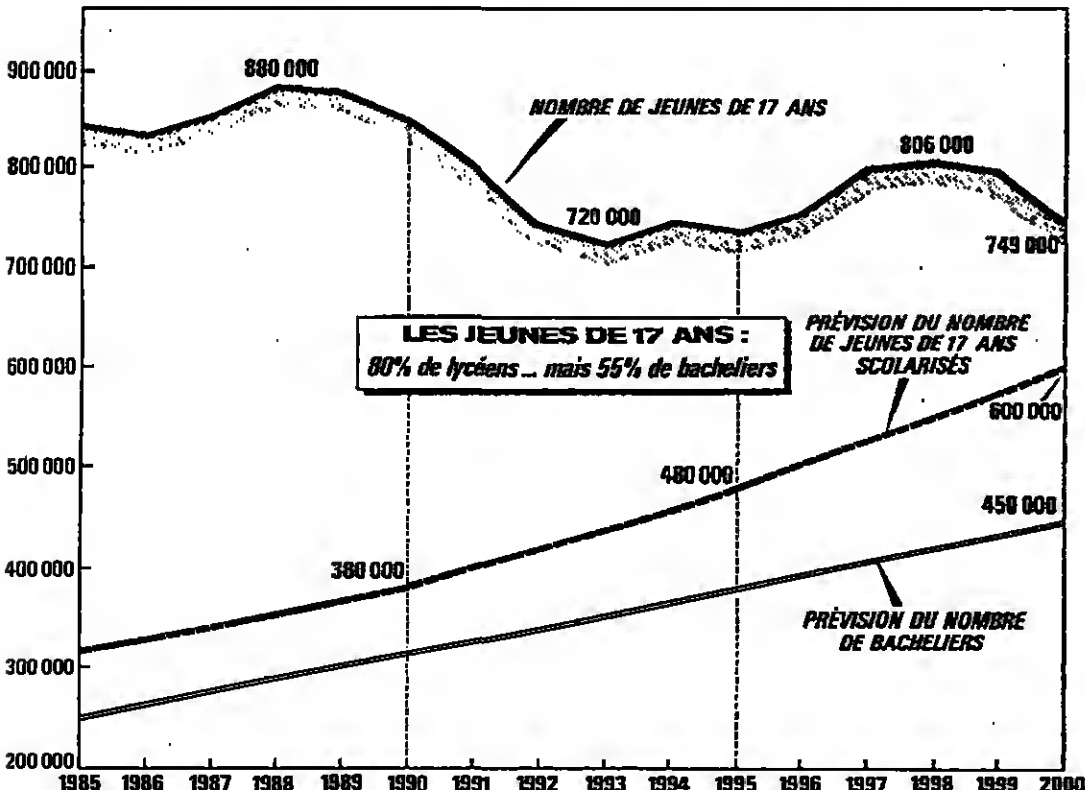
réformiste et « moderniste » (issu des Lumières) et une préférence conservatrice (longtemps symbolisée par la place du latin) ; le goût pour l'ordre et la méfiance devant le monde extérieur. L'auteur montre bien également la persistance d'un esprit malthusien selon lequel l'instruction doit être réservée à une élite. Cette mentalité, qui explique la longue stagnation des effectifs scolaires, est magnifiquement exprimée dans cette phrase du *Testament politique* de Richelieu : « Comme la connaissance des lettres est tout à fait nécessaire à une République, il est certain qu'elles ne doivent pas être indifféremment enseignées à tout le monde. Ainsi qu'un corps qui aurait des yeux en toutes ses parties serait monstrueux, de même un Etat le serait-il si tous les sujets étaient savants. »

F. G.

\* *Du collège au lycée (1500-1850)*. Texte présenté par Marie-Madeleine Compté. Gallimard-Julliard. Collection « Archives ». 289 p., 65 F.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant  
**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**  
cours avec explication en français  
Documentation gratuite :  
EDITIONS DISQUES BBC  
8, rue de Bern - 75008 Paris

**CEPES**  
préparation intensive en septembre, au  
**CFPA**  
centre formation professionnelle  
enseignement supérieur privé  
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly  
722.94.94 - 743.09.19



ral, 800 000 (40 %) dans l'enseignement technique, 200 000 (10 %) dans l'enseignement professionnel.

● **600 000 JEUNES AU NIVEAU BAC.** - Le nombre de jeunes arrivant chaque année à l'âge du bac varie évidemment en fonction de la démographie : il dépend du nombre d'enfants nés dix-sept ans plus tôt. Il est actuellement de 850 000. Ce chiffre se maintiendra jusqu'en 1990. Il baissera ensuite pour se situer aux alentours de 750 000 entre 1992 et 1995, puis remontera autour de 800 000.

80 % de jeunes au niveau bac en l'an 2000, cela représente donc 600 000 élèves. Cet objectif devrait être atteint selon la progression suivante : 1990, 45 % de la génération, soit 380 000 jeunes ; 1995, 65 % de la génération, soit 480 000 jeunes ; 2000, 80 % de la génération, soit 600 000 jeunes ;

● **ET 450 000 BACHELIERS.** - 600 000 jeunes au niveau du bac, cela représente environ 450 000 bacheliers, soit 55 % de la classe d'âge. Il y en a eu en 1985 250 000, soit 30 % de la classe d'âge. La progression attendue est donc de 80 %. Dans les quinze années précédentes, de 1970 à 1985, le nombre des bacheliers est passé de 167 000 à 250 000, soit une progression de 50 %. On voit le considérable coup d'accélérateur que représente le projet gouvernemental, puisqu'il faut presque doubler le rythme actuel de progression des bacheliers.

Le baccalauréat a déjà connu un rythme d'accélération supérieur dans les années 60 - le nombre de bacheliers avait presque triplé dans cette décennie - du

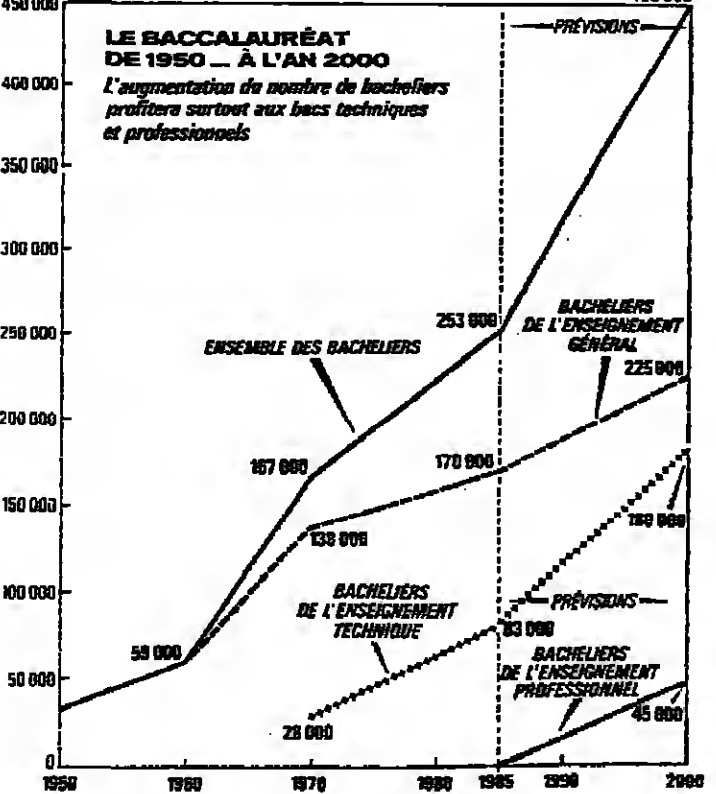
d'élèves entrant en seconde. Cela suppose que les effectifs de cette classe augmentent d'environ 40 000 élèves par an - ce qui ne paraît pas hors de portée, puisqu'on a accueilli, à cette rentrée, 47 000 élèves supplémentaires. On compte sur un arrivage du même ordre en 1986. Ces chiffres sont nettement supérieurs à ceux des rentrées précédentes : + 12 000 élèves en 1984.

Il est possible que cette progression corresponde à une poussée de la « demande » d'enseigne-

de la prolongation de la scolarité. La difficulté de trouver du travail à seize ans, l'idée qu'un diplôme est nécessaire, poussent à rester à l'école.

- L'importance et l'adaptation de l'offre. Plus on offre aux élèves des établissements proches de leur domicile et des formations correspondant à leurs possibilités et à des débouchés, plus on favorise la scolarisation.

- La sévérité des conseils d'orientation. L'attitude des pro-





# société

## PERSONNES AGÉES

### « Vermeilleux » Noël

Deux millions six cent mille personnes âgées de plus de soixante ans vivent seules en France. Pour atténuer cette solitude particulière, le secrétariat d'Etat chargé des retraites et des personnes âgées, a lancé un appel, afin qu'il n'y ait « pas une personne âgée seule à Noël ».

Cette initiative a été annoncée par le premier ministre lors du dernier « quart d'heure télévisé » pour inviter chaque famille à accueillir un vieillard isolé la veille ou le jour de Noël : les associations, foyers et maisons de retraite sont invités à faire de même. A partir du 2 décembre, dans chaque mairie, un livre devrait être mis à la disposition du public, où les familles accueillantes et les personnes âgées seules seront invitées à s'échanger leurs adresses. Une permanence téléphonique fonctionne dès à présent au secrétariat d'Etat, qui renseignera toutes les personnes désireuses de se mobiliser pour cette opération.

\* Pas une personne âgée seule à Noël : (16-1) 48-24-12-85.

## RELIGION

### Mgr Vilnet pour un synode « dynamique »

Avant de partir pour Rome où aura lieu le synode extraordinaire (24 novembre - 8 décembre), Mgr Jean Vilnet, président de la conférence épiscopale française, a dit, le 19 novembre, devant les journalistes, qu'il ne fallait pas attendre « trop, ni trop peu » de cette réunion. S'agissant des conclusions habituellement réservées au pape, il a lancé l'idée d'un document publié en corresponsabilité par le pape et les Pères du synode. L'évêque de Lille a souhaité que les débats ne soient pas polarisés sur le passé, mais au contraire créent « une nouvelle dynamique ». Il faut en particulier « pousser l'esprit de Vatican II sur toutes les questions nouvelles », touchant à la famille, à l'économie, aux armements, aux progrès biologiques et scientifiques. Mgr Vilnet serait favorable à des synodes diocésains en France sur cette « actualisation » du concile, avant une manifestation plus large au plan national, à l'instar des congrès de l'Eglise italienne.

## DÉFENSE

### M. QUILÈS ASSISTE A DES MANŒUVRES EN RFA

### La bataille du Lech

Pforzheim. — « Mieux que d'autres, vous avez de la menace une perception concrète et précise vous savez qu'elle est diversifiée, changeante et variable ». Cette phrase, le ministre français de la défense ne l'a pas dite au hasard lorsqu'il s'est adressé, mardi 19 novembre, à Pforzheim, en République fédérale d'Allemagne, aux officiers et aux sous-officiers du 2<sup>e</sup> corps d'armée qui composaient les cellules de l'état-major impériales dans l'exercice de commandement « Fayette », auquel M. Paul Quilès a assisté.

Pour la première fois depuis de très longues années, en effet, devant son ministre et devant les journalistes qui l'accompagnaient, l'armée française stationnée outre-Rhin ne s'est pas payée de mots pour identifier son agresseur.

Sans fards ni complexes, l'aréopage des généraux — le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Maurice Schmitt ; le général commandant la 1<sup>re</sup> armée, le général Charles de Liambry, et le général commandant le 2<sup>e</sup> corps d'armée et les forces françaises en Allemagne, le général Furey Houdet — qui escortait M. Quilès a formellement désigné comme étant son éventuel adversaire la 1<sup>re</sup> armée tchécoslovaque et le Groupe des forces armées « Centre », sous commandement soviétique en Tchécoslovaquie.

On était loin des circonvolutions d'antan pour « épinglez » l'agresseur, « orange », qui, dans les précédentes manœuvres, prônait l'initiative d'attaquer le parti « bleu ».

Commentant le thème de l'exercice et son déroulement sur le terrain, le général Votaw, adjoint du général Houdet et chargé des opérations du 2<sup>e</sup> corps d'armée, n'y est pas allé par quatre chemins : « Samedi 16 novembre, une percée de la 1<sup>re</sup> armée tchécoslovaque en aval de Regensburg a rompu le dispositif « bleu ». Il s'agit, par des manœuvres retardatrices, de s'opposer à un adversaire en action offensive d'un en ouest et d'intervenir au Groupe des forces armées « Centre », qui constitue son second échelon de la renforcement depuis la Tchécoslovaquie. Dimanche 17 novembre, la France prend la décision d'engager la 1<sup>re</sup> armée [son 1<sup>er</sup> et son 2<sup>e</sup> corps d'armée], qui passe sous le commandement opérationnel du CENTAG. La bataille de la rivière Lech est engagée ».

### Grincheux

En quelques phrases, tout était dit. Mais il convient de les décoder. La 1<sup>re</sup> armée tchèque est, paraît-il, constituée de deux divisions blindées et d'une division mécanisée dont les effectifs et les matériels sont complétés en période de crise. Le Groupe des forces armées « Centre » appartient au pacte de Varsovie et, sous

commandement soviétique, il réunit en Tchécoslovaquie des unités qui seraient, semblerait-il, équipées et mobilisées à 100 % dès le temps de paix. Enfin, le commandement opérationnel du CENTAG est le PC de l'OTAN à Heidelberg, qui, sous l'autorité actuelle du général américain Otis, rassemble quatre corps d'armée (deux corps d'armée ouest-allemands et deux corps d'armée américains), et le 4<sup>e</sup> ATAF, l'aviation tactique américaine, dans le centre de l'Europe.

Les acteurs ainsi mis en place, la bataille du Lech, du nom de cette rivière en Bavière, censée représenter un obstacle sur lequel les armées occidentales ont prévu d'arrêter la percée des forces de l'Est, pouvait commencer. Elle doit s'achever, en principe, vendredi 22 novembre.

A sa façon, le ministre de la défense a, lui aussi, contribué à écarter toute hypocrisie dans l'identification de l'adversaire. Pour signifier l'expression de la solidarité de la France envers ses alliés et la participation de ses forces aux côtés de celles de l'OTAN, M. Quilès a eu cette conclusion : « Il est incontestable et incontesté que des menaces graves sur l'Europe, et particulièrement sur l'Allemagne fédérale, affecteraient profondément la sécurité de notre pays. La menace, si elle n'est pas très éloignée d'ici ».

Cette franchise politique, d'autant plus spectaculaire qu'elle met fin à des années d'ambiguïté, a quelque peu éclipié l'agacement dont a fait preuve une nouvelle fois (le Monde du 20 novembre) le ministre de la défense à l'encontre des critiques qui lui sont adressées par certains généraux d'active ou de réserve.

« Ce n'est pas parce qu'un général grincheux fait ici ou là un commentaire sans avoir véritablement analysé les dossiers dont il parle que je dois me formaliser », a expliqué M. Quilès. Mon rôle, c'est d'être à l'écoute de ce qui se dit, ce qui se fait, des aspirations et des réalités de l'armée française. Ce n'est pas d'écouter quelques grincheux qui, pour des raisons qui ne me regardent pas, ont quelque agacement d'estomac. Si certains veulent faire plus, il faudra qu'ils nous disent sur quel budget économique. Moins d'écoles, moins d'hôpitaux, moins de routes. Ou alors, il faudra augmenter les impôts, mais qu'ils le disent clairement. Faire des critiques sans faire ce genre de propositions, c'est être démagogue ».

JACQUES ISNARD.

## UN PROCÈS EN DIFFAMATION DEVANT LE TRIBUNAL DE PARIS

### M. Jospin, Action directe, « Minute » et « National Hebdo »

Les socialistes, amis et protecteurs d'Action directe ? L'interrogation, qui se vent éternellement, n'est pas nouvelle. L'opposition, dans son ensemble, ne manque pas de la produire, en se fondant sur le vote de la loi d'amnistie d'août 1981, qui entraînait effectivement la libération de Jean-Marie Rouillon et de ses compagnons de ses compagnons ou complices, alors détenus.

Pour que le sujet devienne objet de débats judiciaires, il en fallait plus. Ce « plus », le journal Minute puis l'organe du Front national, National Hebdo, pensèrent le produire, en affirmant l'un et l'autre, en avril 1985, qu'ils avaient « des preuves » pour accuser M. Lionel Jospin lui-même. Mais, cette fois, le premier secrétaire du Parti socialiste, visé en sa qualité de député du dix-huitième arrondissement, répliqua par une lettre directe de son secrétaire devant la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal de Paris, pour diffamation, en demandant 100 000 francs de dommages-intérêts contre chacun d'eux.

Quelles étaient ces preuves, qui valaient-elles ? C'était d'abord la publication d'un procès-verbal, dressé le 6 novembre 1980 par un gardien de la paix du quartier de la Goutte-d'Or. Ce fonctionnaire relate, que, ce jour-là, envoyé dans un immeuble occupé par des squatters, il avait trouvé une dizaine de personnes qui recrutaient pour occuper les lieux tout en précisant que « le député Jospin était au courant ».

Ces occupants ajoutaient qu'ils projetaient la création d'une association de travailleurs et de paysans, dont le secrétaire devait être Jean-Marie Rouillon. Pour les deux journaux d'extrême droite, c'était « le rapport de police qui accuse Jospin ».

Mais les auteurs allaient plus loin, affirmant qu'ils avaient en des informations selon lesquelles M. Jospin,

le 19 janvier 1982, après qu'il eût été dénoncé par une opération de police pour déloger les mêmes squatters, au cours de laquelle devait être interpellé Jean-Marie Rouillon, s'était rendu au commissariat d'arrondissement. Là, il aurait fait libérer le jeune chef d'Action directe et, de surcroît, il aurait fait arracher la page du registre de main courante attestant l'interpellation. Pour de faits précis, il s'agissait bien des faits précis.

Or, à l'audience, mardi 19 novembre, ni M. Jean-Claude Godeau, directeur de Minute, ni M. Roland Gaucher, éditeur des articles de National Hebdo, n'avaient fait citer de témoins propres à étayer leurs affirmations. C'est un contraire M. Jospin qui, par son avocat, M. Georges Klejman, avait appelé à démentir le commissaire du dix-huitième arrondissement, M. Gardiola, et son adjoint, M. Anconil. L'un et l'autre devaient assurément confirmer la présence de M. Jospin au commissariat le 19 janvier 1982.

Mais, déclarèrent-ils, il n'était venu que pour s'enquérir de l'état de santé des agents qui, au cours de l'opération, avaient été plus ou moins blessés par les squatters. Etait-il intervenu en faveur de Jean-Marie Rouillon ? Nullement. Avait-il fait arracher une page de la main courante ? Pas davantage. Selon les deux témoins, s'il est vrai que Rouillon fut relâché des lieux, c'était tout simplement en application d'instructions données par les magistrats de la huitième section du parquet de Paris, auxquels avait été transmise l'intégralité de la procédure.

Pour le commissaire Gardiola, cela pouvait se concevoir, car les interpellations avaient été consécutives à des incidents avec les forces de l'ordre auxquels Jean-Marie Rouillon n'avait pas été mêlé. Pour M. Gaucher et son défenseur, M. Michel Galvaire, c'était déplacé.

## L'AFFAIRE GREENPEACE

### Des journalistes entendus par les gendarmes

Les journalistes ayant révisé ou fait état de l'existence d'une « troisième équipe » dans l'affaire Greenpeace ont été convoqués par la section « recherches » de la gendarmerie de la région parisienne afin de leur faire des procès-verbaux. M. Philippe Jeannin, juge d'instruction, M. Jeannin avait inculpé, le 26 septembre, quatre militaires de la DGSE ainsi que le capitaine Paul Baril, les soupçonant d'être à l'origine de la fuite dont le presse avait bénéficié.

Nos collaborateurs Bertrand Le Gendre et Edwy Plenel seront entendus le 11 décembre. Les autres journalistes qui ont déjà été convoqués ou qui le seront bientôt appartiennent aux rédactions du Canard enchaîné, de l'Express, de l'ESP, de M. Jeannin est fondé sur l'article 78 du code pénal, qui punit d'un maximum de cinq ans d'emprisonnement quiconque aura « porté à la connaissance d'une personne non qualifiée ou du public une information militaire non rendue publique par l'autorité compétente, et dont la divulgation est manifestement de nature à nuire à la défense nationale ». Cet article peut, le cas échéant, servir à inculper les journalistes, même si on se défend, au palais de justice de Paris, d'en avoir l'intention.

## LE BARREAU DE PARIS

### RÉPOND AU PRÉSIDENT GRESSE

Le conseil de l'ordre du barreau de Paris a tenu, mardi 19 novembre, sous la présidence du bâtonnier Guy Danet, une réunion exceptionnelle pour examiner les suites à donner aux déclarations faites à TF1 dimanche 17 novembre par le président André Gresse après le renvoi du procès Milone (le Monde du 19 novembre).

Dans un communiqué publié au terme de cette délibération, le conseil déclare finalement que, « désireux de maintenir, en toute indépendance, les rapports de confiance, de loyauté et de considération que le barreau a toujours entretenus avec la magistrature, il entend pas donner suite à cet incident isolé, aussi inintelligible qu'inutilement grossier ».

Cependant, avant d'aboutir à cette conclusion, le conseil fait savoir qu'il a pris connaissance avec stupeur des propos offensants tenus à l'égard du bâtonnier et de tous les avocats par M. Gresse, le 17 novembre, au journal de TF1, à 13 heures. Le conseil a ajouté qu'il ne saurait admettre ni la remise en cause des règles de procédure pénale, dont le respect constitue une des garanties des libertés individuelles ; ni l'apologie faite entre des avocats et des prévenus qui ont tous le droit d'être défendus ; ni les accusations portées contre certains avocats qui assurent, comme tous leurs confrères, une défense nécessaire au déroulement normal de la justice ».

## A la chambre

### d'accusation de Pau

### LE DÉPART DISCRET DE M. MICHEL SVAHN

(De notre correspondant.)

Bayonne. — C'est sur la pointe des pieds que M. Michel Svahn a quitté la présidence de la chambre d'accusation de Pau, lors de la rentrée judiciaire, il y a près de deux mois.

Ce magistrat, âgé de soixante et un ans, avait donné un avis favorable à l'extradition de plusieurs réfugiés basques et, surtout, élargi une douzaine de membres présumés du GAL. « Supprimer l'ETA, et vous supprimerez le GAL », répondait-il, en guise d'explication. La cour d'accusation de Montpellier, ont déconseillé, depuis, ces décisions (le Monde du 4 novembre).

M. Svahn avait manifesté, au début de cette année, l'intention de quitter la chambre d'accusation. Son successeur, M. Jean-Clodé Hébert, conseiller à la cour d'appel d'Agde, avait été nommé dans ce sens à Pau. Mais l'information, présentée par une grande partie de la presse comme une sanction, devait irriter les magistrats locaux, qui décidaient alors de maintenir M. Michel Svahn dans ses fonctions.

C'est dans la plus totale discrétion que s'est faite, depuis, la passation des pouvoirs. M. Svahn préside aujourd'hui la 1<sup>re</sup> chambre civile de la cour d'appel de Pau.

Ph. E.

## LA CNIL RÉGLEMENTE L'UTILISATION DES FICHIERS A DES FINS ÉLECTORALES

La campagne électorale qui s'ouvrira bientôt risque de donner lieu à de multiples professions de foi et demandes de subsidiaires adressées aux électeurs. Pour éviter des détournements de fichiers contraires à la loi, la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) a publié le 5 novembre une délibération, sorte de *vade mecum* à l'usage des candidats et des partis politiques, délibération rendue publique le mardi 19 par son président, M. Jacques Favret.

Est notamment interdite l'utilisation de fichiers fiscaux, comme celui auquel avait eu recours, lors de la campagne des cantonales de cette année, M<sup>me</sup> Nicole Bouyala, candidate socialiste à Uzès (le Monde du 2 mars). Après avoir enquêté, la CNIL a adressé un avertissement à M<sup>me</sup> Bouyala. Celle-ci est, en outre, sous le coup d'une plainte avec constitution de partie civile déposée contre elle par le vainqueur de cette élection, M. Jean-Luc Chapuis, maire (UDF) d'Uzès.

La CNIL cotend également interdire l'utilisation par les partis politiques du répertoire des professions établi par l'INSEE et connu sous le nom de SIRENE. L'Institut national de la statistique a, certes, le droit de louer ce fichier à des entreprises commerciales, rappelle la CNIL, mais pas aux formations politiques.

C'est pourtant ce qu'a fait récemment l'INSEE, au bénéfice du Front national, par l'intermédiaire de sociétés revendues de ce fichier SIRENE. Le parti de M. Jean-Marie Le Pen avait ainsi acquis le nom et l'adresse de centaines de bijoutiers, jugés faciles à convaincre de ses thèses sur la criminalité. Toutefois, le Front national n'a pas été sanctionné par la CNIL, qui a estimé qu'il était de bonne foi. Une indulgence dont ne bénéficieront probablement pas les prochains contrevenants.

La CNIL rappelle aussi aux sociétés commerciales l'interdiction de céder leurs fichiers à des partis politiques sans — notamment — avoir leurs clients qu'ils réclament de se retrouver sur une liste de sympathisants potentiels du RPR et du PS. Bureaux et deux autres sociétés qui avaient servi d'intermédiaire pour une telle opération se sont fait récemment rappeler à l'ordre par la CNIL (le Monde du 14 août). Comme pour le Front national, la Commission a cependant jugé que le RPR, bénéficiaire de cette location de fichier était, dans cette affaire, de bonne foi.

Les autres interdictions édictées par la CNIL concernent, en particulier, les fichiers de locataires, de bénéficiaires de l'aide sociale ou d'abonnés des régies communales d'eau, de gaz et d'électricité.

En revanche, la CNIL ne voit pas d'inconvénient à ce que les partis politiques aient recours à l'annuaire du téléphone ou aux listes électorales, « sous réserve que ceux-ci ne les utilisent à des fins de propagande et de recherche de financement que pendant la campagne électorale ».

B.L.G.

## LES AVOCATS PARISIENS FONT LEUR PUBLICITÉ

Le barreau de Paris lance une campagne publicitaire qui a pour thème « L'avocat, le conseil permanent de l'entreprise ». Ce slogan, choisi par l'agence Dassas-Jaglin-Walsham, figure, bien visible, sur les trois publicités en couleur, qui ont commencé à paraître dans des hebdomadaires et paraîtront dans l'Expansion. Il accompagne chacune des affiches imaginées par cette agence de publicité, sur lesquelles on peut lire : « Kleenex, c'est 30 % de papier et 50 % de conseil », « Lu, c'est 100 ans de biscuit et 100 ans de conseil », « Yoplait, c'est 50 % de lait et 50 % de conseil ». Par cette campagne, le barreau de Paris veut notamment montrer que « l'avocat occupe [...] dans l'entreprise, une position essentielle pour les dirigeants qui trouvent en lui le conseil permanent et l'homme de confiance dont ils ont besoin ».

## Par rapport aux six premiers mois de 1984

### LA DÉLINQUANCE A DIMINUÉ EN FRANCE DE 4,77 % AU PREMIER SEMESTRE 85

La délinquance a diminué en France de près de 5 % au premier semestre 1985 par rapport à la même période de 1984, a annoncé, mardi 19 novembre, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe.

Au cours d'un déjeuner à Paris organisé par Les amis de la République française, le ministre de l'intérieur a indiqué que pour la première fois depuis dix ans les chiffres des délits et des crimes constatés par les services de police et de gendarmerie étaient en diminution. M. Joxe, qui a précisé que cette diminution (1) se chiffrait à 4,77 %, exactement (1 760 844 délits et crimes constatés pour les six premiers mois de cette année, contre 1 838 531 pour la période correspondante en 1984), a rappelé qu'il s'agit d'un résultat obtenu pour l'ensemble des délits et crimes constatés de 5 % des crimes et des délits constatés.

Le ministre de l'intérieur a souligné que les chiffres de la criminalité et de la délinquance avaient augmenté de 10,5 % de 1972 à 1982, de 4,5 % en 1983 et de 3,3 % en 1984. Pour M. Joxe, la baisse constatée de la délinquance s'explique par l'amélioration de la formation des policiers, l'augmentation des crédits d'équipements et les actions de prévention dans certaines grandes villes.

(1) « Ce recul, dans l'absolu, n'a connu qu'un précédent depuis vingt ans, en 1976 (- 6,52 %), année où une nouvelle législation écartait des statistiques les chèques sans provision d'un montant inférieur à 100 francs », a souligné le ministre de l'intérieur dans une statistique diffusée mardi soir.

**Editions L'HERMÈS**

« Un remarquable document sur les trésors de l'hébraïsme lyonnais »

2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée 320 F

**L'HERMÈS**

31 r. Pasteur LYON 7

23 r. du Départ PARIS 14



## LE DÉBAT SUR LES NATIONALISATIONS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

10

1

100





## SOCIAL

### Un projet de loi sur le temps de travail

(Suite de la première page.)

Malgré ces aménagements de dernière heure, M. Delebarre aura bien des difficultés pour que son texte soit suivi d'effets, c'est-à-dire pour que des négociations s'ouvrent dans les branches. FO et la CGT n'ont nullement désarmé dans leur opposition, et la CFTC est restée sur la réserve, souhaitant toujours une négociation nationale. Quant au CNPF, il s'est montré plus dur que prévu.

M. Chotard, à l'issue de son entrevue au ministère du travail, a dénoncé la contrepartie d'une réduction de la durée hebdomadaire en moyenne sur l'année et l'impossibilité de négocier des accords dans les entreprises. Sur ce dernier point, la réalité est plus nuancée. Les entreprises n'ont jamais été empêchées - au contraire - de mettre en musique un accord conclu dans leur branche professionnelle. Cette possibilité demeure ouverte aujourd'hui, mais le texte de M. Delebarre a été davantage verrouillé en supprimant la faculté de déroger dans les entreprises sur le repos compensateur.

« Nous n'acceptons pas ce cadrage, nous considérons que c'est une erreur », a souligné le vice-président du CNPF, qui a ironisé sur cet « ersatz de flexibilité » proposé. Pour M. Chotard, le texte de M. Delebarre risque de « rester lettre morte », car « pour négocier, il faut être deux », et les branches ne sont pas disposées à discuter dans le cadre présenté

par les pouvoirs publics. Une position qui est en contradiction avec celle de la CGPME, dont le vice-président, M. Jean Brunet, avait estimé que le projet gouvernemental allait « dans le bon sens », en offrant un moyen de déboucher une situation encore trop figée depuis l'échec des négociations nationales sur la flexibilité.

En laissant planer la menace d'une « grève » des négociations dans les branches, le CNPF prend des risques. Il semble accorder l'idée que la flexibilité des horaires ne peut lui convenir que si elle entre complètement dans son propre cadre, en renchérissant devant des contreparties dont le principe pour la réduction du nombre d'heures annuel figurait dans le protocole averti de décembre 1984. Il prête le flanc à la critique de syndicats qui, comme la CGC et la CFTC, le soupçonnent de vouloir jouer l'immobilisme sur le plan social jusqu'aux élections de mars 1986.

Mais il demeure que les branches professionnelles sont théoriquement autonomes vis-à-vis du CNPF quant à leur décision de négocier ou non avec les syndicats. La seule chance de succès de la démarche de M. Delebarre, qui ne sera qu'un sésame inemployé s'il n'y a pas de négociations, réside donc dans une volonté des branches d'affirmer leur indépendance vis-à-vis de l'organisation de M. Gattaz. Un pari très hasardeux.

MICHEL NOBLECOURT.

### Négociations chez Renault

#### UN PRÉLÈVEMENT DE 0,15 % SUR LES SALAIRES POURRAIT FINANCER LE CHOMAGE PARTIEL

Afin de continuer à indemniser le chômage partiel, la direction de Renault entend faire appel à la solidarité des salariés en constituant un « fonds d'assurance-chômage » géré paritairement. Une première réunion sur ce sujet a eu lieu, le mardi 19 novembre. La contribution des salariés pourrait s'élever à 0,15 % du salaire, celle de l'entreprise à 0,15 % de la masse salariale. D'autres réunions sont prévues pour les 26 novembre et 4 décembre.

Actuellement, grâce à un « fonds de régularisation » alimenté par l'Etat et l'entreprise, l'indemnisation du chômage partiel peut représenter 85 % des ressources brutes au lieu de 50 % pour le droit commun. Compte tenu des difficultés de la Région, ce fonds arrivera à épuisement en 1986. Il faudra donc trouver un nouveau système alors que le chômage partiel augmente (deux cent dix jours en 1985 contre cent cinq jours en 1984).

Enfin, la direction a proposé aux syndicats la création d'une « banque d'heures » qui tiendrait compte de ce chômage partiel.

D'autre part, six cents emplois seront supprimés d'ici à la fin de l'année 1986 à l'usine de Cléon (Seine-Maritime) : deux cents salariés bénéficieront d'une préretraite, deux cents d'une aide au retour, deux cents étant mutés.

### LE CHOMAGE EN OCTOBRE

#### L'accalmie se confirme

La relative accalmie observée depuis le début de l'année quant à l'évolution du chômage est-elle en train de se transformer en embellie ? Les chiffres officiels publiés mardi 19 novembre par le ministère du travail confirment, en tout cas, une tendance positive (1) : à la fin netbre, un embauché en octobre 1984 à 35 708 en octobre 1985 (+ 141,8 %) et pour celles qui sont le produit d'une démarche directe de 6 726 à 17 457 (+ 159,5 %).

Dans le même temps, les « arrêts de recherche d'emploi » augmentent de 43,9 % en un an et les annulations pour « absence ou contrôle ou non-réponse à une convocation » (150 593) progressent de 24,4 %. Le ministère, dans son communiqué, fait état de 181 400 reprises d'activité contre 165 800 un an auparavant, soit une hausse de 9,4 %.

Ainsi, l'ANPE remplit mieux son rôle de placement (le taux de satisfaction des demandes déposées est passé de 8,6 % en octobre 1984 à 13,5 % en octobre 1985) ou sait mieux exploiter une conjoncture moins défavorable. Il n'en demeure pas moins que tout n'est pas devenu pour autant idyllique - loin s'en faut - dans les statistiques du chômage.

En un an, l'ancienneté moyenne des demandes est passée de 295 à 321 jours et la proportion des demandeurs d'emploi qui ont plus d'un an d'ancienneté est arrivée au seuil de 30,5 %, contre 27 % en octobre 1984. Le nombre des demandes enregistrées en cours de mois est sensiblement du même ordre qu'un an plus tôt : 456 300 en données brutes (contre 451 700) et 320 400 en données corrigées (contre 317 200).

Quant aux offres d'emploi, elles restent à un niveau bien

insuffisant en fin de mois : 46 100 en données brutes (- 6,3 % en un mois et + 6 % en un an) et 45 700 en données corrigées (- 2,8 % en un mois et + 6 % en un an).

Sur les 76 200 offres d'emploi enregistrées en cours de mois, en données corrigées, pour les trois catégories répertoriées à l'ANPE, seules 31 700 représentent des emplois à temps complet et à durée indéterminée, tandis que 44 500 sont des propositions d'emplois à temps partiel ou à durée déterminée. Si le chômage va un peu moins mal, l'emploi « flexible » va, lui, de mieux en mieux.

M. N.

(1) Selon l'indicateur ARJES de M. Stoléru le chiffre du « chômage réel » s'élève à 3 029 600 au 1<sup>er</sup> novembre, soit une baisse de 8 800 par rapport au mois précédent.

• La CGT proteste contre la mise à l'écart lors de la signature de la convention de l'UNEDIC. Le bureau confédéral de la CGT a protesté le mardi 19 novembre contre « la décision du patronat et des autres organisations syndicales d'écarter la CGT de la réunion de la signature de la nouvelle convention UNEDIC ». Il dénonce à la fois ce « nouveau recul social » et le fait que les autres organisations « voudraient aujourd'hui ensemble éliminer la CGT des organismes partenaires de gestion de l'UNEDIC. (...) La CGT entend être présente partout où se discutent les intérêts des travailleurs sans se laisser dicter sa conduite ». Rappelons que la charge financière annuelle de l'UNEDIC, à la suite de l'accord avec les banques, a été ramenée à 1,572 milliard en 1986 et 1,578 milliard en 1987. Le paiement des intérêts de la dette sera suspendu entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 mars 1986.

#### POUR VOS ENFANTS

Filles et garçons de 5 à 16 ans  
VACANCES DE NOËL EN MONTAGNE  
A L'ÉCOLE INTERNATIONALE LE CHAPERON ROUGE  
CH-3943 CRANS-SUR-SIERRE, VALAIS-SUISSE  
Tél. : 1941/2741-2500.  
Le directeur de l'école, M. P. Bagnoud, recevra les parents intéressés à Paris, Hôtel de France, 22, rue d'Antin, Paris-2<sup>e</sup>, Tél. 47-42-19-12, le mercredi 20/11/85 de 11 h 30 à 13 h le jeudi 21/11/85 de 11 h 30 à 13 h le vendredi 22/11/85 de 11 h 30 à 13 h Vous pouvez laisser un message à l'hôtel, M. Bagnoud vous rappellera.

(Publicité)

#### AVIS DE PRÉQUALIFICATION

La Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) lance en janvier 1986 un appel d'offres pour l'aménagement des réseaux électriques de Libreville et Port-Gentil.

Le dossier d'appel d'offres comprendra six lots décomposés en sous-lots :

Lot 1 : Transformateurs et réactances  
1A : transformateurs, 1B : réactances.

Lot 2 : Poste 225/90 kV de Port-Gentil  
2A : génie civil, 2B : équipements électriques.

Lot 3 : Poste 90/20 kV de Port-Gentil 3 et lignes 90 kV de Port-Gentil, 225/90 kV à Port-Gentil 3  
3A : génie civil, 3B : équipements électriques, 3C : lignes 90 kV.

Lot 4 : Poste 225 kV et 90 kV de Néoumang et poste de contrôle du réseau de Biangoué  
4A : génie civil, 4B : équipements électriques.

Lot 5 : Lignes à 225 kV Néoumang-Port-Gentil  
5A : débourrage et socle ligne, 5B : études, fournitures et travaux de construction.

Lot 6 : Direction et contrôle des travaux.

Cet appel d'offres sera limité aux pays membres de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement et aux pays de la Commission Afrique, Caraïbes, Pacifique et de la Communauté européenne. Les entrepreneurs et fournisseurs désirant être sélectionnés peuvent retirer les dossiers de préqualification à partir du lundi 25 novembre 1985 à l'adresse suivante : Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), Avenue Félix-Eboudi, 2<sup>e</sup> étage, porte 203, Libreville (Gabon) - Téléphone : (241) 76-72-01 ou 76-70-00 (poste 7201) - Téléc 5222 GO ENELIB.

Tous renseignements peuvent être obtenus à la même adresse. La remise des réponses est fixée au 16 décembre 1985 à 10 heures au plus tard.

# BANZAI

#### L'OPPORTUNITÉ D'UN DÉVELOPPEMENT VERS LE JAPON

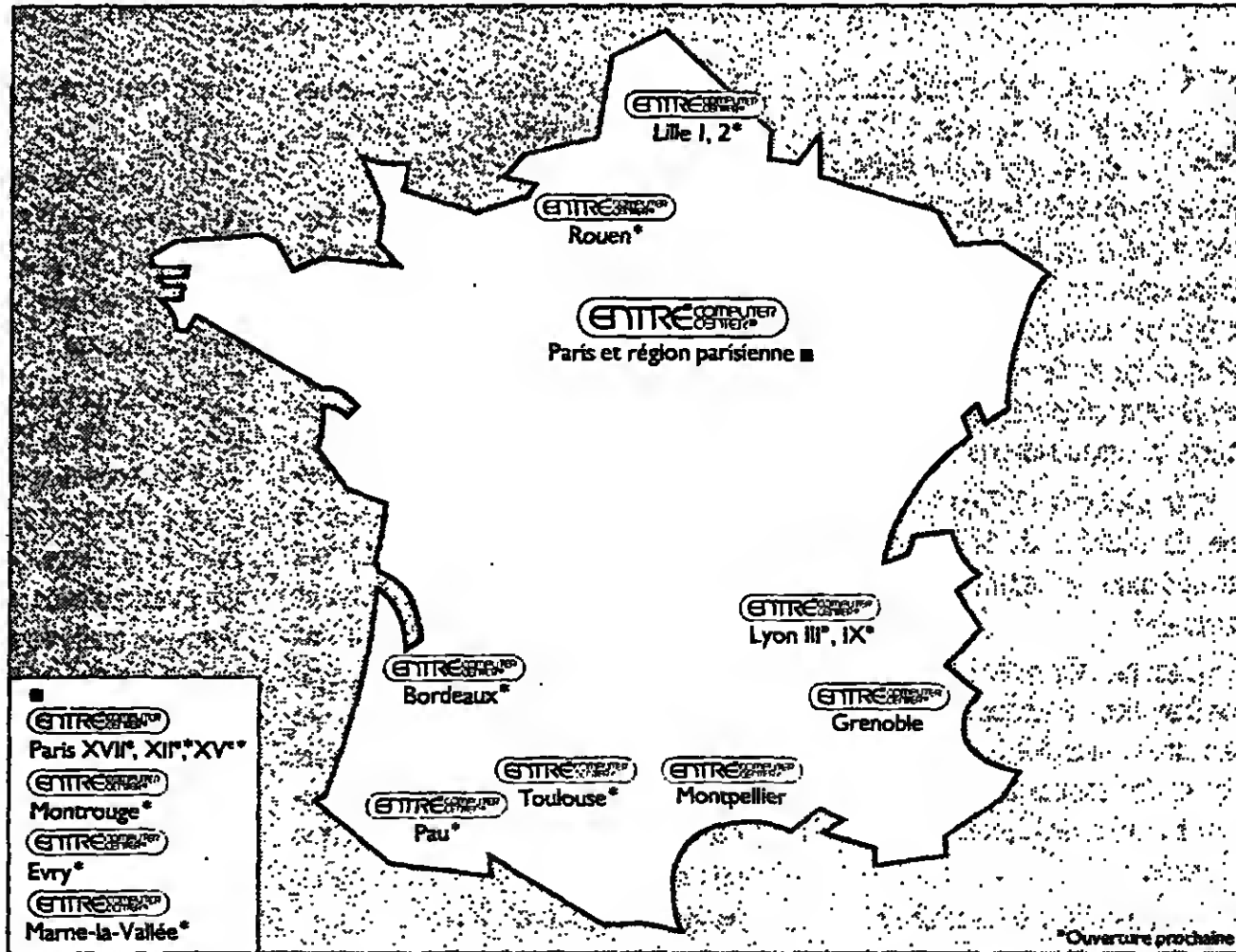
Il est aujourd'hui cadre supérieur très apprécié dans une entreprise française très connue.

Français ayant la quarantaine, parlant et lisant couramment le japonais et bi-lingue anglais.

Grand spécialiste de l'Extrême Orient en général et du Japon en particulier et très introduit dans la société japonaise.

Il pourrait être demain votre collaborateur pour développer vos produits de luxe ou de grande consommation vers le Japon et les pays satellites.

Écrire à  
BENARD ET DU PAYRAT  
5, rue Polouze 75008 Paris, qui transmettra.



## ENTRÉ. LE PLUS SÛR CHEMIN VERS L'INFORMATIQUE.

Entré en France, c'est aujourd'hui 6 centres conseil en micro-informatique de professionnels s'adressant à des professionnels.

Entré, c'est avant tout un pacte... Le pacte-Entré.

• Entré s'engage après consultation à ne vous proposer que des solutions informatiques personnalisées.

• D'autre part, Entré a testé pour vous une gamme complète de matériels et de logiciels.

• Entré, c'est aussi une formation assurée sur le système que vous avez choisi.

• Enfin, Entré vous garantit, grâce à son service de maintenance intégré, les réparations ou l'entretien courant de votre matériel.

Conseil, Sélection, Formation, Maintenance, voici le Pacte-Entré.

Il y a 6 centres conseil Entré en France : Paris XVII<sup>e</sup>, Lyon III<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup>, Montpellier, Lille, Grenoble. Et prochainement ouverture de nouveaux centres conseil à Bordeaux, Lille, Paris XII<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, Evry, Montrouge, Marne-la-Vallée, Rouen, Pau, Toulouse.

Pour tous renseignements appeler le : (1) 45.74.97.77.

POUR VOUS INFORMATISER, ENTREZ CHEZ ENTRÉ

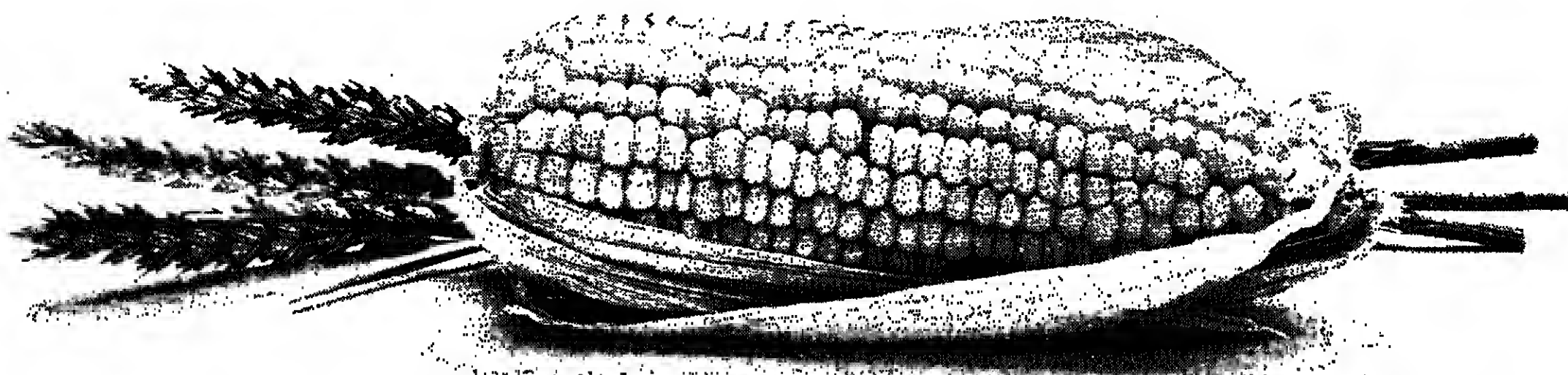
ENTRÉ COMPUTER CENTERS



مكثدا من الأصل

# Graces aux paysans...

*Une part importante de la biotechnologie est fondée sur les techniques de fermentation. Leur existence et leur développement ont été rendus possibles par des générations de chercheurs et de techniciens. Elles utilisent principalement le sucre extrait des céréales comme matière première. Des menaces pèsent sur l'avenir de cette production stratégique et vitale pour la France.*



**C**e que les peuples oublient, l'histoire le leur rappelle.

Au début de notre siècle, la récolte des céréales, leur approvisionnement régulier et le risque de famine étaient encore de réelles préoccupations en Europe; sans parler des disettes du début de ce siècle, ce n'est qu'en 1936 que la production française de céréales couvre la consommation nationale.

Et ce n'est qu'en 1979 que la production de céréales de la Communauté Européenne a enfin dépassé la demande!

Un simple rappel: en 1950, la production française n'était que de 13,6 millions de tonnes: plus faible que le tonnage moyen des années 30, lui-même inférieur à celui-ci de la première décennie du siècle.

Peut-on oublier cette réalité?

Aujourd'hui la France produit 50 millions de tonnes de céréales. A suffisance. En excédent même.

Nos agriculteurs ont réussi à nourrir de mieux en mieux notre pays. Grâce leur en soient rendues.

## **"LA RÉVOLUTION VERTE"**

Un tranquille bouleversement a fait exploser la productivité de nos exploita-

tions agricoles: le machinisme, les fertilisants et les pesticides, de nouvelles variétés de semence... Certes.

Mais, plus encore: une meilleure gestion des exploitations, des modes culturaux plus intensifs, une information des agriculteurs mieux adaptée, et des hommes durs au travail, ont réalisé une véritable révolution.

Une révolution confortée par une construction politique remarquable: la Politique Agricole Commune (PAC), qui s'est donné le double objectif d'assurer une auto-suffisance alimentaire à des prix raisonnables et de garantir aux agriculteurs un revenu convenable. On pourrait débattre longtemps si les prix sont raisonnables et les revenus convenables. Mais le succès de cette politique est indiscutable: elle a permis de passer de la pénurie à l'excédent.

## **LES EXCÉDENTS: CRAINTES OU ESPOIRS?**

Ce succès pose cependant un problème. Les techniciens de la PAC, les premiers, ont reconnu les imperfections du système. "L'agriculture," écrivent-ils, "est sujette comme le reste de l'économie aux lois de l'offre et de la demande. Une accumulation continue d'excédents, due au déséquilibre des prix et des mar-

chés, n'est pas une solution satisfaisante..."

En effet. Mais on peut réduire voire éliminer ces surplus de deux façons: en diversifiant les productions et en trouvant des débouchés nouveaux. Plus facile à dire qu'à mettre en place.

C'est ici que la biotechnologie a vraiment son rôle à jouer: en créant des variétés nouvelles de certaines plantes encore difficilement adaptées à nos climats, en améliorant les procédés actuels de transformation de nos récoltes en nouvelles matières premières: l'amidon en composants pour plastiques, la biomasse végétale en éthanol et enrichisseur d'octane...

Chez Roquette, nous avançons dans ce sens.

Le maïs en 1935 c'est une production française d'un demi-million de tonnes provenant essentiellement de deux départements du Sud-Ouest; en 1984, stimulée par une forte demande industrielle et les besoins croissants en alimentation animale, la production a franchi la barre des dix millions de tonnes, transformant 39 autres départements français en producteurs de maïs.

Dès 1964, nous avons créé dans le Sud-Ouest une infrastructure d'achat et

de stockage: cette année, 300 trains de 3.600 tonnes auront fait la navette entre ces installations et nos usines de Flandre et d'Alsace.

Parallèlement, pour améliorer le travail industriel des pommes de terre et la rentabilité des féculeries, nos techniciens ont mis au point un procédé nouveau et breveté d'extraction de protéines: d'une valeur biologique égale à la protéine d'œufs, elle est utilisée en alimentation animale, dans diverses applications industrielles, et elle a vocation à un domaine de choix: l'alimentation humaine. Toutes les féculeries françaises ont adopté ce procédé.

Enfin, nous inaugurerons avant la fin de l'année notre troisième unité de transformation de blé dans notre usine de Lestrem.

Dans le développement des débouchés existants et la création de nouveaux débouchés Roquette fait preuve de dynamisme et d'efficacité.

Et pourtant notre avenir est menacé.

**ROQUETTE**  
Le bon sens d'abord



## ÉTRANGER

# Accord sur le rééchelonnement de la dette polonaise

La Pologne sort de la longue quarantaine financière que lui avait valu l'instauration de l'état de guerre. Réunis le 19 novembre en marge du Club de Paris, les dix-sept pays occidentaux engagés par des crédits garantis auprès des Polonais se sont mis

d'accord sur le principe d'un rééchelonnement de la dette 1985. L'échéance, sur dix ans, des 1,3 milliard de dollars dûs cette année par Varsovie au titre du capital et des intérêts constituera un nouveau répit pour les Polonais. Mais le problème risque d'être

repoussé à plus tard, le service de la dette polonaise, hors rééchelonnement, étant estimé à un total de 5,5 milliards de dollars par an jusqu'en 1988. Après l'accord de juillet sur les crédits garantis 1982-1984, et en dépit de deux rendez-vous manqués cet automne,

la rapidité avec laquelle toutes les parties prenantes se sont entendues à Paris constitue malgré tout un facteur d'encouragement, alors que le processus d'adhésion de Varsovie au Fonds monétaire international continue d'avancer à un pas de sénateur.

La Pologne et ses créanciers occidentaux continuent de se livrer à un singulier pas de deux. L'équipe du nouveau premier ministre, M. Zbigniew Messner n'a pas caché sa volonté de redresser la situation financière et économique du pays pour apaiser le mécontentement de l'opinion publique et réduire l'aide du syndicat dissout Solidarnosc.

Un objectif qui passe par la recherche d'une solution à deux dif-

ficultés majeures et intimement liées : le vieillissement de l'appareil industriel et l'allègement d'une dette extérieure qui atteignait 26,8 milliards de dollars avec l'Ouest, fin 1984, et dépasse aujourd'hui 27 milliards. Parfaitement conscients de l'enjeu financier et politique de ce dossier, les créanciers de Varsovie se hâtent pourtant très lentement.

Le bilan des relations houleuses des pays occidentaux avec la Pologne depuis l'instauration de l'état de

guerre en décembre 1981 ne peut que les y engager. Les sanctions décidées à des degrés divers par les Européens et les Américains, notamment le gel de toute discussion sur le rééchelonnement de la dette garantie par les États, ont, sans doute, amené le général Jaruzelski à lever plus vite qu'il ne l'aurait souhaité la loi martiale et à multiplier les gestes, en libérant l'été dernier six cent cinquante prisonniers politiques.

Quitte à en emprisonner d'autres depuis. Le retour à un gouvernement dirigé par un civil constitue également un signe à usage occidental tout autant qu'intérieur. Mais l'une des conditions posées à une normalisation des relations avec Varsovie, la reconnaissance de syndicats libres, est loin d'être acquise. Soucieux de maintenir quelques passerelles avec les Polonais pour limiter leur dépendance envers l'URSS, les gouvernements occidentaux n'ont lâché du lest que petit à petit.

### D'ultimes étapes techniques

En marge du Club de Paris, un accord de principe était finalement trouvé le 15 juillet dernier sur le rééchelonnement sur onze ans, dont cinq années de grâce de près de 12 milliards de dollars d'échéances 1982-1984. Un accord qui marquait le retour à la « légalité financière » s'était félicité le ministre des finances polonais. Mais qui, pour devenir définitif, exigeait de la part de chacun des dix-sept gouvernements engagés la signature d'accords bilatéraux et, surtout, le règlement des arriérés datant du précédent rééchelonnement et

remontant à l'époque précédant l'état de guerre en 1981.

Ces deux obstacles levés, nul aujourd'hui n'ose crier victoire. Le processus qui devrait permettre à la Pologne d'adhérer au Fonds monétaire international va être facilité par les discussions du 19 novembre et devrait aboutir dans les mois à venir.

Varsovie, sur ce point, n'a plus qu'à franchir d'ultimes étapes techniques — accumulée par la Pologne après de l'URSS, seul recours depuis décembre 1981 pour un pays en crise.

Sur le front de l'endettement, quelques chiffres donnent l'ampleur du problème. Bénéficiant en quelque sorte du gel des relations avec l'Ouest, qui lui a fait échapper à tout remboursement de la dette garantie, la Pologne a limité ses échéances 1985. Il n'en sera plus de même l'an prochain.

Tout en se plaignant de manquer d'informations fiables depuis le printemps dernier, les banquiers estiment entre 2 et 3 milliards de dollars le service annuel de la dette auquel Varsovie sera confronté au cours des années à venir. Avec une pointe d'autant plus inquiétante en 1986 que se conjugueraient échéances privées et publiques, alors même que l'économie ne donne aucun signe d'amélioration.

L'excédent en devises convertibles, reflétant déjà de sévères compressions d'importations, n'a représenté que 861 millions de dollars durant les dix premiers mois de 1985 contre 1,4 milliard durant la période correspondante de 1984.

Certes, les dirigeants de Varsovie ont partiellement contourné le problème en ouvrant des comptes bancaires là où les Polonais peuvent déposer leurs devises sans question préalable gênante. Environ 300 millions de dollars auraient ainsi été réintroduits dans le circuit financier officiel. Mais au reste loin du compte. Sans oublier les déficits — 4,8 milliards de roubles officiellement — accumulés par la Pologne après de l'URSS, seul recours depuis décembre 1981 pour un pays en crise.

### Goutte-à-goutte

Le gouvernement peut faire état d'une reprise de la productivité. Il vient de renouveler ses promesses de réformes pour promouvoir l'autonomie des entreprises, améliorer l'efficacité de l'appareil de production, lutter contre les pénuries. Mais, la semaine dernière, M. Messner reconnaissait l'existence de nombreux dérapages, menaçant les entreprises peu disciplinées de suppression d'exemptions fiscales ou de subventions. Un projet de loi rendant illégales les hausses de salaires hors des normes prévues est d'ailleurs à l'étude et pourrait être prochainement présenté devant le Parlement.

L'un des principaux obstacles auxquels la Pologne se heurte dans la recherche de débouchés à l'exportation assurant des rentrées en devises fortes n'en reste pas moins une industrie largement obsolète. Les créanciers de Varsovie le reconnaissent, même s'ils ne sont pas prêts à se montrer aussi généreux

que le souhaiteraient les dirigeants de Varsovie. Geste politique mais aussi pragmatique, l'Autriche a accordé 40 millions de dollars de nouveaux prêts.

La RFA envisage d'attribuer 100 millions de marks. La France annoncera dans les jours à venir le montant de sa participation d'environ 100 millions de francs, à ce qui, dans l'esprit des Occidentaux, constitue un soutien à la modernisation de l'économie polonaise. Il convient en effet d'assurer les moyens de financer les importations de pièces détachées ou d'équipement qui font cruellement défaut aux usines créées en toute hâte dans l'euphorie de la surindustrialisation des années 70.

Dans un premier temps tout au moins, cet apport restera sans commune mesure avec les problèmes à résoudre. « De simples rustines », estime un banquier qui ne cache ni sa « sympathie » ni son « désarroi » face au cas polonais. A ses yeux, les banques privées suivront le chemin que vient d'ouvrir, en marge du Club de Paris, les gouvernements occidentaux. Bon gré mal gré et à moitié rassurés par la prudence des Occidentaux, qui ne veulent donner aucun blanc-seing à un régime qui exclut toujours Solidarnosc de la vie officielle. « Le goutte-à-goutte va reprendre, mais nous sommes loin de voir en grand les robinets ».

Une attitude qui ne soulagera qu'à demi les responsables de Solidarnosc, hostiles aux sanctions économiques mais inquiets à la perspective des recommandations sévères que le Fonds monétaire international ne manquera pas de formuler avant d'octroyer, après l'adhésion de Varsovie, un éventuel crédit.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

## ENTREPRISES

### Texaco condamné à verser 10,5 milliards de dollars de dommages-intérêts à Pennzoil

Un jury de Houston a condamné, le 18 novembre, la compagnie pétrolière américaine Texaco Inc à verser 10,5 milliards de dollars de dommages-intérêts à la compagnie pétrolière Pennzoil Co pour avoir empêché, par ses pressions, le rachat par cette dernière d'une troisième compagnie pétrolière, Getty Oil Co. La procès avait commencé le 8 juillet dernier, à la suite d'une plainte de Pennzoil accusant Texaco d'avoir obligé Getty à rompre l'accord de fusion passé avec Pennzoil. Texaco avait ensuite racheté Getty pour 10,7 milliards de dollars.

Il s'agit de la plus forte demande de versement de dommages-intérêts de l'histoire judiciaire américaine. Mais il n'est pas sûr que Texaco verse une telle somme, car une nouvelle audience est prévue le 5 décembre prochain pour approuver ou non la décision. Si elle devait être approuvée, les dirigeants de la Texaco ont annoncé qu'ils feraient appel.

### Valco cède Hydroland aux Ateliers du Bastion

La société Hydroland, spécialisée dans la fabrication d'équipements navals hydrauliques, ne disparaîtra pas. La maison mère, le groupe Valco, qui avait décidé, en septembre dernier, d'arrêter l'activité de cette filiale lourdement déficitaire (155 millions de francs de pertes en cinq ans), vient de signer un accord avec les Ateliers du Bastion de La Rochelle pour la cession de cette entreprise. Pour ce faire, le capital d'Hydroland sera augmenté, la souscription étant réservée aux Ateliers du Bastion, qui pourront ainsi prendre le contrôle de l'affaire, installée à Fontenay-le-Comte (Vendée).

Quarante emplois seront créés pour assurer la continuité des actions commerciales, techniques et administratives. De juillet 1984 à septembre 1985, les effectifs d'Hydroland avaient été ramenés de 190 à 95 personnes. Un plan social (FNE, congés de reconversion, reclassement) avait permis de trouver une solution pour 87 d'entre eux.

### Cycles Mercier : Auchan devient concessionnaire de la marque

Suite au dépôt de bilan de la société nouvelle des Cycles Mercier (le Monde du 20 novembre), le tribunal de commerce de Saint-Etienne (Loire) a prononcé, le mardi 19 novembre, la mise en liquidation des biens de l'entreprise. Il a constaté l'état de cessation de paiement et nommé comme syndic M. J.-P. Dutrieux, qui assurait depuis le mois d'octobre l'administration provisoire. Cependant, la marque Mercier ne disparaîtra pas. La société Auchan a signé un contrat de concession exclusive des cycles et accessoires pour son réseau

d'hypermarchés en France (36) et en Espagne (8).

La fabrication sera effectuée par d'autres entreprises de la région stéphanoise, principalement la société France-Loire. Auchan versera aux Cycles Mercier des royalties qui permettront à la société de régler une partie de ses créances. Auchan s'est engagé à perpétuer les standards de qualité de la firme et à continuer de soutenir la marque dans le domaine de la course cycliste, du sport et du loisir. Au terme de la concession, Auchan se propose même de racheter la marque.

### La région Centre remplace les firmes par des prêts participatifs

Le conseil régional du Centre, que préside M. Maurice Doussot (UDF), a décidé de supprimer le système des aides directes aux entreprises, non remboursables. Ces aides ont un effet quasi nul sur l'emploi, estiment les responsables régionaux. « Il faut, ajoute le conseil, que cesse le trouble apporté par les collectivités locales au libre jeu de la concurrence ».

A la place des primes, la région offre aux entreprises des prêts participatifs à un taux de 9,75 % (qui pourrait être revu en baisse), pour un montant de 500 000 F. L'obtention de ce prêt comporte pour l'entreprise l'obligation d'augmenter ses fonds propres de 50 % au minimum dans les cinq ans. Le Fonds de garantie régional, avec de nombreux partenaires bancaires, est également accessible aux entreprises. Le système des primes directes est néanmoins maintenu dans les zones de Chiron et de Belleville-sur-Loire, où s'achève la construction de centrales nucléaires... (Corresp.)

## FAITS ET CHIFFRES

### Étranger

#### Italie

• Forte détérioration du commerce extérieur. — En neuf mois, l'Italie a accumulé un déficit commercial pratiquement équivalent à celui de l'ensemble de 1984 — 19 milliards de lire — qui constituait déjà un record. Selon l'Institut central de la statistique (ISTAT) les importations ont progressé de 18,5 % entre janvier et septembre 1985 alors que les exportations augmentaient de 16,2 %, laissant place à un solde négatif de 17 489 milliards.

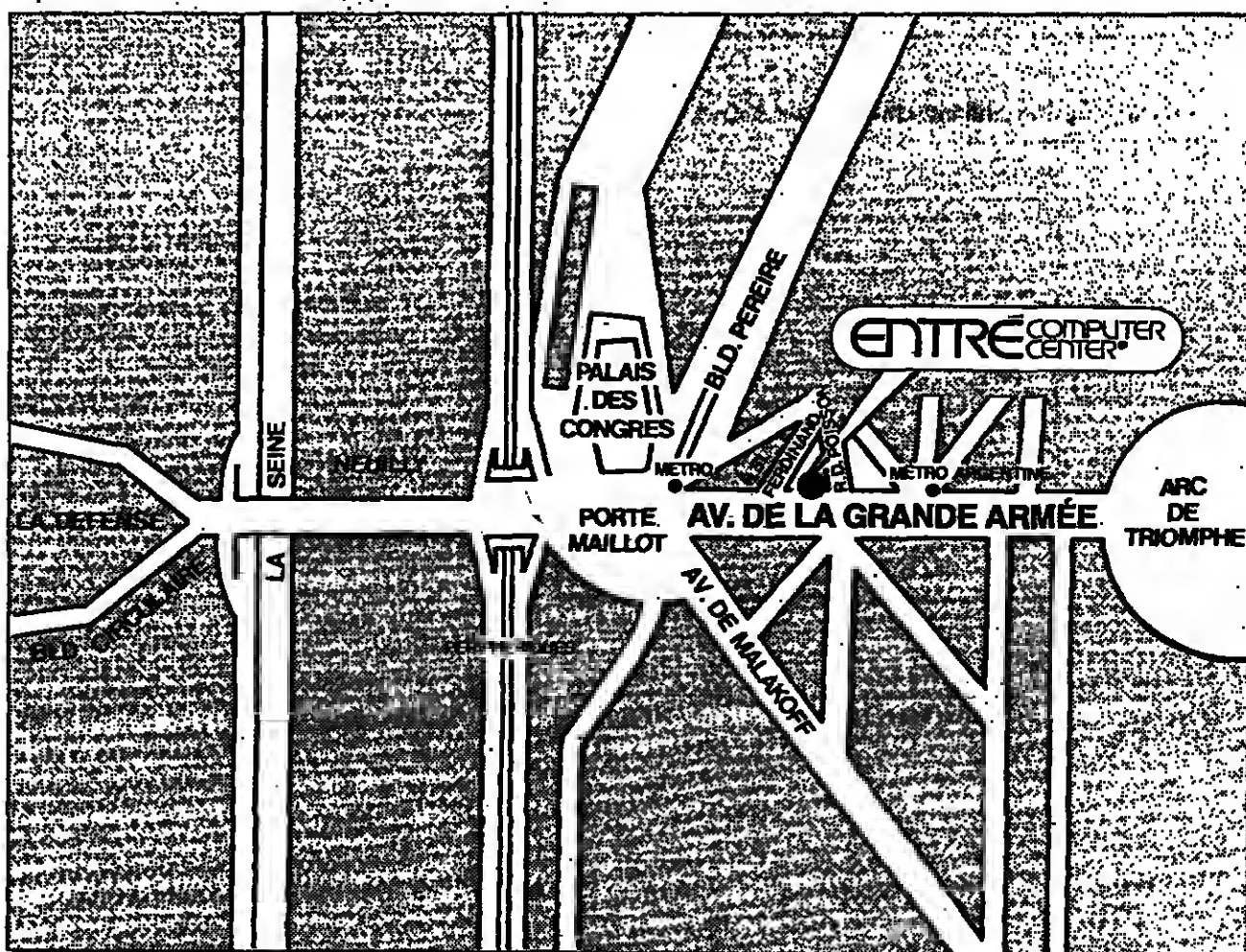
#### GRANDE-BRETAGNE

• Le patronat plaide pour l'emploi. — La Confédération de l'industrie britannique (CBI) a lancé un appel au chancelier de l'Échiquier en faveur d'un programme de création d'emplois dont le coût est estimé à 1 milliard de livres. Selon l'organisation patronale, la lutte contre le chômage de longue durée, la promotion de la

mobilité des salariés, un accroissement de l'aide gouvernementale aux entreprises et l'introduction de nouvelles mesures de formation devraient assurer la création d'environ trois cent cinquante mille emplois en quelques années. Fait inhabituel, l'organisation patronale préconise un tel programme, même si son financement oblige le gouvernement à remettre à plus tard certains allègements fiscaux.

#### Transports

• Les compagnies maritimes soviétiques sous surveillance. — Les gouvernements de cinq pays européens (Belgique, France, RFA, Pays-Bas et Royaume-Uni) ont décidé de renforcer la surveillance des pratiques maritimes des compagnies soviétiques sur trois destinations, à partir de l'Europe : l'Afrique de l'Est, l'Amérique centrale et l'Extrême-Orient. Depuis 1982 et jusqu'à ce jour, les négociations engagées entre les Européens et les Soviétiques pour parvenir à des arrangements commerciaux équitables et durables ont échoué.



## ENTRÉ. LE PLUS SÛR CHEMIN VERS L'INFORMATIQUE.

Entré à Paris, découvrez votre nouveau centre conseil en micro-informatique de professionnels s'adressant à des professionnels.

Entré c'est avant tout un pacte...

Le pacte Entré.

• Entré s'engage après consultation à ne vous proposer que des solutions informatiques personnalisées.

• D'autre part, Entré a testé pour vous une gamme complète de matériels et de logiciels.

• Entré, c'est aussi une formation assurée sur le système que vous avez choisi.

• Enfin, Entré vous garantit, grâce à son service

maintenance, intégré, les réparations ou l'entretien courant de votre matériel.

Conseil, Sélection, Formation, Maintenance, voici le Pacte Entré.

Il y a 6 centres conseil Entré en France : Paris XVII<sup>e</sup>, Lyon III<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup>, Montpellier, Lille, Grenoble.

Et prochainement ouverture de nouveaux centres conseil à Bordeaux, Lille, Paris XII<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, Evry, Montreuil, Marne-la-Vallée, Rouen, Pau, Toulouse.

Entré à Paris :

58-60 avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Tél. 45.74.99.99

POUR VOUS INFORMATISER, ENTREZ CHEZ ENTRÉ.

ENTRÉ COMPUTER CENTER











# Le Monde

## AU CONSEIL DE LA FNSEA

### Un joli coup de « pub »

Un ancien président de la République, un ancien premier ministre, lui-même ancien ministre de l'Agriculture, le premier secrétaire du Parti socialiste et le secrétaire général du Parti communiste : la FNSEA ne pouvait rêver d'un meilleur plateau. La centrale paysanne a, en effet, invité les dirigeants politiques des grands partis à s'exprimer pendant une demi-heure chacun, le jeudi 22 novembre, à Versailles, devant un conseil national extraordinaire, une sorte de mini-congrès. MM. Lionel Jospin, Georges Marchais, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing ont répondu « présent ». Seul M. Raymond Barre n'a pas souhaité participer à ce show.

La FNSEA réalise ainsi un joli coup médiatique qui lui permet de revenir sur le devant de la scène. Elle a en besoin, et son président, M. François Guillaume, avec elle, car, depuis plusieurs mois, des différends opposent les dirigeants professionnels agricoles qui n'ont pas tous la même lecture de la crise. Les organismes mutualistes (coopération, crédit, mutuelité), les chambres d'agriculture, le Centre

national des jeunes agriculteurs, l'Association des producteurs de blé, ont présenté des programmes qui critiquaient implicitement l'immobilisme de la FNSEA. Le 28 novembre, celle-ci sortira à son tour « son » document.

Avec ce plateau politique varié, la FNSEA se refait aussi une virginité politique et se dégage un label de neutralité. En effet, si les troupes de la centrale paysanne se répartissent sur l'ensemble de l'échiquier politique, les dirigeants syndicaux qui sont tentés par l'engagement politique tombent le plus souvent à drôte.

Les réponses que les dirigeants des quatre partis apporteront aux interrogations des agriculteurs seront néanmoins attendues avec intérêt. Quelle est la place assignée à l'agriculture dans la « modernité restructurante » des uns et au sein du libéralisme, qui déborde les initiatives, prônée par les autres ? M. Barre, qui, premier ministre, ne fut pas très tendre avec les organisations agricoles, n'aura pas l'occasion de le dire.

JACQUES GRALL

## Au « Monde »

### LES SOCIÉTÉS DES RÉDACTEURS ET DES EMPLOYÉS APPROUVENT LA CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ DES LECTEURS

La restructuration financière du journal *Le Monde* est en bonne voie. La société des rédacteurs du *Monde* a tenu deux assemblées générales le 19 novembre au siège du quotidien. La première, caractéristique extraordinaire, avait pour but d'entériner la création d'une société des lecteurs du *Monde* comme nouvel associé de la SARL et de donner son agrément à une augmentation de capital souscrite par cette société des lecteurs nouvellement créée.

L'assemblée s'est prononcée favorablement par 558 parts, soit 93 % des votes exprimés (six cents parts étaient représentées, et la majorité des deux tiers requise était de 400 parts). Quarante parts ont voté contre et huit se sont abstenues. L'assemblée générale ordinaire, réunie extraordinairement, qui suivait cette première assemblée, avait pour objectif d'approuver la modification des statuts, compte tenu de l'entrée dans la SARL de la nouvelle société des lecteurs. Le projet a été adopté par 444 parts, quatre parts votant contre et deux s'abstenant. La majorité simple des parts présentes ou représentées suffisait pour approuver le projet.

La société des employés du *Monde*, qui se réunissait le même jour, a approuvé, à l'unanimité des 191 parts présentes ou représentées la constitution de la Société des lecteurs et son entrée dans le capital de la SARL, ainsi que la modification des statuts de cette dernière. M. Bernadette Santiana a été réélu présidente de la Société des employés pour un mandat de trois ans. Le conseil d'administration de la Société des cadres du *Monde* rappelle que l'assemblée générale de cette société avait déjà approuvé, le 30 mai dernier, par 64,5 % des parts présentes ou représentées la création de la société des lecteurs du *Monde*, l'augmentation de capital et la modification des statuts de la SARL.

## Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à St-Nazaire-La Baule (94,8)  
à Limoges (102,1 MHz)  
à Toulouse (88,6 MHz)

MERCREDI 20 NOVEMBRE  
Allô « le Monde »  
47-20-52-97  
préparée par FRANÇOIS KOCH  
La conférence Est-Ouest  
de Genève  
impassé ou détalé ?  
avec MICHEL TATU

JEUDI 21 NOVEMBRE  
« le Monde » reçoit  
GUY LANGAGNE  
secrétaire d'Etat chargé  
de la mer  
avec PHILIPPE BOUCHER

## SIX GROUPES DE PRESSE BRITANNIQUES VENDENT LEURS ACTIONS DANS L'AGENCE REUTER

Six groupes de presse en Grande-Bretagne ont vendu 37 millions de titres, qu'ils détenaient dans l'agence de presse Reuter, pour un prix global de 115,3 millions de livres (1,3 milliard de francs), ont annoncé deux banques londoniennes, le mardi 19 novembre. Il s'agit de United Newspapers PLC, éditeurs du *Daily Express*, Pearson, éditeurs du *Financial Times*, *Guardian* and *Manchester Evening News*, *Mirror* Group Newspapers Limited, *The Daily Telegraph* et *Reed International PLC*.

Les acheteurs sont des investisseurs institutionnels ; on sait seulement qu'ils ne sont pas américains.

## « ATOUTS » DISPARAIT

*Atouts* a joué et perdu. Le magazine mensuel lancé le 4 octobre au prix de 18 F par la SEBDO, l'éditeur du *Pain*, disparaît à l'été 1986, soit presque le double de l'objectif prévu (vingt pages). Les lecteurs n'ont pourtant pas suivi. *Atouts*, selon l'un de ses responsables, est venu trop tôt et son ambition est trop « haute de gamme », tandis qu'un autre met en avant la concurrence des autres magazines dans cette tranche d'âge. Le pari d'éditer un mensuel proche des magazines américains *Modern Maturity* ou *Fifty Plus*, qui diffusent chacun près de deux millions d'exemplaires mensuels, n'a pu être tenu. Et le numéro trois de *Atouts*, déjà rédigé, maquetté et imprimé, ne paraîtra pas en kiosques. La société éditrice du *Pain*, la SEBDO, laisse dans l'affaire quel que 12 millions de francs consacrés au lancement de ce magazine. L'âge de la maturité n'est pas toujours, en matière de presse, un âge d'or.

YVES-MARIE LABÉ

Le numéro du « Monde »  
daté 20 novembre 1985  
a été tiré à 479 013 exemplaires

A B C D E F G  
**Le beaujolais nouveau**  
arrive  
le 21 novembre  
venez le déguster au tonneau  
au **CELLIER**  
Les nouvelles boutiques  
de Dominique Loï  
**PETITS ET GRANDS CRUS**  
ou VINS ET CHAMPAGNE  
14, rue Cadet, 9, 42-46-48-91  
88, rue Montorgueil, 7, 42-36-17-49  
18, rue Montmartre, 1, 42-36-03-52

## La RFA refuse de limiter la vitesse sur ses autoroutes

### De notre correspondant

Bonn. — Les amateurs d'émotions fortes et l'industrie automobile ouest-allemande peuvent respirer : il n'y aura pas, jusqu'à nouvel ordre, de limitation de vitesse imposée sur les autoroutes de la République fédérale. A peine connus les résultats de l'enquête qu'il avait ordonnée pour mesurer les effets d'une telle limitation sur l'environnement, le gouvernement ouest-allemand a tranché sans plus tarder au cours de son conseil des ministres de mardi 19 novembre, à Bonn. Violentement attaqué par les organisations écologistes, sa décision a été facilitée par la publication la semaine dernière d'un sondage faisant apparaître que 54 % de la population est hostile à une réglementation obligatoire de la vitesse sur le réseau autoroutier.

Le dirigeant sur les autoroutes ne doit pas remplacer la technologie moderne », a commenté, à l'issue du conseil, le ministre de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann, qui a lancé aux automobilistes un appel pour qu'ils s'équipent le plus rapidement possible de véhicules non polluants. En juin dernier, le gouvernement avait arrêté à cet effet une série d'incitations fiscales entrées en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juillet. Les immatriculations de voitures équipées de catalyseurs ou répondant aux normes d'émission de gaz brûlés, qui doivent entrer graduellement en vigueur dans la Communauté européenne au cours des pro-

chaines années, n'ont cessé depuis de s'accroître pour représenter en octobre un quart des nouvelles immatriculations. Cette proportion devrait atteindre la moitié en 1986.

Entre les mois de janvier et d'octobre, la TÜV — organisme chargé de la supervision technique des automobiles — a étudié sur une vingtaine de portions d'autoroute la pollution émise par les automobiles à des vitesses limitées à 100 km/h et à 120 km/h. Les premiers résultats de cette enquête, présentés lundi à Bonn, faisaient ressortir que la réduction d'oxyde d'azote, considéré comme l'un des principaux agents responsables de la dégradation des forêts, n'avait été que de 10,4 % sur les tronçons limités à 100 km/h, 30 % seulement des automobilistes avaient, il est vrai, respecté les limitations de vitesse imposées, la vitesse moyenne sur les tronçons témoins s'étant élevée pendant la période d'observation à 105 km/h contre 115 km/h pour la normale.

Cette constatation a fait hurler les organisations écologistes et le parti social-démocrate, qui ont accusé le gouvernement d'avoir tiré des conclusions hâtives de cette enquête pour justifier une position arrêtée d'avance. Le parti des Verts a annoncé qu'il poursuivrait son action par tous les moyens, parlementaires et extra-parlementaires, pour limiter la vitesse à 100 km/h sur les autoroutes et à 80 km/h sur les routes (actuellement limitées à 100 km/h).

HENRI DE BRESSON

## AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS

### Lourdes condamnations pour escroqueries de trois commissaires agréés à la Bourse de commerce

La 31<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par M. Guy Joly, a rendu, mardi 19 novembre, trois jugements par lesquels elle condamne lourdement trois commissaires agréés à la Bourse de commerce de Paris qui, avec leur remises (1), avaient répondu d'une série d'escroqueries réalisées entre 1969 et 1977, au détriment de clients privés livrés à la spéculation sur des opérations portant sur les marchés des sucres et des cacao. Ces affaires avaient été débattues en mai et juin derniers (*le Monde* du 26 juin).

Ainsi, elle a condamné M. Georges Maurer, dirigeant de la société Maurer à cinq ans de prison dont un seulement avec sursis et mise à l'épreuve pendant cinq ans, 1 million de francs d'amende et dix ans de privation de ses droits civiques. Avec lui sont condamnés trois remises retenus comme complices : MM. Michel Lestage (deux ans de prison et 200 000 francs d'amende), Patrick Turpin et Thomas Sialowski (dix-huit mois de prison et 100 000 francs d'amende chacun).

De son côté, M. Michel Wiat, lui aussi commissaire agréé et président de la compagnie de ces commissaires, s'est vu infliger quatre ans de prison, dont un avec sursis et mise à l'épreuve pendant cinq ans, 800 000 francs d'amende et la privation pour dix ans de ses droits civiques. M. Jean-Louis Dupré, retenu comme complice, est condamné à deux ans de prison et 200 000 F d'amende. En revanche,

le tribunal, dans ce dossier, a relaxé M. Jean Penot, estimant que sa bonne foi avait été abusée.

Enfin, le troisième commissaire en cause, M. Pierre Borione, est condamné à trois ans de prison dont un avec sursis et mise à l'épreuve pendant cinq ans, 800 000 F d'amende accompagnés de la même privation de ses droits civiques pendant dix ans. Quant à ses complices, MM. Jean-Pierre Godard, Ghoulil Boutboul, Sylvain Giozco et François Delabate, ils sont punis respectivement de deux ans de prison et 200 000 F d'amende, dix-huit mois et 200 000 F, deux ans avec sursis et 100 000 F, dix-huit mois avec sursis et 50 000 F.

A ces condamnations pénales s'ajoutent les dommages et intérêts que les commissaires et leurs remises déclarés coupables devront verser à leurs victimes. Dans l'affaire Maurer, le montant total de ces dommages et intérêts approche les 20 millions de francs. Il est de l'ordre de 8 millions pour les victimes de M. Wiat et dépasse les 4 millions pour celles de M. Borione.

J.-M. TH.

(1) Le terme de remise est en effet le seul approprié et non celui de « courtier » que nous avons utilisé improprement dans notre article du 26 juin et qui pouvait prêter à confusion avec la désignation des courtiers de marchandises assermentés au tribunal de commerce de Paris.

## Sur le vif

### Bouteille à la mer

Peut-être être bête pour faire ce métier ! Journaliste ! A-t-on idée ! J'aurais pu en gagner des sous, dites donc, si j'avais été à mon compte. Regardez ce mec — j'ai entendu ça sur France-Inter, — savez-vous ce qu'il a imaginé ? Mettre de l'eau de mer en bouteille. C'est pas génial, ça ? Ses bouteilles, il les a déjà lancées sur le marché. Vous en trouverez dans les grandes surfaces de la région parisienne. A 2,90 F le litre. Ça fait 3 F, mais ça ne les fait pas. Vieille astuce. Une de plus. A quoi ça sert ? A cuire vos crustacés et vos poissons, à réussir vos sautés-bouillons.

Vous me direz : c'est pas nouveau. Rappelez-vous l'air des cimes en boîte, l'air pur de nos vertes pâtures et de nos plages estivales mûres en conserve et vendu très cher dans les épicerie de luxe. Il y avait même du vrai parfum de pavé parisien. Rien à voir. Ça, c'était un truc marquant, un cadeau pour rire destiné aux blasés, à ceux qui ont déjà tout. Tandis que là, c'est très sérieux.

Quand je pense à la corvée des sautes, chaque été, en Bretagne, les sautes d'eau de mer qu'il faut aller chercher à marée haute pour cuire les quatre malheureuses crevettes pêchées à

marée basse ! Là, maintenant, terminé. On va pouvoir en acheter à la Codec. J'entends d'ici les interminables discussions avec mon amie Jeanine, c'est ma voisine, sur les mérites comparés de l'eau fraîche ou de l'eau en conserve.

Quel filon ! C'est fou. Ça va faire comme pour le lait. Dans le temps, on allait le chercher à la ferme, tous les jours, après la traite. Ça, c'est fini depuis belle lurette. Fallait le mettre à bouillir. Ça débordait, ça sautait, ça vous collait la fibre aphteuse. A présent, il n'y a plus que les Américains pour boire du lait frais. Il est vrai qu'on le leur livre, chaque matin... à domicile. Nous, on l'aimait mieux pasteurisé, dégrasé, stérilisé, semi-écrémé, longue durée.

Pour la flotte, ça va faire pareil. Vous en aurez de la Manche ou de la Méditerranée, de la demi-salée, de la mezoutée. Avec ou sans algues. En brique ou en surgelé. En litre ou en bonbonne. Pour la cuisine ou pour le bain. Sans oublier le vaporisateur façon embruns artifiels et teint de jeune fille. Quel filon ! Décidément, en France, on a des idées. Et, en plus, on a tout plein de côtes.

CLAUDE SARRAUTE.

## M. E. Hervé demande l'ouverture d'une enquête sur les comas de laboratoire

L'expérimentation faite au CHU d'Amiens sur un malade plongé dans un coma profond depuis trois ans (*le Monde* du 20 novembre) a suscité de vives réactions. Selon M. Gérard Cornillon, directeur du CHU d'Amiens, cette expérience a été menée à son insu. « Je n'ai pas à contrôler l'activité de recherche d'un chef de service hospitalo-universitaire, a-t-il ajouté, mais, à ma connaissance, les services de réanimation sont faits pour réanimer des malades et pas du tout pour faire des expériences de ce type ».

De son côté, M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la santé, rappelle dans un communiqué son « attachement au respect par les médecins des règles du code de déontologie médicale, en particulier celles de l'article 18 qui stipule que

le médecin doit s'interdire de faire courir au malade un risque injustifié ». Avant de décider des suites éventuelles à donner à cette affaire, M. Hervé a demandé mardi soir à l'inspection générale des affaires sociales de mener une enquête.

Pour sa part, le Dr Louis René, président de la Commission nationale consultative d'éthique de l'ordre des médecins, se déclare « heurté par la légèreté avec laquelle on se lance dans des expérimentations, sans respect apparent des exigences scientifiques ». Il ajoute qu'« on ne peut accepter l'impérialisme biologique, quand même un peu inquiétant, ni la faconde et la confusion entourant certaines expérimentations laissant croire ce qu'on ne dit pas, par exemple que l'on guérit le cancer ou le SIDA ».

Deux cents dessins de presse à Radio-France. — Deux cents dessins de presse sont exposés jusqu'au 22 novembre dans le hall de Radio-France. Organisée par l'association Un bon dessin vaut mieux qu'un long discours et placée sous le patronage du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communica-

tion, avec le concours du ministère de la culture et de Radio-France, cette exposition comporte une séance de signature jeudi 21 novembre de 11 heures à 18 heures, à Radio-France. Tim, Descloux, Chenez, Soulas, Siné, Kerleroux, Faizant, Honoré, Beaume, Plantu, Konk et Pessin y seront présents.

## DES JANVIER ETUDIEZ AUX USA

Dans une grande université de Californie ou de Floride, soit pour améliorer votre anglais, soit pour commencer des études (BA, MBA, Master, Ph.D). Cours, hébergement, repas, un semestre à partir de 4800 \$, Doc. contre 5 timbres. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC. U.S.A.-French Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre, 47-22-94-84.

Un cadeau signé  
**Aldebert**  
a encore plus de valeur  
Bijoux dès F. 2000.-  
Le plaisir d'acheter...  
La où il y a l'accueil.  
**Aldebert**  
Joailleur  
115, rue de la Madeleine  
70, rue Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot  
CANNES : 19, La Croisette

**VALEURS**  
ACTUELLES  
L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE  
en kiosque ou par abonnement  
SPECIMEN SUR DEMANDE  
écrite 6, rue d'Uzès, 75081 Paris tél. 02

**JUSQU'AU 30 NOVEMBRE 1985**  
**I MACINTOSH 128 K**  
+ MACWRITE  
+ MACPRINT  
+ 1 Extension à 1 MEGA  
= 27.990 F T.T.C.  
SEULEMENT!!!  
(crédit ou leasing possibles)  
512 K et 128 K  
égaleme disponibles.  
**INTERNATIONAL COMPUTER**  
Le centre Gécant de la Micro-Informatique  
26, rue du Renard 75004 (Ile de France) - tél. 01.42.72.26.26  
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 91.37.25.03